

ENSION A DJIBOUTI

M. Ali Aref

et de plus en plus contesté

LIBRE PAGE 6

Article de notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuvs-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 9 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 18 dr. ; Iran, 45 rials ; Japon, 200 y. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,30 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suisse, 2 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 c. ; U.R.S.S., 25 kopecks ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS 75002 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 407-23 Paris Tél. Paris n° 69472 Tél. : 770-91-29

CAPITALISTES ET COMMUNISTES DEVANT LA CRISE ÉCONOMIQUE

Les « démocraties industrielles » misent sur un dollar plus stable Les P.C. français et italien veulent coordonner leur action

L'esprit

e Rambouillet

Après la réunion, à Rambouillet, de leurs chefs d'Etat ou de gouvernement, les six plus grandes démocraties industrielles — et elles le restent — sont-elles mieux préparées pour surmonter la crise économique qui se prolonge ? De longue date, il ressort que les participants au « sommet » n'ont pas eu de bonnes paroles. Ils ont passé en revue tous les problèmes qui se posent à eux et ils ont pris un certain nombre d'engagements relativement précis. Mais il est évident que, comme il est dit dans le communiqué, « la confiance des consommateurs et des entreprises... »

La réunion des six chefs d'Etat et de gouvernement (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon et Italie) s'est terminée comme prévu lundi 17 novembre au début de l'après-midi. Les participants ont, chacun à son tour, brièvement commenté, devant les journalistes, la déclaration en quinze points qu'ils venaient de rendre publique. Celle-ci comprend un engagement commun des six participants d'assurer le redressement des économies avec pour objectif une croissance stable et durable. « Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

M. Giscard d'Estaing, M. William Simon, secrétaire américain au Trésor, a exprimé, pour sa part, l'espoir que cet accord sera bientôt approuvé par les vingt pays représentés au sein du comité intermédiaire, l'instance internationale la plus importante aujourd'hui en matière monétaire. Toujours selon M. Simon, l'accord devrait conduire à une surveillance quotidienne des taux de change et à des interventions en vue de les stabiliser chaque fois qu'ils varient sans raison économique. Les neuf ont approuvé, à Bruxelles, cet accord. Une certaine stabilisation du dollar aiderait puissamment à lutter contre l'inflation. Cependant, les perspectives économiques restent incertaines en Europe. En France, le cap du million de chômeurs a été dépassé en octobre (un million quinze mille six cents demandes d'emploi non satisfaites). On compte désormais près de dix demandes d'emploi pour une offre, un lien de cinq à un.

Le parti communiste français et le parti communiste italien ont publié, mardi 18 novembre, la déclaration commune que leurs secrétaires généraux avaient adoptée le 15 novembre à Rome. MM. Marchais et Berlinguer s'étaient déjà rencontrés à Paris le 25 septembre. Le document insiste à la fois sur l'indépendance de chaque parti communiste et sur la « concordance » des solutions que les deux P.C. préconisent face à la crise du capitalisme. Il mentionne un certain nombre de propositions, déjà inscrites dans la réalité italienne, mais qui restent pour le parti français des objectifs. Les deux partis se disent prêts aussi à lutter pour « la démocratisation des orientations et du fonctionnement de la Communauté économique européenne ».

Le texte de la déclaration commune et surtout les commentaires de M. Georges Marchais sur sa dimension historique, revêtent à quel point le P.C.F. veut éviter de voir sa politique opposée à celle du P.C.I. Toutefois, au-delà des convergences doctrinales repérées, une nouvelle fois dans le document, force est de constater que, face à des situations politiques concrètes, les deux partis récemment avec le Portugal. Ce fut récemment avec le Portugal. Ce fut aussi, lors de la résolution du P.M.U. assainissant le socialisme et le socialisme — si, dans ses prises de position, le P.C.F. a toujours pris soin de ne pas assimiler les deux concepts, l'indépendance n'a pas, à l'inverse de l'Unité, porté de jugement de valeur sur la résolution. Il y a, sur ce plan, le volonte du P.C.F. de sauvegarder au maximum l'unité du mouvement communiste. Ses dirigeants entendent d'ailleurs vivement, en privé, les Italiens « pour leurs manœuvres de couloir » lors des réunions préparatoires de la conférence européenne des P.C. La dernière de ces réunions, qui s'est ouverte à Berlin-Est le 17 novembre, montrera l'importance réelle du rapprochement intervenu entre le P.C.F. et le P.C.I. Quant au fond, la « déclaration commune » illustre la maxime de « l'unité dans la diversité » qui a toujours orienté, à l'intérieur comme à l'extérieur, la ligne italienne. Elle fait état des « conditions concrètes différentes » en fonction desquelles doivent agir les deux partis. Mais la « concordance des solutions » a apporté à des problèmes qui ont un caractère commun — ne signifient pas qu'ils sont identiques. MM. Marchais et Berlinguer ont, certes, tenu à réaffirmer les garanties des « libertés de pensée et d'expression » et le pluralisme politique.

« Le plus important », a dit mardi M. Valéry Giscard d'Estaing à Rambouillet, est que ce communiqué ait eu lieu. Le président de la République devait confirmer ce jugement devant les journalistes qu'il a reçus à l'Élysée en fin d'après-midi, précisant qu'en cas de nouvelles difficultés les chefs d'Etat et de gouvernement, qui ont reconnu leur « responsabilité collective », examinent à nouveau en commun la situation. Aucun engagement de réunion régulière n'a été pris, mais on s'est promis d'aborder ensemble les suites éventuelles de la crise. Ce n'est pas à un point négligeable.

Il y a quelque quarante ans, la « solidarité des « démocraties industrielles » pour surmonter la crise économique », a été l'heureuse expression de la déclaration de Rambouillet, avait mal supporté le choc de la dépression et la dislocation du système monétaire prévalant en septembre 1931, par la chute de la livre sterling. C'est ainsi que, en juillet 1933, le président Roosevelt avait chaque le point de la conférence de Londres, dont on attendait beaucoup, et notamment un accord sur la stabilisation du dollar sur les marchés des changes.

Après le succès de la manifestation organisée par les communistes et l'extrême gauche, le dimanche 18 novembre à Lisbonne, la situation du système gouvernemental portugais paraît de plus en plus délicate. Les journaux du matin de la capitale, dominés par le P.C., parlent à nouveau d'un coup d'Etat imminent de la droite, tandis que la juste régionale des Açores, à dominante conservatrice, adresse au pouvoir central, au agitant la

menace du séparatisme, une mise en garde contre tout glissement vers une dictature de gauche. Selon l'A.F.P., qui cite des sources bien informées, le général de Carvalho, chef du Copcon, et trois membres du groupe des « gauches » (immédiats) du Conseil de la révolution, le major Moisés Azevedo et les capitaines Vasco Lourenço et Souza e Castro, auraient conféré dans le plus grand secret de lundi 16 h. 30 à mardi 17 h. 30.

« Si la guerre éclatait entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, de quel côté seriez-vous ? — Demandez-le moi, répondit-il, quand la guerre aura été déclarée et je vous dirai ce que je fais. » C'est un peu ainsi que le parti communiste répond à la question des élections législatives et du gouvernement de gauche qui pourrait en résulter. Et, certes, une décision correspond toujours à une situation, ce qu'on d'autres termes le fabuliste exprime en disant qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais la gauche serait-elle aussi prudente de songer qu'il serait inutile de tuer la bête si on ne peut, le jour venu, élever mangée aux mites.

On peut espérer, toutefois, que promesse d'une stabilisation du taux du dollar vis-à-vis des monnaies du « serpent » européen de nature à contrebalancer les tendances récessives des échanges entre les nations et à dilier notamment le dialogue de la terre-monde. Le rapprochement franco-américain se traduit par d'indéniables concessions la part des Etats-Unis, puisque ex-aequo acceptent désormais intervenir régulièrement pour empêcher les « fluctuations erratiques » de leur monnaie. Qu'il ait en quelque sorte authentifié la signature des chefs d'Etat de gouvernement est finalement le résultat le plus marquant de la réunion. C'est celui que cherchait M. Valéry Giscard d'Estaing, et c'est pour lui un succès important.

« Nous sommes, chacun pour notre part, responsables de la conduite d'une société ouverte, démocratique, profondément attachée à la liberté individuelle et au progrès social. Notre succès renforcera, et cela de façon décisive, l'ensemble des sociétés démocratiques. » Cela dit, « l'esprit de Rambouillet »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

M. SAUVAGNARGUES SE REND A PÉKIN EN VISITE OFFICIELLE Lire nos informations page 6J

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

Entretiens avec Bernard Guetta 192 pages 25 F

NOVEMBRE AU PORTUGAL

Après le succès de la manifestation organisée par les communistes et l'extrême gauche, le dimanche 18 novembre à Lisbonne, la situation du système gouvernemental portugais paraît de plus en plus délicate. Les journaux du matin de la capitale, dominés par le P.C., parlent à nouveau d'un coup d'Etat imminent de la droite, tandis que la juste régionale des Açores, à dominante conservatrice, adresse au pouvoir central, au agitant la

I. - Le ridicule peut tuer

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

« Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. »

AU JOUR LE JOUR

SITUATIONS

Il y a trente ans, on possédait à Méricourt-Ponthy une question prétendument embarrassante: « Si la guerre éclatait entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, de quel côté seriez-vous ? — Demandez-le moi, répondit-il, quand la guerre aura été déclarée et je vous dirai ce que je fais. » C'est un peu ainsi que le parti communiste répond à la question des élections législatives et du gouvernement de gauche qui pourrait en résulter. Et, certes, une décision correspond toujours à une situation, ce qu'on d'autres termes le fabuliste exprime en disant qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais la gauche serait-elle aussi prudente de songer qu'il serait inutile de tuer la bête si on ne peut, le jour venu, élever mangée aux mites.

LE CHÊNE ET LE ROSEAU

Falon à Genève

Graphiste célèbre, auteur d'œuvres de couvertures qui, des Etats-Unis au Japon, ont passé par Milan et Paris, ont fait le tour du monde, Falon, depuis quelque temps, ajoute des cordes à son arc, s'exprime par des moyens nouveaux : aujourd'hui l'oculaire, demain peut-être la peinture. Et c'est ce que chacun attendait.

Un graphiste en effet, un officier, c'est un homme dont le métier est fait de contraintes, de contraintes techniques, publicitaires, commerciales, etc., contraintes solitaires certes, comme toutes les contraintes, mais dont il ne peut pas se pas éprouver un jour ou l'autre le besoin de se dégoûter. Falon a commencé par le dessin, si l'on se rappelle l'exposition des « labyrinthes » qui, présentée en 1963, fut sa première exposition parisienne, et l'ensemble d'aquarelles que l'on peut voir en ce moment dans une galerie de Genève nous le montre dans toute sa beauté d'expression et de jugement à l'égard du monde qui est le sien, du monde que l'on peut entrevoir lorsque s'éteignent les lumières de la ville, et que celle-ci nous jette au vi-

André FERRAGIER

(Lire la suite page 21.)

SEUIL un patron peut-il être de gauche? Claude Neuschwander

EUROPE

NOVEMBRE AU PORTUGAL

(Suite de la première page.)
Des quantités d'entreprises ne peuvent faire face aux revendications de leur personnel qu'en menaçant de fermer leurs portes, ce qui conduit les banques nationales à leur avancer les sommes nécessaires à la paye. Le déficit des échanges extérieurs ne cesse de s'accroître. L'inflation, qui atteint déjà les 25 %, menace de déferler le jour où sera épuisé le confortable bas de laine laissé par la dictature à ceux qui l'ont renversée.

Le pouvoir, on pourrait dire, en un sens, qu'il n'existe pas. Pour M. Cunha, secrétaire général du P.C., « il est dans la rue ». Le sixième gouvernement, que préside l'amiral Pinheiro de Azevedo, ne gouverne pas davantage que le cinquième, celui du général Vasco Gonçalves, « à l'importe quel moment, mes bureaux peuvent être occupés, et je ne pourrais sans doute pas les faire évacuer », nous dit M. de Almeida Santos, ministre de la communication sociale, autrement dit de l'information, dont l'adjoint s'est vu interdire l'entrée de son cabinet par des manifestants l'accusant d'avoir jadis travaillé pour la police politique de Salazar.

Quelques jours plus tard, des manifestants encerclèrent le siège de l'Assemblée nationale et la résidence du premier ministre, obligeant celui-ci à capituler devant leurs revendications : accroissement de 44 % des salaires des ouvriers du bâtiment et ouverture d'une enquête sur le passé du ministre du travail. Pourquoi ne recommencerait-ils pas ? « Il n'y a pas, à l'heure actuelle, dans toute l'armée portugaise, un seul officier qui puisse donner un ordre en étant sûr qu'il sera exécuté », nous a confié, en esagérant à peine, le général Otelo de Carvalho, dont le visage ravagé porte la trace de bien des déceptions.

Ici, des familles chargées d'enfants, venues des bidonvilles tout proches, mettent la main sur une maison inoccupée. Des juges ordonnent leur expulsion. Un tribunal populaire qui s'est nommé lui-même condamne la propriétaire comme fasciste et exploiteuse et autorise les squatters à demeurer dans la pièce. Ailleurs, ce sont des entreprises, des fermes, des terrains qui changent ainsi de mains illégalement. On ne connaît qu'un cas, par ailleurs, où la réforme agraire a été appliquée à la lettre.

La presse de gauche crie bravo, les bourgeois s'indignent. Que peut faire le gouvernement ? Rien ne résume mieux la situation que l'affaire de Radio-Renascença. Le poste, on le sait, appartenait à l'épiscopat, lequel, on le sait aussi, n'a rien de particulièrement progressiste. Une commission de travailleurs s'en empara et diffusa à longueur de journée de la propagande révolutionnaire. Socialistes et centristes font de son retour à son légitime propriétaire l'une des conditions de leur entrée dans le sixième gouvernement. Celui-ci effectivement, peu de

Espagne

UN JEUNE FRANÇAIS RACONTE LES TORTURES DE PRISONNIERS POLITIQUES

M. Paul Urvoy, un étudiant d'Angers, incarcéré en Espagne pendant deux mois et demi pour avoir — ce qu'il conteste — participé à des manifestations antifranquistes (le 16 novembre, puis le 18 octobre), a été remis en liberté sous caution le 11 novembre. Deux jours plus tard, il a gagné clandestinement la France.

Arrêté, le 28 août, il fut transféré après huit jours de garde à vue dans un commissariat à la prison de Passaou, où il fut torturé à plusieurs reprises durant trois jours. Il fut alors admis à l'infirmerie de cette prison, puis transféré à Carabanchel. Voici la description qu'il donne de ces prisons :

« A Passaou, il y a deux cent quarante prisonniers dans quarante-sept cellules. La torture y est fréquente, principalement durant les jours de mise au secret. »

« A Carabanchel, M. Urvoy a été frappé par l'atmosphère stérile qui règne parmi les détenus politiques. Néant pas soumis comme les autres à l'obligation de travailler, les politiques saisissent, à l'occasion, toutes les occasions de poursuivre leur formation : « Carabanchel, c'est l'université politique de l'Espagne ». Il souligne cependant que « 90 % des prisonniers politiques sont soumis fréquemment à la torture et au pestage ». « Je n'ai pas pu assister à la manifestation de la rue sur la « route russe » sur son front, lui annoncer plusieurs jours de suite son exclusion comme insubordonné, expliquer le courant électrique sur la ruqna ou les parties génitales. »

temps après sa constitution, l'ait expulser les occupants. Mais les militaires chargés de garder les lieux les évacuent bientôt. Et la gauche reprend la station après avoir fait sauter les scellés. Pour mettre fin à ce défi qui s'est prolongé pendant des semaines, le « pouvoir » ne trouve qu'une solution : une compagnie de parachutistes fait sauter les installations. C'était le seul moyen, expliquent-ils officiellement, car autrement les paras auraient dû tuer ou tuer abandonner la position. Les modestes applaudissent. D'autant plus que l'on reçoit très bien à Lisbonne les émissions de l'antenne station de Radio-Renascença, située celle-là à Porto, où les catholiques veillent au grain.

La gauche n'a pas réagi sur le moment à ce coup de force. Le général Pinheiro, chef d'état-major de l'armée, qui demeure son principal espoir depuis qu'il a pratiquement donné raison, en septembre, aux milices d'un régiment de Porto, avait lui-même admis que les émissions pirates de Radio-Renascença devaient cesser. Seul au sein du Conseil de la révolution, le général de Carvalho aurait pris carrément position contre l'opération. Pour le moment, le chef du Conseil, médite dans son pittoresque repaire de l'Alto de Duque, vénérable fort soutaché de vermillon, hanté de barbudes aux regards d'archange, sous la protection manifestement insuffisante de quelques bidasses hilares. Et lorsque le chef du gouvernement s'est trouvé assiégé avec les députés à la Constituante dans le palais de São Bento, Otelo, comme tout le monde l'appelle, s'est bien gardé de venir à son secours.

La tactique du salami

Il n'aurait rien à attendre en effet, sinon sa destitution, d'une équipe qui avait cru jusqu'alors pouvoir pratiquer une tactique subtile de répartition du terrain inspirée de celle du « salami » jadis employé par Rostand pour s'emparer petit à petit de l'Etat hongrois. Sachant très bien qu'il était hors de question de tout reprendre à la fois, l'amiral Pinheiro de Azevedo et le groupe des neutres sur lequel il s'appuie au sein du Conseil de la révolution, espèrent y parvenir pas à pas en découpant le saucisson en minces tranches, reculant chaque fois que la résistance était trop

forte pour reprendre l'initiative ailleurs, dès qu'un point faible se présenterait dans le dispositif adverse.

L'amiral disposait au départ d'atouts qui ne paraissent pas nécessairement négligeables. Rabié, jovial, tout à fait à l'abri de l'angoisse métaphysique, il aurait sans doute été, sous notre quatrième République, radical-socialiste. Nourri par des distinctions sur les hommes, il pouvait se permettre d'être indulgent à leur égard. « Ils sont honnêtes », nous a-t-il dit avec un geste large, « ils désignent les représentants des diverses tendances du Conseil de la révolution, et des trois partis politiques qui cohabitent plutôt mal que bien dans son équipe, mais dont le concours — ou au moins la relative neutralité — lui est indispensable. Ce jugement synthétique prenait toute sa valeur lorsqu'on venait d'embarquer M. Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire catholique, qui représentait au gouvernement — à traiter de « staliniens » M. Cunha, secrétaire général du P.C. — également représenté au gouvernement — et le même M. Cunha qualifier de « fasciste » le même M. Sa Carneiro, avec lequel il n'a de commun, curieusement, qu'un faux air de Robespierre. Et lorsque l'on savait que ces amis n'étaient pas de ceux qui venaient de la proférer, que chacun estimait que l'autre n'avait aucune espèce de droit à participer au pouvoir.

Les partis ne sont pas seuls en cause. Bien qu'en perte de vitesse, le général de Carvalho, dont le grand regret est de n'avoir pu devenir, « l'homme de formation politique », le Fidal Castro du Portugal, ne désespère pas de tout reprendre à partir des « bases populaires » et essaye actuellement de débarrasser des ambitions « partidaires ». Le major Melo Antunes, ministre des affaires étrangères et tête pensante du « groupe des neutres », juge cette tentative dénuée ; mais lui aussi aspire à créer une démocratie de type « salami », à la place de structures imposées qui ont toutes plus ou moins fait faillite. Tel jeune membre du Conseil de la révolution nous a dit, sévère comme un pape, en nous fixant de son regard caudé, que le rétablissement de l'ordre passait par l'élimination non seulement du général de Carvalho, tête noire de tous les mo-

dérés, mais du général Pinheiro, déjà nommé, en qui la droite voit volontiers un traître, et même du président de la République, que ses adversaires, et ils sont nombreux sur tous les bords, appellent aimablement le « bonchon » pour illustrer son irresolution. Mais sur quelles forces alliez-vous vous appuyer ? Ici — avons-nous demandé — Réponse : « Il suffit que les officiers se remettent à commander, tout le monde s'en va. Mettons que cela fasse cent morts... »

De tels propos faisaient sourire le président du conseil, qui jusqu'à l'épisode du siège du Parlement allait son petit bonhomme de chemin sans trop se soucier de ce que pouvaient penser ou dire des chefs politiques ou militaires qui n'ont pas encore tout à fait perdu l'habitude de prendre les paroles pour des actes. Qu'on songe que l'amiral soit M. Soares et Cunha ont pu débiter pendant quatre heures de rang à la télévision. On-lis fait changer qui que ce soit d'avis ?

Refaire une armée

Le premier objectif de l'amiral de Carvalho était de constituer une force d'intervention qui permette au pouvoir de faire exécuter ses ordres. La police municipale, les paras, l'aviation, dans la mesure où elle n'est pas paralysée par une infrastructure généralement « à gauche », les troupes de retour d'Angola, les commandos d'Amadora, les étaient les principaux réservoirs où ils espéraient puiser les éléments constitutifs de cette force — l'AMI — en attendant la reconstitution d'une armée soumise à l'Etat. Aucun régiment n'est vraiment sûr, et il paraît impossible de jamais rendre à l'armée un minimum de sens de la discipline. Mais il ne désespérait pas, en prélevant ici une compagnie, là un commando, de rassembler petit à petit des unités disposées à exécuter ses ordres. Les officiers disposés à les exécuter ne manquent pas. Les sympathies de la plupart vont maintenant à la droite, le flirt avec la gauche n'ayant pas souvent résisté à la multiplication des actes d'insubordination.

Le gouvernement pouvait aussi compter — s'il parvenait à gouverner — sur le concours d'une grande partie des fonctionnaires

de l'Etat, dont beaucoup sont les mêmes qu'avant la révolution : ce n'est pas chez eux qu'on peut rencontrer de bien grandes sympathies à l'égard des communistes installés à divers postes de commandement, comme des gauchistes qui s'emploient méthodiquement à miner, à partir des « bases populaires », la société bourgeoise. Leur réaction rencontre celle de la majorité silencieuse dont l'amiral recherchait le concours. Plus de cinquante mille manifestants à Porto, quarante mille à Faro, dans l'extrême sud du pays, solennel ou solennelle dix mille à Lisbonne, ont successivement acclamé un homme dont le retour à l'ordre constitue l'essentiel du programme. Ainsi, petit à petit, le président du conseil préparait-il le passage de la légitimité révolutionnaire dont il est issu — il a été désigné par le Conseil de la révolution, lui-même émanation de l'Assemblée du Mouvement des forces armées, lequel a virtuellement cessé d'exister — à celle que fonderaient les élections attendues pour l'an prochain à l'Assemblée législative et dont les élections à la Constituante du 25 avril dernier ont déjà dessiné les contours.

Que reste-t-il, après la capitulation de l'amiral devant les ouvriers du bâtiment de cette ambition ? Le remaniement de son équipe ou la constitution sous sa présidence d'un septième gouvernement changeroit-il quel que ce soit ? « Le ridicule peut parfaitement renverser un gouvernement », nous avait dit le ministre de la communication sociale, avant même le siège du palais de São Bento, évidente référence au dynamisme de Radio-Renascença. Lorsqu'il a voulu révoquer, le lendemain, les administrateurs communistes de l'agence nationale de presse, la commission des travailleurs de cette institution a décidé d'empêcher l'application de cette mesure.

La gauche, manifestement, a les moyens d'empêcher le pouvoir de mener à bien toute tentative un peu sérieuse de reprise en main. Mais peut-elle se substituer à lui ?

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

LA CASERNE ET LE PALAIS

Allemagne fédérale

MM. KOHL ET STRAUSS PRÉSENTENT L'EQUIPE DIRIGEANTE DE LA C.D.U. EN VUE DES ELECTIONS

(De notre correspondant.)

Bonn. — Après plusieurs semaines de lourdes controverses d'hésitations, M. Helmut Kohl, président de l'Union chrétienne démocrate et candidat favori de l'opposition, a présenté le 17 novembre son équipe, en des élections générales de 1976. Cette équipe, qui est un peu que le « noyau dirigeant » hérité par M. Strauss, président de la C.S.U. bavaroise, et en qu'un « cabinet fantôme », occupe dix membres. Autour des dents des deux partis, M. C.D.U. C.S.U. M. Helmut Kohl, président de la C.S.U., se retrouvent M.M. C. Strauss, président du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. au Bundestag ; Stubbgen, président du groupe régional C.S.U. au Bundestag ; Katzner, président des « missions sociales de la C.I. Stoltenberg, ministre-président Schleswig-Holstein ; Dräger, s'est distingué par ses prises de position en faveur d'une démission européenne ; Barzel, chancelier malheureux de M. Brandt, élections de 1972, ainsi que M.M. Biedenkopf et Tandler, précédemment secrétaires généraux de la C.D.U. et de la C.S.U., gés d'organiser la campagne électorale.

Certains membres de l'équipe apparaissent comme porte-parole de l'opposition de secteurs particuliers. M. Kohl a précisé que les « tentatives ministérielles » n'ont pas encore été distribuées.

Le poids de la C.S.U.

Officiellement, la C.D.U. pose d'une large majorité au sein de l'équipe dirigeante de l'opposition. Cependant, à côté de M.M. Stubbgen et Tandler, M. Strauss peut compter sur l'adhésion de M. Carsten, qui a exercé, dans l'ensemble, une influence prépondérante sur la conception de la politique. Dans ces conditions, il est difficile de dire à qui pèse le poids de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la stratégie politique du parti bavarois, mais, d'autre part, il a été obligé d'accéder dans l'équipe dirigeante à un certain nombre de membres, qui, sans son vote, n'auraient pas pu accéder à la présidence.

Après la cohésion manquée par le parti social-démocrate son congrès de Mannheim, la démocratie chrétienne ne peut continuer à offrir le spectacle de ses divisions, sans s'écarter de ses chances électorales. Dans quelques semaines, M. Kohl et ses amis auront fait montre d'endurance. Après avoir pris accord avec la Pologne (fin de la C.S.U. n'a pas été défendu son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue par un seul parti mais par une coalition. Avec la participation de l'équipe dirigeante M. Strauss peut provisionnellement à son projet, et si les deux partis défendent la même politique, la coalition libérale socialiste ne peut être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S.U. n'a pas été défendue son parti, actuellement, confiné dans les limites de la Bavière, à toute la République fédérale, il devient le « noyau » de la C.D.U. et de la C.S.U. M. Kohl a déclaré que la majorité absolue de la coalition libérale socialiste ne pouvait être obtenue que par la déclaration de M. Strauss par M. Kohl. Le président de la C.D.U. a ajouté : « J'espère en ce sens toute la coalition de la C.S

EUROPE

PROCHE-ORIENT

Allemagne
MM. KOHL ET
PRESENTENT
DIRIGEANTE DE
EN VUE DES

Grèce

Imposante manifestation à Athènes
Plus de trois cent mille jeunes célèbrent
second anniversaire du soulèvement
de l'École polytechnique

De notre correspondant

Athènes. — Plus de trois cent mille jeunes, étudiants et lycéens, venus de tous les quartiers d'Athènes et de ses banlieues, ont célébré dans l'enthousiasme, lundi 17 novembre, le second anniversaire du soulèvement de l'école polytechnique, après lequel la répression avait fait vingt-cinq morts et plus de cent blessés. L'ampleur du défilé a montré avec éclat le réveil politique de la jeunesse grecque. Vers 17 heures, le cortège des associations et des innombrables délégations d'écoles, de collèges et de travailleurs défendait les idées centrales de la lutte et venait battre les portes de l'ambassade des Etats-Unis. Une manifestation de jeunes avait mis en place un service d'ordre comptant plus de dix mille membres qui, par son efficacité et sa discipline, interdit tout accès au lieu. Inassurément, les jeunes défilèrent devant l'ambassade en scandant : « A la tête les Américains », « Améri-

Grande-Bretagne

LA « GUERRE DE LA MORUE »

Les négociations entre Londres et Reykjavik
sont interrompues

De notre correspondant

Londres. — Une nouvelle « guerre de la morue » menace d'éclater entre la Grande-Bretagne et l'Islande. Les Britanniques espèrent encore que, après la trêve des deux dernières années, un nouveau compromis finira par intervenir. Mais, à la fin de la semaine dernière, des canotiers islandais ont coupé les filets de deux chalutiers anglais. Lundi 17 novembre, les gardes-côtes islandais interceptèrent un navire britannique, et les conversations engagées à Reykjavik par le ministre d'Etat au Foreign Office, M. Hattersley, furent interrompues. Le conflit actuel résulte de la décision unilatérale annoncée en juillet par le gouvernement islandais d'élargir ses limites de pêche à 200 milles. Depuis deux ans, les chalutiers britanniques bénéficiaient, dans les eaux islandaises, d'un accord international qui dans l'état actuel de la loi maritime, représentait une concession substantielle du gouvernement de Londres à celui de Reykjavik. Cet accord, arrivé à expiration

LA FRANCE S'ENGAGE
A ACCROITRE
SON ASSISTANCE MILITAIRE
A L'ARABIE SAOUDITE

M. WALDHEIM ENTREPRENDRA
UNE NOUVELLE TOURNÉE
DU 20 AU 26 NOVEMBRE

Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, se rendra au Proche-Orient du 20 au 26 novembre. Il visitera Beyrouth, Damas, Jérusalem, Le Caire et Amman. Notre correspondant aux Nations unies, Philippe Ben, nous indique que M. Waldheim devra rencontrer M. Kissinger ce mardi 18 novembre afin de préparer ce voyage. Selon le porte-parole de l'ONU, le secrétaire général se propose de discuter, au cours de sa mission, de la force des Nations unies sur le Golan, dont le mandat expire le 30 novembre.

M. Tabin Bechr, porte-parole officiel du gouvernement égyptien, a déclaré, lundi 17 novembre, dans une interview l'hebdomadaire libanais *Al Dnyr* que « la destruction d'Israël constituait une solution inadmissible. Dans le passé, a-t-il ajouté, l'unité palestinienne a appelé à coexister en paix avec un Etat juif ». Cette coexistence devrait, selon M. Bechr, être précisée dans un accord de non-agression. Le porte-parole a conclu que l'Egypte cherchait maintenant à obtenir une « révision » de la position des Etats-Unis et de l'Europe occidentale à l'égard de la question palestinienne.

La visite en France, la semaine dernière, (le Monde du 12 novembre), du ministre saoudien de la Défense, le prince-sultan Ben Abdulaziz, a abouti à la conclusion d'une série de protocoles d'accord par lesquels la France s'engage, auprès de l'Arabie Saoudite, à renforcer son assistance technique militaire. Au terme de ces accords, la France installera en Arabie Saoudite un véritable organisme interarmes d'assistance technique et de service après-vente, et elle portera à environ quatre cents le nombre de ses conseillers militaires, en année pleine, auxquels pourront s'ajouter des conseillers techniques. Ces assistants techniques — des officiers et des sous-officiers auxquels seront adjoints des interprètes issus des contingents — sont principalement destinés à instruire les personnels saoudiens dans des écoles d'application et d'entretien des matériels pour le compte de l'armée blindée. On sait que l'Arabie Saoudite a acquis plus de trois cents chars de combat A.M.X. dont la mécanique souffre dans cette zone géographique. Dans le même temps, il est prévu de donner une formation arabisante aux cadres français de l'assistance technique, de construire sur place des locaux d'instruction et de préparer des coopérants français à apporter des aides technologiques sur des matériels étrangers acquis par les Saoudiens. Par ces accords, la France prolonge la « filière » palestinienne qui lui permettrait de vendre des fournitures militaires au Proche-Orient et dans le golfe Persique, grâce au relais d'assistants techniques palestiniens et prêts à aller dans les pays arabes. On sait à Paris que l'Arabie Saoudite servirait ainsi de base d'appui à une présence technologique de la France dans cette région, d'autant que l'Arabie Saoudite est partie prenante — avec l'Egypte, la Fédération des Emirats arabes unis et le Qatar — d'un projet d'installation sur le sol égyptien d'une industrie militaire arabe capable de donner, à terme, une relative autonomie d'approvisionnement aux Etats arabes du Proche-Orient.

Le représentant du P.C.F. dans ses propos, assurant à aucun moment sionisme et racisme, s'est refusé à tout jugement de valeur sur le vote émis à l'ONU.

ASIE

LA CONFÉRENCE SUR LA RÉUNIFICATION DU VIETNAM

Truong Chinh insiste sur le côté « provisoire » des différences entre le Sud et le Nord

Les travaux de la conférence de la réunification du Vietnam se poursuivent à Saigon. Dans son rapport, M. Truong Chinh, chef de la délégation du Nord, a indiqué que la majorité électorale en Indochine sera constituée par les élections libres et directes. Les élections auront lieu au suffrage universel direct et seront précédées d'un recensement au Sud. D'autre part, la conférence a exprimé le souhait que soient fondés le Front de la Patrie du Nord et le Front national de libération du Sud. Le Front de la patrie est essentiellement comme une large union de tous les partis, des organisations

de masse, des forces armées, des communautés religieuses, des nationalités des Vietnamiens résidents à l'étranger, etc. Le parti Léo Dong (le P.C.) est, quant à lui, l'élément moteur de la vie politique.

D'autre part, M. Truong Chinh a déclaré que la réunification du pays passait par l'uniformisation des deux régimes politiques et des deux structures sociales.

Il a cité, parmi les points de ressemblance entre le Nord et le Sud : la direction de la révolution assurée depuis plus de quarante-cinq ans par un seul parti marxiste-léniniste ; un Front national unifié basé, ici et là, sur l'alliance des ouvriers et des paysans ; les forces armées et les pouvoirs révolutionnaires populaires. Les disparités entre les deux zones concernent actuellement les structures de l'économie, de la société, de l'appareil de l'Etat, ainsi que les idées dominantes sur le plan idéologique et culturel.

UN COMITÉ VIETNAMIEN D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITÉ EST CONSTITUÉ EN FRANCE

Un Comité vietnamien d'entraide et de solidarité (Ty ban tuong tu Viet Nam tai Phap) vient de se constituer en France. Son bureau indique dans un communiqué, que les difficultés nées de la guerre « ne sont pas sans répercussions sur la vie des Vietnamiens, et surtout morales et sociales ». Le comité se propose de « venir en aide aux Vietnamiens qui ont souffert de la guerre, de leur offrir une assistance matérielle et surtout morale et sociale, et surtout morale et sociale, et qui sont nombreux à vouloir rentrer servir le pays de leur pays ». Le comité se propose de venir en aide aux Vietnamiens qui ont souffert de la guerre, de leur offrir une assistance matérielle et surtout morale et sociale, et surtout morale et sociale, et qui sont nombreux à vouloir rentrer servir le pays de leur pays.

Bangladesh

L'armée n'est guère en mesure d'imposer son autorité

New-Delhi a démenti, lundi 17 novembre, les informations du Washington Post, selon lesquelles les troupes indiennes harcelaient des postes frontalières bangladais (le Monde du 13 novembre). En revanche, le ministre indien des Affaires étrangères, secteur associé, a déclaré que des affrontements entre groupes rivaux de l'armée bangladaise ont eu lieu les 13 et 14 novembre à la caserne de Chittagong. Dans un second câble au Washington Post, Lewis M. Simons, le seul journaliste étranger à avoir pu enquêter sur place la semaine dernière, confirme que, si les troupes ont cessé, les actes de revanche individuelle se poursuivent. L'armée, déchirée, n'est guère en mesure d'imposer son autorité. Le pays est virtuellement dépourvu d'institutions. Le journaliste précise qu'au moins trente-quatre officiers, parfois leurs familles, ont été tués. La plupart des officiers qui ont échappé aux tueries ont quitté leurs bases. Nombre de ces troupes seraient le résultat de règlements de comptes personnels.

DISSONANCES INDOCHINOISES

Deux événements se sont produits, lundi 17 novembre, sur la frontière thaïlandaise, qui illustrent la complexité des relations entre pays indochinois. D'une part, le ministre thaïlandais des Affaires étrangères a échangé une poignée de mains symbolique avec M. Ieng Sary, vice-premier ministre khmère. La scène s'est déroulée entre le ministre thaïlandais d'Aranyaprathet et la ville cambodgienne de Polpet. Deux bureaux de liaison vont s'ouvrir dans ces deux villes, près de la frontière. D'autre part, selon des informations diffusées à Bangkok, un affrontement a eu lieu, sur le Mékong, non loin de Non-Chai. L'armée thaïlandaise, aux forces laotiennes du Pathet-Lao. Deux patrouilles thaïlandaises et une cambodgienne ont été impliquées dans ce conflit. Des hélicoptères thaïlandais ont été abattus et des coups de feu ont fait plusieurs victimes. Un marin thaïlandais a été tué. Les deux affaires viennent de façon évidente à l'appui de l'ancien front de lutte des peuples indochinois : les dirigeants cambodgiens préfèrent regarder en direction de Bangkok plutôt que de Hanoï et Saigon, et ces deux dernières capitales soutiennent le point de vue — une attitude — de Vientiane, concernant la politique étrangère thaïlandaise.

APRÈS LE VOTE DE L'ONU

M. LEROY : le sionisme soutient une politique agressive.

M. Roland Leroy, qui était, lundi 17 novembre, l'invité de la presse parlementaire, a évoqué le vote par l'ONU d'une résolution assurant le sionisme au racisme. « Nous sommes, a-t-il déclaré, partisans du respect des décisions de l'ONU, qui préconisent le droit à l'existence des Etats et des nations du Proche-Orient. (...) Le sionisme est une théorie historiquement créée et utilisée de façon à soutenir la politique agressive de l'Etat d'Israël dans les dernières années. Le représentant du P.C.F. dans ses propos, assurant à aucun moment sionisme et racisme, s'est refusé à tout jugement de valeur sur le vote émis à l'ONU.

Le Mouvement sioniste des originaux d'Afrique du Nord (SIONA) 10, square d'Alboni, 75016 Paris) affirme, dans une déclaration : « Qu'on ne s'y trompe pas, c'est une nouvelle guerre déclarée au peuple juif, une insulte à ceux qui croyaient encore à la morale internationale ». SIONA demande à tous les juifs de France et du monde de relever le défi, de resserrer les rangs autour du sionisme, mouvement de libération nationale du peuple juif et d'Israël, notre terre ancestrale. Plus que jamais, proclamons ce mouvement, nous sommes fiers d'être sionistes ».

Le Mouvement sioniste des originaux d'Afrique du Nord (SIONA) 10, square d'Alboni, 75016 Paris) affirme, dans une déclaration : « Qu'on ne s'y trompe pas, c'est une nouvelle guerre déclarée au peuple juif, une insulte à ceux qui croyaient encore à la morale internationale ». SIONA demande à tous les juifs de France et du monde de relever le défi, de resserrer les rangs autour du sionisme, mouvement de libération nationale du peuple juif et d'Israël, notre terre ancestrale. Plus que jamais, proclamons ce mouvement, nous sommes fiers d'être sionistes ».

En lui offrant un bijou pour Noël, vous ne pouvez pas vous tromper.

Parmi tous les bijoux de la création Fred, nous trouverons le sien. Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il lui ressemble.

Et si vous songez à d'autres cadeaux : sacs, bagages, pendules, boîtes à jeux, vous les trouverez tous au « 6 Royale » de Fred.

FRED
JOAILLER
6, rue Royale - Paris 8^e
Tel. 260.30.65
Boutique FRED 84, Champs-Élysées
Hôtel Loews, Mont-Carlo
Hôtel Byblos, Saint-Tropez

Le Monde

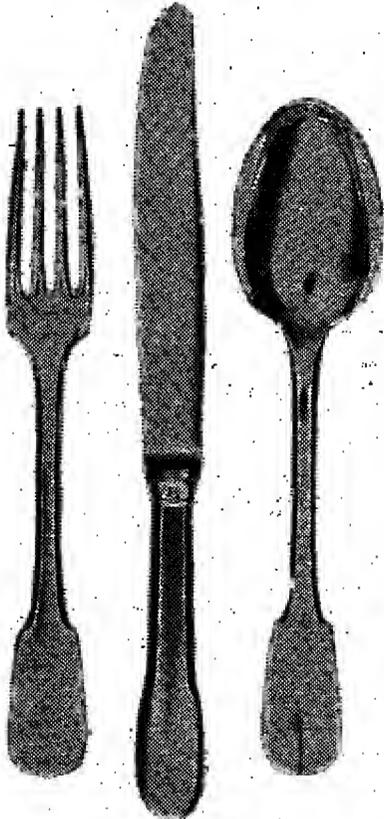
REALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécial sur demande

LENTILLES DE CONTACT: des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

No dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accon-tumance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Les Galeries Lafayette seul grand magasin concessionnaire Christoffle



Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

AMÉRIQUES

Argentine

POUR SAUVER LE RÉGIME

De nombreux péronistes demandent le départ de la présidente

De notre envoyé spécial

Étrange situation que celle de l'Argentine. Le régime péroniste, qui a tenu pendant sept ans, chaque mois, entre cent et cent cinquante morts. L'inflation galopante au rythme de 300 % l'an. L'opposition affirme que le pouvoir est vacant. Sans doute est-ce pour tenter de surprendre le régime en préparant une tentative de coup d'État militaire que le gouvernement a décidé, le 17 novembre, d'avancer au dernier trimestre de 1976 les élections présidentielles et législatives qui devaient avoir lieu au début de 1977.

Buenos-Aires. — Le mouvement justicialiste, colonne vertébrale du régime, se fissure déjà. Privé de son aile gauche — qui a fondé un parti péroniste « authentique », dont le premier congrès s'est tenu ce week-end à Córdoba — il se divise désormais entre les « verticalistes » (les inconditionnels) et les « antiver-ticalistes ». Il vient d'exclure de ses rangs le puissant gouverneur de la province de Buenos-Aires, M. Calabro, qui avait proclamé un peu trop haut son mécontentement. De tou-

L'erreur de M. Lopez Rega

Celui-ci commet un erreur qui devait lui être fatale lorsqu'il affronta, en juin dernier, les syndicats. Le gouvernement avait décidé d'appliquer à l'économie une médecine de cheval en limitant de façon draconienne les augmentations de salaires. Le résultat, ne se fit pas attendre. La C.G.T., le puissant syndicat unique péroniste, lança une grève de quarante-huit heures et organisa une manifestation de masse le 27 juin. La présidente fut obligée de reculer et d'accorder les augmentations qu'elle avait d'abord refusées.

Trois semaines plus tard, le 19 juillet, les généraux à cheval de la garde présidentielle entraînent en force dans la résidence du chef de l'État, à Olivos, désarmant la garde personnelle de M. Lopez Rega, et invitent celui-ci à prendre le premier avion pour Madrid.

M. Lopez Rega partit, la « Lopez-Reguama » a-t-il été éliminé ? Plusieurs journaux affirment que les mêmes méthodes continuent : intrigues de palais et prépondérance de l'entourage. La dépression, la malade ont obligé Mme Peron, depuis

ses parts, des voix s'élevaient pour demander à la présidente de se démettre, ou du moins de s'éloigner. Tout semblait indiquer que le pays glissait vers la faillite. Et pourtant, il n'a pas du tout l'air affecté par la crise dans sa vie quotidienne. Sa capitale continue d'afficher une inébranlable prospérité. Ses concitoyens bénéficient d'un climat de liberté qui n'a pas d'équivalent dans les pays voisins.

Après la mort de Peron, le 1^{er} juillet 1974, le régime avait succombé à la tentation droite. Le pouvoir était exercé par le secrétaire privé de la présidente, le mystérieux — et menaçant — M. José Lopez Rega, également ministre du bien-être social. Il l'était « de façon absolue, pour des fins de lui seul connues », si l'on en croit le gouverneur de Buenos-Aires, M. Victorio Calabro, l'un de ses nombreux adversaires. De cette époque date la naissance de l'Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.), organisation qui a signé l'assassinat de nombreux militants de gauche, et dont l'inspirateur, dit-on, était M. Lopez Rega lui-même.

Des scandales

L'autorité de la présidente a été encore un peu plus ébréchée par des accusations de corruption lancées contre son entourage. En octobre, une enquête judiciaire a été ouverte sur des détournements de fonds au ministère du bien-être social du temps où M. Lopez Rega en était le titulaire. Elle a abouti à l'arrestation d'un de ses collaborateurs, M. Rodolfo Roballos, qui lui avait succédé à la tête du ministère, ainsi qu'à la mise en cause de plusieurs autres personnalités du régime, dont l'ancien ministre péroniste de Mme Peron, M. Pedro Eladio Vazquez.

La présidente elle-même n'a pas été à l'abri de la campagne lancée sur les « scandales » du régime. Sa signature a été reconnue au bas d'un chèque de 30 millions de pesos (environ 2 millions de francs), tiré, à des fins personnelles, sur les fonds de la « croisée de solidarité », organisation d'œuvres sociales, sit-

septembre, d'abord à prendre un mois de repos, puis à se faire hospitaliser dix jours dans une clinique de la capitale, dont elle vient tout juste de sortir. Son isolement s'est accentué.

Pour expédier les affaires courantes, elle s'en remet de plus en plus à son secrétaire privé, M. Julio Gonzalez, dont on dit qu'il fait barrage entre les ministres et le chef de l'État. M. Gonzalez gouverne-t-il pour autant ? Ou le « sorcier » — surnom donné à M. Lopez Rega, en raison de son goût pour les solennités occultes — continue-t-il, depuis Madrid, de tirer quelques ficelles ? Quelle est, au sein du régime, la personnalité qui compte le plus ? M. Lorenzo Miguel, secrétaire général des sobante-deux organisations, c'est-à-dire du secteur politique de la C.G.T., ou M. Angel Robledo, vice-président du parti justicialiste, titulaire du ministère de l'Intérieur, premier poste politique du gouvernement, menacé à tout instant d'être « démissionné » ? Autant de questions réservées à la subtilité des analystes et diplomates de Buenos-Aires.

Le retour de M. Lopez Rega

Le lendemain, c'est un militaire, le général de réserve Raitambach, qui affirmait que Mme Peron ne pouvait pas affronter la crise « en raison de son sexe, de son système nerveux défectueux et de sa capacité limitée à exercer efficacement ses fonctions ». Mais les critiques les plus graves ont été formulées au sein même du péronisme. Il y a un mois et demi, le gouverneur de la province de Buenos-Aires, M. Victorio Calabro, disait en effet dans une conférence de presse : « Dans l'état où nous sommes, nous n'arriverons pas à 1977 » (date prévue pour les élections générales).

Or M. Calabro est un des leaders ouvriers du péronisme, qu'il repose entièrement sur la C.G.T. M. Calabro a été trésorier de l'Union ouvrière métallurgique (U.O.M.), pièce maîtresse du système, au point qu'on a pu parler d'une « République métallurgique » au sein de la République syndicaliste argentine. Le secrétaire général de l'U.O.M., M. Lorenzo Miguel, est aussi celui des sobante-deux organisations, bras politique des syndicats. La déclaration de M. Calabro a fait scandale. Elle a conduit à son exclusion du justicialisme, mais elle a surtout accentué les divisions du mouvement.

Au temps de sa gloire, Peron avait lui-même établi le principe du

« verticalisme » ou obéissance totale au chef charismatique. Le Caudillo disparu, le principe a évidemment du mal à être appliqué. Ses adeptes en font une règle indispensable au maintien du mouvement. Les « antiver-ticalistes », appelés aussi par ironie les « horizontalistes », jugent dangereuse une telle inconditionnalité.

Sauver ce qui peut l'être

« S'opposer au gouvernement pour sauver le gouvernement » : telle est la tactique de ceux qui souhaitent que Mme Peron se mette en congé et cède sa place à son substitut constitutionnel, le président du Sénat, M. Italo Luder, qui a déjà assuré l'intérim pendant l'absence de la présidente. Le loi dite d'« échappatoire » entrerait alors en vigueur, qui prévoit l'élection d'un nouveau chef de l'exécutif parmi les parlementaires ou les gouverneurs, pour exercer le pouvoir suprême jusqu'au terme normal du mandat présidentiel. De grandes manœuvres ont déjà eu lieu dans ce sens : d'abord avec le gouverneur de Buenos-Aires, puis avec le ministre de l'Intérieur, M. Robledo, accusé de « traïson » par les ultra-verticalistes. Elles sont destinées à sauver ce qui peut l'être du péronisme, et écarter la menace d'un coup d'État militaire.

De plus en plus, les regards se tournent vers les généraux. Que veulent-ils ? Que traitent-ils ? On se doute bien qu'ils s'impatientent.

S'en tenir au pluralisme

Deux prises de position récentes semblent montrer que l'armée n'a pas encore l'intention de sortir des casernes et de renoueler son expérience cuisante des années 1966-1973. Le premier a été exprimé par le général Lanusse, ancien président de la République, dans un message adressé, a-t-il précisé, à un « haut chef de l'armée ». « Il faut établir l'ordre », écrit l'ancien chef de l'État, mais pas l'ordre des climats. Il faut faire la paix, mais pas au prix d'un déshonneur. Il faut s'en tenir au pluralisme démocratique, et repousser clairement l'éventualité du fascisme ou de tout autre extrémisme. Il faut garantir la liberté d'expression parce que l'absence de critiques ne sert que ceux qui craignent la vérité ».

En même temps que le général Lanusse donnait cette leçon de démocratie, le chef d'état-major de l'armée de terre se prononçait, le 14 novembre, en faveur de l'« apolitisme des forces armées », seule façon de maintenir leur unité ». Depuis le début de l'année, l'armée s'est engagée dans la lutte contre le foyer de guérilla entretenu par l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) dans la région de Tucumán. Son principal soul semble être, pour l'instant, de venir à bout des mouvements de lutte armée. On pense qu'elle accueillera avec satisfaction le départ de Mme Peron. Mais celle-ci a déjà affirmé, de son lit,

« Il n'est inquiétant, en effet, l'impréparation de Mme Peron, intrigues de palais. Nombreux sont les syndicats, ils ont suivi M. Calabro dans sa fronde et se sont égarés au « lido » actuel du « verticalisme ». M. Lorenzo Miguel, l'ancien ministre des affaires étrangères, a une scission profonde se poursuivant au sein de l'Union ouvrière métallurgique, on se demande ce qu'elle deviendrait au mouvement péroniste.

Il y a encore deux mois, on pouvait distinguer deux tendances au sein des militaires : les partisans du « pluralisme » et les partisans du « verticalisme ». Le général Videla, au commandement en chef de l'armée, a été nommé au ministère de l'Intérieur, et déclaré « responsable de la situation ». Il a remplacé et nommé un « jeune », le général Videla, au commandement en chef de l'armée.

« C'est vraiment le verrou du peuple. Tout le monde y a intérêt. »

« Quand le péronisme a triomphé, il ne compose pas. Il le fait pour combien de temps ? »

CHARLES VANHECI

CHAMPAGNE VERTICALE

PRIX DE GROS

C.C.A.

CHAMPAGNE VERTICALE

POUR LES PARTICULIERS
POUR LES PENSIONNÉS,
ET LES CADRENTS D'ENTREPRISES

Tarif spécial
10% de remise
sur les commandes
de plus de 200 litres

105, rue de Turbigo - PARIS 2^e
Ouvert du Lundi au Samedi
de 11 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h
Chèque accepté à partir de 200 francs
télé 27.12.17

VENTES SUIVANT CONDITIONS MARI

PA

MARKETING INTERNATIONAL Afrique - Moyen-Orient

Produits Industriels — Un très important groupe multinational recherche, pour Londres, un spécialiste marketing international afin de coordonner et développer la vente de produits techniques de haute qualité, en Afrique et au Moyen-Orient. Il devra avoir acquis une bonne expérience de la commercialisation de produits industriels, soit dans le domaine des télécommunications (transmission des données, communications), soit dans l'industrie de la construction ou des transports (pompes, appareils d'air conditionné et de chauffage, véhicules). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation technique supérieure, ayant acquis une solide expérience des problèmes de marketing. Une excellente connaissance de l'anglais ou du français est nécessaire. Une pratique courante de l'autre langue est souhaitable. Ce poste permet un travail très intéressant au sein d'un groupe en expansion et offre de réelles perspectives d'évolution. La rémunération offerte sera en rapport avec la vocation internationale du poste.

Ref. B/5502M

Pour ce poste, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Prière de préciser les références sur l'annonce et adresser C.V. à :

PA Conseiller de Direction S.A. - 5, rue Bellini, 75782 Paris - Cédex 16 - Tél. 727-35-79

Ambler - Bruxelles - Capchaque - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Stockholm - Zurich



150

POLITIQUE

LES SOCIALISTES REFUSENT DE SIÉGER AU CONSEIL GÉNÉRAL DE BELFORT

Les cinq conseillers généraux socialistes du Territoire de Belfort ont une nouvelle fois refusé de siéger, lundi 17 novembre, en présence de M. Jean-Marie Bally, ancien secrétaire d'Etat, qui présidait l'assemblée départementale. Les conseillers socialistes ont adopté cette attitude depuis le mois de décembre 1974.

M. René G. H. A. N. I. conseiller socialiste de Belfort-Nord, a indiqué que ses collègues et lui-même n'accepteraient de participer aux délibérations du conseil général « que lorsque leur seraient communiqués les résultats, quels qu'ils soient, des enquêtes en cours ».

Cette formule vise l'enquête préliminaire dont les socialistes ont, en décembre dernier, demandé l'ouverture, à la suite de rumeurs selon lesquelles M. Jean-Marie Bally aurait touché des pots-de-vin pour favoriser l'implantation de magasins à grande surface à Belfort.

L'ancien secrétaire d'Etat, après avoir réfuté « les attaques personnelles » et les « allégations mensongères » à l'égard de son sujet, avait successivement démissionné le 5 décembre 1974 et le 6 mai 1975, de ses fonctions de maire de Belfort et de président du conseil de district de Belfort. Il avait alors invoqué « les responsabilités professionnelles importantes qui lui avaient été confiées dans le secteur Centre et Midi des Charbonnages de France, qui le tiennent éloigné plusieurs jours par semaine de la région ». « Cela ne veut pas dire pour autant que j'abandonne tout », avait-il ajouté, faisant notamment mention de la présidence du conseil général du Territoire de Belfort.

DIVERGENCES ENTRE SOCIALISTES AU CONSEIL GÉNÉRAL DES YVELINES

Des dissensions divisent les élus socialistes au conseil général des Yvelines. Parce qu'ils refusaient la discipline de vote de l'inter-groupe « démocrates et socialistes » (gauche non communiste) deux socialistes, MM. Léon Robert (Triel) et Pierre Dupré (Maison-Lafitte), se sont vu retirer leur mandat. Ils ont fondé un nouveau groupe, Yvelines d'abord, avec deux conseillers jusqu'à la non inscription, MM. Pierre Lévêque (Rambouillet) et Claude Dumont (Châteaufort). M. Léon Robert, maire de Verneuil-sur-Seine, a également annoncé sa démission du parti socialiste. La réélection des Yvelines du P.S. explique que M. Robert a voulu ainsi « dénoncer la décision d'exclusion qui était nécessaire ». Le P.S. lui reproche d'avoir voté le budget départemental et précisé qu'il avait refusé de ratifier sa candidature pour les prochaines élections cantonales.

Mme Jacqueline Thomé-Patenôtre, député radical de gauche et maire de Rambouillet, conseiller général du canton de Saint-Arnould, a également l'intention de quitter l'inter-groupe et démocrates et socialistes. Elle s'est, dimanche 16 novembre, déclarée prête à répondre positivement à une éventuelle invitation à l'élysée du chef de l'Etat. Pourtant, le soir même, elle a démissionné de son mandat et annoncé qu'elle laisserait à l'occasion M. Giacard d'Estaing de manifester son soutien à M. Jean-Daniel Camus, conseiller technique à la présidence de la République, qui entend affronter Mme Thomé-Patenôtre aux prochaines élections municipales puis législatives. M. Camus a en effet été invité à paraître aux côtés du chef de l'Etat, notamment lors de la messe dominicale de Poigny-la-Forêt.

[Le conseil général des Yvelines comprend 4 U. D. R., 3 républicains indépendants, dix socialistes et six membres du nouveau groupe, qui votent tantôt avec la majorité tantôt avec l'opposition. Le conseil général est présidé par M. Jean-Paul Faloutski, député U. D. R.]

Après l'élection de la Vienne

M. ABELIN OPTÉ POUR SES FONCTIONS MINISTÉRIELLES

M. Pierre Abelin, qui avait retrouvé, le 19 octobre dernier, son siège de député de la Vienne, dimanche 17 novembre, à Poitiers, qu'il entend rester membre du gouvernement. Le délégué constitutionnel d'un mois laissé à un ministre après une élection pour choisir entre son mandat de député et son portefeuille arrive à expiration. « Je choisis mes fonctions ministérielles pour le temps qui me sera donné de les exercer », a déclaré M. Abelin.

C'est M. Jean-Jacques Fourqurean qui siège à l'Assemblée nationale qui siège à l'Assemblée nationale, comme député de la Vienne. Né à Loudun en 1922 et conseiller municipal de cette ville, M. Fourqurean est gérant de société et administrateur de la Caisse d'épargne.

Grand-Orient de France PROCHAINS COLLOQUES SUR L'AVENIR DES LIBERTÉS

M. Serge Behar, grand maître du Grand-Orient de France, instance supérieure de cette obédience, ont décidé d'organiser, au cours des prochains mois, une série de séminaires publics sur des sujets d'actualité. La première de ces tribunes se tiendra le 12 décembre, à 19 heures, au Grand-Orient de France, 12 rue Cadet, à Paris. Le thème de la soirée sera l'emploi et le chômage. Y participeront notamment MM. Edgar Faure, Alain Fohrer et Gabriel Vientje, respectivement président de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social, ainsi que les responsables des organisations syndicales.

Les colloques prévus pour l'année 1976 porteront sur la pédagogie nouvelle, la défense de la nature, la défense du consommateur et la régionalisation. Cette série aura pour finalité l'échange d'avis et de vues.

EN BREF...

- Le groupe communiste du conseil municipal de Marseille a décidé lundi 17 novembre de ne pas prendre part au vote concernant l'adoption du programme pluri-annuel pour l'amélioration des conditions de vie de la population immigrée. Ce programme a été adopté par les autres groupes composant la municipalité et M. Gaston Defferre, député socialiste, maire de Marseille, a marqué sa déception devant l'attitude des élus communistes.
- Les instances dirigeantes du mouvement Jeunes Démocrates ont tenu un congrès, après le congrès que cette formation a affilié au Centre démocrate de M. Jean Lecanuet — réuni, dimanche 16 novembre (de 10 heures à 18 heures) — secrétaire national : M. François Bordry; secrétaires nationaux adjoints : MM. Jean-Louis Gérard et Patrick Serpant; membres du bureau : MM. Jean-Vincent Cassalino, Philippe Détra, Francis Hennesbelle et Dominique Héron.
- La commission nationale du Mouvement de la Paix a décidé d'organiser une série de colloques sur toutes opinions (parmi lesquelles les parlementaires français du Parlement européen et du Conseil de l'Europe) à la réunion extraordinaire qu'elle organise à Strasbourg les 17 et 18 décembre prochain, sur le thème « L'Europe après la signature de l'acte final de la C.S.G.E. », à l'occasion de la session du Parlement européen.
- Le conseil national du Mouvement de la Paix, 35, rue de Cléry, Paris-9^e.
- Une grande fête de l'amitié gaulliste sera organisée à Paris par l'U. D. R. à l'occasion de la fête de la République, qui sera aussi l'occasion d'une campagne d'information et d'adhésions, et la création de cinq cents « cercles de réflexion » destinés à être ouverts aux personnalités du

Universités : la sélection devra s'appliquer aux études de pharmacie

Lundi 17 novembre, en séance de nuit, les députés examinaient le budget du secrétariat d'Etat aux universités.

Rapporteur spécial de la commission des finances, M. HERNARD MARIE (U. D. R., Pyrénées-Atlantiques) regrette l'insuffisance des crédits d'emploi. En réponse à une question sur les universités parisiennes, M. JEAN-PIERRE SOISSON, secrétaire d'Etat aux universités, précise que dans le cadre du déficit budgétaire pour 1975, des « subventions exceptionnelles » seront accordées : 5 millions de francs à Paris-VI, 3 millions à Paris-VII et 1 million à Paris-XI Orsay.

Les subventions, précise-t-il, s'ajoutent à des actions spécifiques : 10 550 000 F pour Paris-VI, 3 984 000 F pour Paris-VII et 8 858 000 F pour Paris-XI.

M. Marie relève encore les critères d'attribution des bourses. M. JACQUES WEINMANN (U. D. R., Doubs), rapporteur spécial de la commission des finances, déclare qu'en matière de construction c'est dans les secteurs des professions de la santé qui sont constatés les déficits les plus grands.

M. LOUIS LE PENNEC, (P. S., Finistère), rapporteur pour le compte de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, note une progression des crédits affectés à la recherche, mais elle sera insuffisante pour permettre un fonctionnement normal des laboratoires. S'il note la promotion de près de 25 % des assistants inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître assistant en recherche, il regrette de l'absence de politique de recrutement.

M. SOISSON précise que, dès le vote du budget, qui, dit-il, n'est pas de régression, les crédits de 1976 seront notifiés aux établissements, et annonce qu'il a décidé de modifier les critères d'attribution des crédits de l'Etat

aux universités. A propos de la recherche, il indique que, pour la pharmacie, « dans certaines universités, les demandes d'inscription ont augmenté de plus de 20 % ; l'introduction de la sélection en médecine ayant provoqué un refus vers la pharmacie. Demain, ajoute-t-il, il faudra organiser une sélection en pharmacie, comme en médecine ; les études nécessaires ont été entreprises ».

M. Soisson annonce, d'autre part, des mesures d'intégration des personnels auxiliaires : plus de deux mille agents pour les personnels rémunérés sur emploi d'Etat. Il précise que, pour accroître l'aide aux étudiants, est prévu en 1976 un effort supplémentaire de l'Etat de près de 130 millions de francs qui « ne constitue qu'une première étape de la réforme de l'aide sociale entreprise en liaison avec la conférence des associations étudiantes ». Après avoir affirmé qu'il continuait une action particulière de développement des universités dans la commune parisienne, il souligne la véritable renouveau de la recherche : « Le C.N.R.S. disposera d'un budget de 2 320 millions de francs, en progression de 15,4 % par rapport à 1975 ; les établissements dépendant de la direction des enseignements supérieurs bénéficieront de crédits d'un montant de 1 685 millions, soit une progression de plus de 14 % par rapport à 1975 ».

En outre, M. Soisson annonce une subvention particulière pour le Collège de France. Quant au transfert de l'école de Saint-Cloud à Lyon, il indique que les superlatives seront doublées, comme le sera le nombre des enseignants.

En conclusion, le secrétaire d'Etat cite une lettre de M. Jacques Chirac demandant que chaque ministre contribue à accroître les missions de formation confiées aux universités.

M. PIERRE-ROGER GAUSSIN, (M. L., Loire) souligne l'insuffisance des crédits pour les bibliothèques et des crédits d'équipement, mais il se félicite du nouveau mode de répartition des crédits aux universités.

M. JACQUES LEGENDRE (U. D. R., Nord) souligne l'augmentation du taux de scolarisation de l'enseignement supérieur depuis quinze ans et s'interroge sur les missions de l'université qui ne peuvent, selon lui, se limiter à la formation de chercheurs et d'enseignants.

Pour M. LOUIS MEKANDAU (P. S., Calvados), « plusieurs universités versent aux mains des syndicats et des liquidateurs » et elles étaient soumises au droit privé. Selon lui, « l'investissement intellectuel est un des seuls possibles pour la France en cette période de crise. C'est une nécessité, pour le moins, pour permettre à la France de garder son image ». Or, constate-t-il, cet objectif va à l'encontre de la politique appliquée par le gouvernement qui pratique la sélection, c'est-à-dire le privilège ».

M. CABANNE (R. L., Isère) demande que soit revu l'ancien système des bourses, « extrêmement injuste et inefficace », mis en place « à une véritable structure d'orientation », et élabore un nouveau statut qui « garantisse l'indépendance des enseignants ».

M. CHAMBAZ (P. C., Paris) critique un budget « mathématique », évoque « l'onomatopée » des universités, dénonce

L'EXAMEN DU BUDGET

Universités : la sélection devra s'appliquer aux études de pharmacie

« Le refus de toute concertation » et la mise en cause « des acquis démocratiques », puis annonce que son groupe votera contre ce budget.

M. OFFROY (U. D. R., Seine-Maritime) souhaite que l'on favorise la coopération franco-arabe.

M. PIERRE WEBER (S. P., Meurthe-et-Moselle) et MAURICE ANDRIEU (P. S., Haute-Garonne) évoquent la situation difficile des bibliothèques universitaires.

Pour M. ROHEL (R. L., Finistère), « un nombre croissant de crédits devra être imposé dans chaque discipline ».

M. RUPENACI (U. D. R., Seine-Maritime) se félicite de la réduction de quatre mois de la licence en droit en sciences économiques, et s'interroge de l'absence d'université Havre.

Dans ses réponses aux orateurs M. Soisson indique qu'il a été le recteur Chevalier d'étudier conditions dans lesquelles pourraient être réorientés les étudiants de lettres.

Les crédits des universités adoptés, l'opposition vote contre.

La séance est levée, le 18 novembre, à 2 heures 45.

Plus d'espoirs que de moyens

Le budget du secrétariat d'Etat aux universités sera encore fort serré en 1976, bien que les crédits prévus (19 100 millions de francs) soient supérieurs de 15,1 % à ceux de 1975 (en francs courants). L'augmentation, en fait, ne concernera que les crédits de fonctionnement (18 237 millions de francs, soit + 18,26 %), les crédits de paiement pour l'équipement de l'enseignement supérieur diminuant d'environ 7 % et les autorisations de programme de 7 %. Seules quelques grandes opérations pourront être financées l'an prochain.

Une partie croissante des dépenses de fonctionnement est absorbée par la rémunération des fonctionnaires et des contractuels de l'Etat : à peine 42 millions de francs (10 % des dépenses de fonctionnement) vont à des mesures nouvelles.

Un effort important est fait pour améliorer les conditions de travail des enseignants par la transformation de mille postes d'assistants en postes de maîtres-assistants à la rentrée 1976 (soit plus de quatre cents en moyenne les années précédentes).

Les subventions de fonctionnement et de recherche accordées aux établissements d'enseignement supérieur doivent s'élever en 1976 à 1 682 et 274 millions de francs respectivement (+ 17,2 % et + 13,22 % par rapport au budget initial de 1975). Mais cette année déjà, il n'a fallu accorder une « rallonge » aux universités, et cela six ans après la mise en place du budget initial de 1975. Mais la situation la plus précaire est celle des universités qui ont été amenées à recruter et à payer sur leur budget propre du personnel technique ou administratif. Cela représente de 12 à 40 % de leurs crédits de fonctionnement. Bien n'est prévu au budget 1976 pour intégrer progressivement ces agents (huit mille à dix mille) dans la fonction publique (ou sur les postes de contractuels) comme l'avait annoncé, en juin dernier, M. Soisson. Selon la conférence des présidents d'université, cette mesure demanderait 320 millions de francs.

Enfin, malgré une augmentation de 128 millions de francs destinés à l'aide aux étudiants, le budget ne permettra pas de poursuivre l'effort commencé en 1975 pour améliorer la bourse d'enseignement supérieur et élargir l'accès à l'Etat au profit des étudiants des catégories sociales modestes.

COLLECTEUR ESPAGNOL

ACHETE
TABLEAUX ESPAGNOLS XIX^e et XX^e siècles
Araoz, Anlada-Camargo, Arrio, G. Baccaris, Barja, J. Beffara, Benito de Barrio, G. Bilbao, R. Canch, Carmona, Casanova y Casarich, E. Casas, Pascho Casar, J. Casado, V. Casado, G. Casado, P. Casanova, Desobedo-Morales, Dominguez Maza, Roberto Dominguez, Escarot, Farnas, J. Gallegos, R. Gallego, Garcia Ramos, Gasa, F. Gilman, Gonzalez Solana, J. Gera, Iglesias Jimenez-Corral, Lora y Escarot, Locomo, E. Lucas, Lucas-Villamil, F. Madrid, R. Madrazo, Mercedes de Uceda, Merli y Alcazar, Martinez-Alvarez, E. Martinez-Cabrera, S. Martinez-Cabrera, Mas y Foderich, S. Martinez, Mottino, J. Mir, F. Miralles, Monreal, J. Noriega, Gomez-Dominguez, J. Navarro, Nicolas-Casado, I. Novell, Santambrogio, Palmaroli, G. Perez-Villamil, I. Plaza, C. Pla, F. Pradilla, Darío de Santana, A. Reyna, Sanchez, M. Rico, L. Romero de Torres, S. Rosales, E. Sala, Salinas, Sanchez-Sanchez, J. Sanjaume, J. Sanjaume, E. Simonet, J. Sorolla, M. Urrut, Ramon de Zubizarra, Valentin de Zubizarra, J. Zuloaga, Zubeldia.

HOTEL DE CASTIGLIONE, 40, Fg-Saint-Honoré - Paris (8^e)
Téléphone 265-07-50 ou 265-77-80
pour quelques jours
Mme OLIVER
peut compter au plus haut prix

un recueil insolite **eFR**

elles Héroïnes de romans
Miroir de leur temps

par Edmonde Charles-Roux - Dominique Anry - Claire Etcherey - Martine Cadieu - Clara Malraux - Muriel Cerf - Colette Andry - Henriette Jelinek - Catherine Claude

1 volume 15 x 21,5
28 fcs

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

en costume
cravate
jacket
velours

Scoty

79 AV. DES TERNES
75017 PARIS TEL. 380 3513
PARISIAN GENTLE

Exclusif Pan Am!

Une semaine à New York
voyage et hôtel compris
2090 F.
Départ quotidien.

Ce prix comprend : 7 nuits à l'hôtel en chambre double, un guide complet de New York en français, une excursion à Manhattan et le survol de New York en hélicoptère. Supplément au départ de Nice, Marseille : 161 F. - Strasbourg, Lyon, Mulhouse : 48 F. (Lille sans supplément). Renseignez-vous vite auprès de votre agent de voyages ou appelez Pan Am : 225 92 00 à Paris.

PAN AM.
La compagnie aérienne la plus expérimentée du monde.

150

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Justice : la politisation des magistrats en question

Lundi après-midi 17 novembre, l'Assemblée nationale, en présence pour la première fois du général de Gaulle, grand chancelier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite, adopte, sur le rapport de M. Alain Bonnet (radical de gauche, Dordogne), les budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Légion.

magistrats ayant une expérience suffisante et que les juges de l'application des peines soient de l'expérience et de grande sensibilité à ceux d'un président de tribunal de grande instance.

PROGRÈS OU REÇUL ?

Bien qu'adopté en commission, le budget du ministère de la justice a fait, cette année encore, l'objet de critiques.

Compétence, intégrité et de dignité

Après avoir dénoncé l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition de la justice, M. PAUL LAURENT (P.C. Paris) note que la loi qui fait de la démission provisoire une mesure exceptionnelle est violée et que la situation du personnel pénitentiaire « reste très en dessous des besoins ».

1% INFORMATIONS sur la participation des entreprises à l'effort de construction édité par CIL le refuge Renseignements : 203.55.10

On a retrouvé le 33 Quel Bus prendre pour aller chercher Emma à la Sam... le guide Paris bus le bus sans rébus

Zenith vous propose des vacances enchantées aux Bahamas Pour 2.200 F vous pouvez vous offrir une semaine à New Providence...

condition pénitentiaire, note qu'il serait « exagéré de dire que l'entreferme des détenus occupe chez la collectivité nationale ». Il insiste sur l'encouragement des raisons et la situation difficile dans laquelle se trouvent les détenus après leur libération.

La collectivité tout entière doit assumer ses prisons et par conséquent accepter et de tolérance, permettre l'intégration dans notre société de ceux qui en ont été temporairement exclus.

Seul Connaisseur des Arts peut... vous aider à découvrir des trésors dans votre grenier... Offrez-vous la plus belle revue d'art française en vous abonnant à moitié prix : pour 150F seulement

PHARMACIE DU BUD... AM... New York compris... F. M. M. M.

SCIENCES

L'UNION SOVIÉTIQUE LANÇE UN VAISSEAU SPATIAL SOYOUZ-20 INHABITÉ

L'agence Tass a annoncé le lundi 17 novembre le lancement d'un vaisseau spatial inhabité de type Soyouz et portant le numéro 20. L'engin gravite sur une orbite inclinée, comme les précédents vaisseaux spatiaux soviétiques, à 51,6 degrés sur l'équateur, entre 199,7 et 263,5 km d'altitude.

Les Soviétiques n'ont pas indiqué le but du vol et ont simplement dit que l'engin procédait à une mise au point de systèmes de bord perfectionnés. Soyouz-20 est peut-être un vaisseau amérindé que les Soviétiques voudraient essayer de voler avant de le faire piloter par des hommes.

Le dernier vol d'un Soyouz a été celui de la mission conjointe américano-soviétique, en juillet dernier, précédé, au mois de mai, par le vol de Soyouz-19 et de Salout-4, qui avaient battu le record soviétique de l'expérience spatiale la plus longue. Les cosmonautes Piotr Klimouk et Valeri Sevastianov étaient, en effet, restés deux mois dans l'espace.

La Fondation de France accorde en 1976 dix prix d'honneur de 15 000 francs chacun à des jeunes et qui se destinent à l'aide aux handicapés et aux personnes âgées et fonde un tiers-monde, au développe-

L'ACADÉMIEN SOVIÉTIQUE ALEXANDRE VINOGRADOV EST DÉCÉDÉ

L'académicien soviétique Alexandre Pavlovich Vinogradov, membre de l'Académie des sciences depuis 1953, et vice-président de cette Académie depuis 1967, est décédé à Moscou à l'âge de quatre-vingt ans.

Né en 1895, M. Vinogradov avait fait ses études à l'Académie militaire de médecine et à la faculté de chimie de l'université de Leningrad, avant d'entreprendre ses travaux dans divers instituts de l'Académie des sciences en 1922. Il était spécialiste de géochimie; après avoir étudié les éléments dispersés dans le milieu marin et la croûte terrestre, il s'était intéressé à la composition des météorites et du sol lunaire. Il dirigeait toutes les recherches liées aux sciences de la terre et était encore directeur de l'Institut de géochimie et de chimie analytique de l'Académie des sciences.

M. Vinogradov, héros du travail socialiste, deux fois lauréat du prix Staline et trois fois de l'ordre de Lénine, a publié plus d'une centaine d'ouvrages. Il se fit particulièrement remarquer à la conférence de Genève, en 1958, lorsqu'il présenta, pour la première fois, plusieurs communications sur les méthodes d'analyse de l'uranium et du thorium.

ment culturels, à l'harmonie des paysages ou à la recherche scientifique. Dépôt des dossiers de candidature avant le 31 décembre 1975 à la Fondation de France, 67, rue de Lille, 75007 Paris.

JEUNESSE

DEUX ASSOCIATIONS AGRÉÉES RÉCLAMENT DES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT

Deux associations agréées par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports — les Pionniers de France (organisation du parti communiste pour les jeunes de six à 15 ans) et les Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (C.L.A.J., organisation d'extrême gauche) — réclament que leur statut soit versé comme à la plupart des associations agréées, des subventions.

Les Pionniers de France, alors Unions des vaillants et vaillantes, ont obtenu leur agrément en 1948, les C.L.A.J. en 1967. Depuis leur création, les premiers n'ont jamais reçu de subvention; les seconds n'en bénéficient plus depuis 1972 (1). M. Yvon Le Roux ne peut participer aux votes du haut-comité de la jeunesse, des sports et des loisirs. Les Pionniers de France ont constaté, en outre, que depuis quelques temps ils ne figurent plus sur les listes des associations agréées; or aucune notification de leur radiation ne leur a jamais été adressée.

Le secrétariat d'Etat ne fournit pas d'explication sur ce point, mais fait remarquer que les sub-

(1) En 1972, trois associations — les C.L.A.J., la Jeunesse étudiante chrétienne et la Vie nouvelle (mouvement communiste catholique) — ont vu leurs subventions supprimées parce qu'elles se faisaient de la politique. Seules les deux dernières bénéficient à nouveau de crédits de l'Etat.

ventions ne sont pas automatiques et que plusieurs dizaines d'associations, bien qu'agréées, n'en reçoivent pas.

LA C.F.T.C. CRÉE UNE ASSOCIATION DE JEUNES

Il y avait déjà au sein de la Fédération française des travailleurs chrétiens (F.F.T.C.), comme dans les autres confédérations, une commission dédiée des jeunes; il existe, depuis le 29 octobre, une Association des jeunes C.F.T.C. « La création de cette association répond à un double souci, explique le président, Michel Coyet: d'abord, permettre aux jeunes de s'exprimer entre eux, librement, sans entraves automatiquement la responsabilité de la Confédération. Les travailleurs devront informer les lycéens et les étudiants, les aides à rentrer dans la vie professionnelle, et les étudiants, les aides à entrer dans propres d'activités. L'association regroupe les jeunes travailleurs adhérents de la C.F.T.C. et les étudiants qui se réclament d'une morale sociale chrétienne ».

SOCIÉTÉ

Tandis que M. Pinot continue ses consultations

Les « assises de la prostitution » se réunissent à Paris

Des assises nationales de la prostitution ont lieu mardi 18 novembre à 20 heures au palais de la Mutualité, à Paris. Convoquées par les dirigeants du mouvement de contestation des prostituées — Ulla et Barbara, de Lyon, Sonia, de Paris, — les prostituées feront le point de leurs actions depuis les « assises générales » réunies à Lyon en juin dernier. Après la flambee du printemps et le mouvement d'occupation des églises, les prostituées devront actualiser leurs revendications, qui portent sur la répression policière (multiplicité des amendes), sur un régime fiscal nouveau et sur l'instabilité à toute tentative de réouverture des maisons closes.

Les assises nationales permettront en outre aux dirigeants du mouvement de rendre compte des

« Le Quotidien des Femmes », édité par la Librairie des Femmes (70, rue des Saints-Pères, 75007 Paris), publie, dans son numéro 8, un supplément de quatre pages intitulé « Le Quotidien des prostituées ». Il contient des entretiens avec les dirigeantes américaines et françaises du mouvement des prostituées.

entretiens qu'elles ont eus — à plusieurs reprises — avec M. Guy Pinot, magistrat chargé de faire un rapport au président de la République. Ce rapport devra être achevé au début de 1976. Les prostituées avaient cru que la nomination de M. Pinot — qui poursuit actuellement ses consultations — s'accompagnait d'une diminution de la répression policière et de la plus d'amendes qu'échab sur elles dans plusieurs villes. D'après la plupart des déclarations de prostituées, il n'y a rien été et le seul changement sensible vient dans l'attitude de la population qui paraît plus compréhensive que jadis.

AÉRONAUTIQUE

Devant l'absence d'un nouveau président-directeur général

LE COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE DE LA SNIAS ENVISAGE UNE DÉMARCHÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

Le comité central d'entreprise de la Société nationale industrie aéronautique (SNIAS) est convoqué le jeudi 20 novembre à Paris, pour obtenir des précisions, auprès de M. Charles Cristofini, président directeur de la société, sur la situation engendrée par l'absence actuelle d'un pouvoir, accepté les autorités administratives tutelles, à la tête de la SNIAS, mois après la décision du gouvernement de transformer la structure de la société (le Monde 23 octobre) et de nommer un nouveau président-directeur général avec un conseil d'administration douze membres, le responsable, M. Jacques Mey, ancien directeur général du Crédit agricole, n'est toujours pas officiellement désigné.

Ce retard inquiète les syndicats (le Monde du 18 novembre) et les représentants élus au comité d'entreprise veulent engager, sur l'autorité de tutelle de la construction aéronautique en France, une démarche commune, pour le comité de l'ensemble du personnel de la SNIAS, pour dénoncer une carence du pouvoir.

La désignation officielle de M. Mayoux à la tête de la SNIAS, en l'état actuel, à l'heure actuelle, à nombreuses difficultés, qui tiennent à ses administrations contrôles, qu'aux conditions matérielles d'exercice de la fonction de président-directeur général.

M. Mayoux n'a pas caché vouloir d'obtenir que le nouveau président de la SNIAS soit l'interlocuteur principal et privilégié de l'Etat, qui détient le capital de la société, de sorte que diminue l'influence des cabinets ministériels des fonctionnaires accoutumés intervenir à tout propos. C'est la raison pour laquelle la liste de futurs membres du conseil d'administration a été longtemps un obstacle à la réunion d'une nouvelle assemblée générale extraordinaire des actionnaires, M. Mayoux et les administrations de tutelle (notamment les finances et la défense) devant se mettre d'accord sur ce nom.

D'autre part, M. Mayoux souhaite mettre en harmonie la rémunération (salaires et indemnités de déplacement) du nouveau président-directeur général de la SNIAS avec l'importance de ses responsabilités. Actuellement, le président du directeur reçoit une rémunération très inférieure à celle de présidents de grandes sociétés nationales — notamment dans le secteur bancaire — ou à celle de ses subordonnés au sein de la SNIAS, puisque les responsables des essais en vol ou certains technico-commerciaux, qui touchent des « royalties » de licences, ont des appointements supérieurs.

Au cas où M. Mayoux devrait renoncer à prendre la responsabilité de la SNIAS, plusieurs noms de personnalités sont avancés pour prendre la succession, notamment ceux du général d'armée aérienne Jacques Mitterrand, cadre de réserve, et frère de l'actuel premier secrétaire du P.S., et de MM. Christian Baulieu, directeur général de Renault, et René Faurand, président-directeur général de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). Pour ce qui concerne cette dernière personnalité, il semble toutefois, que son départ de la SNECMA entraînerait un difficile problème de succession dans un secteur où la France tient à être de plus en plus active.

Hausmann/Nation
Party 2/Vélizy 2/Créteil Soleil

Printemps

PRIX exceptionnels jusqu'au 30 nov

LION assis,
peluche acrylique
40 cm. 45F
29F

OURS
Articulé,
peluche acrylique
hauteur 70 cm. 49F
35F

TRAIN
à piles comprenant
1 loco, 2 wagons,
1 quai de déchargement
(piles en sus). 72F
44F

Pour Julie la symphonie
des jouets a commencé.

Les prix barrés sont les prix pratiqués antérieurement.

SP 1166 150

LAIRES
SET
DIA-TES
Wasl
Les
qu
san
transW

CORRESPONDANCE

Le « jeunisme »

Contre quelques écrits anonymes, qui démontrent qu'il en était besoin la réalité du « racisme anti-jeunes »...

Les universités envahies

Il est de fait que les adultes ne comprennent pas les jeunes (ce le méconnaissent pas les jeunes...)

Politiquement, on se demande par quelle incompétence les gouvernements laissent sans espoir...

Deux mille cinq cents étudiants en première année de médecine à Lyon, dans des « amphithéâtres » de six cents à sept cents élèves...

L'enseignement supérieur compte maintenant plus de huit cent mille étudiants et trois cent mille enseignants...

supérieur — condamner l'arbitraire le petit commerce, la petite entreprise et, en même temps, demander à des dizaines de milliers de jeunes gens de devenir des gestionnaires ou des économistes...

Les conflits de génération sont de tous les temps, mais, récemment, l'Université a assumé de lourdes responsabilités en multipliant des enseignements qui ne confèrent pas d'aptitudes professionnelles...

Paul Dervin, 78 ans (Picquigny (94)).

Un exemple entre mille : récemment, dans un train de banlieue, une femme (quarante-deux ans) s'est levée de son siège et a cédé sa place à une personne âgée...

J.-M. Schwartzberg (Périgueux).

Campus...

Ainsi, les pères de famille qui ont condamné à mort l'ignoble assassin d'une vieille dame se seraient déterminés par « jeunisme » par la haine des jeunes !

Henri Antoni, avocat (Paris).

La traque ?

Je voudrais vous faire part d'une expérience et d'un souci.

L'expérience, c'est que j'avais vingt ans en 1968 et que maintenant, après diplômes universitaires et service national dans la coopération, je suis au chômage.

Le souci, c'est de savoir s'il n'y a pas une « traque » préventive organisée par les services de police...

Non justement au sein de ces gens qui étaient étudiants en 68 et qui sont au chômage maintenant.

Paul F. Valzer (Paris).

Un racisme anti-adultes ?

Il y a de fait un certain « racisme anti-jeunes », mais je pense que c'est être partial que de ne pas voir, chez beaucoup de jeunes, un égal « racisme anti-adultes ».

Paul Dervin, 78 ans (Picquigny (94)).

Un exemple entre mille : récemment, dans un train de banlieue, une femme (quarante-deux ans) s'est levée de son siège et a cédé sa place à une personne âgée...

J.-M. Schwartzberg (Périgueux).

Campus...

Ainsi, les pères de famille qui ont condamné à mort l'ignoble assassin d'une vieille dame se seraient déterminés par « jeunisme » par la haine des jeunes !

Henri Antoni, avocat (Paris).

La traque ?

Je voudrais vous faire part d'une expérience et d'un souci.

L'expérience, c'est que j'avais vingt ans en 1968 et que maintenant, après diplômes universitaires et service national dans la coopération, je suis au chômage.

Le souci, c'est de savoir s'il n'y a pas une « traque » préventive organisée par les services de police...

fense ? Par hasard ne serait-elle pas plus brutale, plus sanguinaire que la précédente, quel que soit l'âge des agresseurs ?

Il nous est demandé : « Que font les jeunes face aux adultes ? Sinon incarner d'autres valeurs, d'autres valeurs, d'autres valeurs... »

Paul Dervin, 78 ans (Picquigny (94)).

La famille

La famille a quelque chose à offrir. Remarque que je n'emploie pas un grand P : je ne la divinise pas. Je ne suis pas « pour les familles nombreuses » ni contre. Je suis de ceux qui ne

constituent un particularisme, etc.

Tout au long de cet article on cueille ainsi des remarques faites en faveur des jeunes, et qui seraient complétées facilement si l'application en était généralisée, étendue jusqu'à atteindre les vieillards.

Paul Dervin, 78 ans (Picquigny (94)).

La famille

La famille a quelque chose à offrir. Remarque que je n'emploie pas un grand P : je ne la divinise pas. Je ne suis pas « pour les familles nombreuses » ni contre. Je suis de ceux qui ne

pensent pas que les lois de libéralisation de l'avortement détruiront la « Famille », car je pense à la famille.

Cette dernière ne doit pas être défendue à grands coups de principes et de discours. Mais si on se préoccupe par quelques mesures sociales de lui permettre d'exister, de favoriser — au lieu d'empêcher comme cela se fait souvent — le travail de membres d'une même famille dans un même milieu, etc., on favorisera cette prise de conscience de ce que nous sommes et serons : jeunes, adultes et vieux, et qu'il n'y a pas d'âge bête ni d'âge maudit.

Docteur M. Vincent (Carchage, Tunisie).

GÉNÉRATION PERDUE ?

Donc, cet article a ouvert un débat. Contradictoire. C'était son objet. Car il se voulait un cri d'alarme. Pour provoquer une prise de conscience. Pour prévenir ce qui menace. C'est-à-dire l'antagonisme des générations.

Le premier, c'est le nombre des jeunes chômeurs, âgés de moins de vingt-cinq ans. Le délégué à l'emploi l'estime à trois cent vingt-cinq mille pour fin septembre. Les syndicats l'évaluent à plus de six cent mille. Donc, près ou plus d'un chômeur sur deux est un jeune.

Cette fermeture du système économique face aux jeunes n'est peut-être pas volontaire. Elle est, en tout cas, alarmante. Dans une société où le travail reste le principal facteur d'intégration. Voici des jeunes qui se retrouvent en marge malgré eux. Exclut. Et si, demain, ils rejettent une société qui les rejette ?

Le second fait, c'est le campagne anti-jeunes de certains politiciens, de certains journaux, qui procèdent par généralisation abusive.

Qu'un jeune commette un délit et l'on présente tous les jeunes comme des délinquants en puissance. Qu'un jeune manifestant recoure à la violence et l'on dépeint tous les jeunes comme agresseurs.

En vérité, on passe d'un excès à l'autre. De l'ingénierie à la démoclogie. Dans les années 60, le jeunisme était courtisé, exalté. On le décrétait possédant, par nature, tous les mérites, talents et vertus. Aujourd'hui, on verse dans l'excès contraire, à l'opposé de cet esprit sobriété-buillard. Désormais, on soupçonne la jeunesse de tous les défauts : la paresse, le

par Roger-Gérard SCHWARTZENBERG violence, l'arrogance, voire ce qu'on pourrait appeler le « vieillisme », le mépris des personnes âgées.

Il faut en finir avec ces images pleuses comme avec ces portraits à charge. La jeunesse n'est ni dieu ni diable, ni ange ni bête. Il faut en finir avec ce schématisme grossier. Avec cette vision étrange qui décompose la communauté nationale en tronçons séparés, en groupes cloisonnés, fermés sur eux-mêmes, sans contact entre eux : les jeunes, les femmes, les vieux, etc.

Il faut, au contraire, pratiquer le dialogue, la tolérance, la compréhension réciproque. Pour empêcher, de part et d'autre, chez les jeunes aujourd'hui, les réactions irraisonnées, des emportements et des haines. Faute de communication. Faute d'effort mutuel pour s'entendre et se comprendre.

Un dernier mot, enfin, sur Bruno, condamné à la guillotine pour un crime, certes horrible, qui indigna chacun. Mais comment comprendre certains journaux qui millitent avec fracas pour l'application de cette peine ?

Ce destin de misère et de solitude, peut-on le briser ainsi, irrémédiablement, sans la moindre chance d'une rédemption ? Cette vie de dix-sept ans, peut-on la trancher ainsi, sans le moindre compassion ?

A quel correspond cette condamnation dans l'inconscient collectif ? La société voudrait-elle, symboliquement, s'amputer de sa jeunesse, comme on s'ampute d'un membre malade ou d'une gangrène ? Qui ne le voit ? Si elle le faisait, elle se mutilerait elle-même. Et le résultat serait hideux.

Que passer d'une société qui grâce Touvier et qui accable Bruno ? Qui aboutit si aisément un vieux tortionnaire et qui broie si vite un jeune désespéré ? Sinon qu'elle manque de justice ?

CIRCULAIRES OFFSET IM-MÉ-DIA-TES

allô, 359-30-59 pour ce soir, ou pour trois mois. un chauffeur de maître ou de direction

Washington. Le seul vol quotidien sans escale. Départ Paris-Charles de Gaulle: 11.25. Arrivée Washington-Dulles: 15.10. Appelez votre agent de voyages ou TWA. Demandez nos nouveaux tarifs réduits. Trans World Service TWA.

Nous monterons les murs quand vous saurez où mettre les cloisons. 1, rue du Pré-St-Gervais, Paris 19°. Aujourd'hui, c'est un terrain vague. Bientôt, ce sera un immeuble de bureaux, 3 étages, 1800 m². A vendre ou à louer. Tout entier ou par étage. Nous ferons l'architecture intérieure comme vous la désirez. Cela vous évitera de tout transformer en emménagement. Tout ce que nous n'avons pas la place de vous dire, sur cet immeuble, vous le saurez en faisant le 705-37-10. Demandez Francine Marchand. Après, vous réfléchirez. OCF 168, rue de Grenelle, Paris 7°. Tél. 705-37-10.

L'ÉVÉNEMENT

Le Conseil œcuménique

Le Conseil œcuménique des Églises (C.O.E.) tiendra sa prochaine assemblée mondiale à Nairobi (Kenya) du 23 novembre au 10 décembre. La cinquième dans l'histoire de l'organisation — après celles d'Amsterdam (1948), d'Evansville, États-Unis (1954), de New-Delhi (1961) et d'Upsal, Suède (1968) — cette assemblée, qui n'a lieu que tous les six à sept ans, réunira 2500 personnes, dont 747 délégués envoyés par les 271 Églises membres.

Les femmes représenteront 20 % des délégués, les jeunes de moins de trente ans 10 % et les laïcs 40 %. Le Vatican enverra seize observateurs-délégués, qui seront autorisés à prendre la parole, sur le thème de l'assemblée : « Jésus-Christ libère et unit », mais non à voter car, paradoxalement, l'Église catholique romaine, à laquelle appartiennent la moitié environ de tous les chrétiens, ne fait pas partie du C.O.E., qui, lui, réunit l'autre moitié. Des rapports d'amitié existent entre les deux organisations, avec échanges d'observateurs, commissions mixtes, travail en commun dans certains domaines, mais sur le plan strictement œcuménologique on en est toujours au dialogue.

De l'anathème au dialogue, le progrès est énorme, insipide il y a quelques années. Le but ultime de l'œcuménisme, toutefois, ce n'est pas le dialogue, mais l'unité chrétienne. La tentation

aujourd'hui pouvait être d'en rester au dialogue — les pessimistes parlent d'« impasse », les optimistes de « peller » — au lieu de passer au stade suivant, celui de l'unité organique des Églises.

Faisant le point dix ans après le promissif par le concile Vatican II du déclin de l'œcuménisme, le Dr Lukas Vischer, directeur du C.O.E. du secrétariat de « Foi et Constitution », écrit récemment : « L'engagement œcuménique peut déboucher soit sur la désintégration des Églises, soit sur une nouvelle communauté fraternelle ».

Le danger de désintégration viendrait de l'impasse dans laquelle risquent de s'enterrer les Églises par un « double refus de la netteté : noté de la disparition, neteté de l'unité ». Ce serait le dialogue permanent, qui ne débouche sur rien, car « plus le dialogue entre les Églises s'atténue, plus il risque d'exprimer le degré d'unité que les Églises sont prêtes à manifester, au lieu d'être l'instrument de cette unité ».

Quant à la « nouvelle communauté fraternelle », on ne la réalisera pas sans franchir un nouveau pas. Or, note M. Lukas Vischer, « toutes les Églises reculent instinctivement devant cette démarche », pourtant, ajoute-t-il, « le silence de la politesse n'est pas productif ».

Avant de franchir ce pas, cependant, ne faudrait-il pas poser quelques questions préalables ?

Quel motif pousse les chrétiens les uns vers les autres ? Quelle forme d'unité recherchent-ils ?

Faut-il voir, derrière le mouvement œcuménique, une attitude instinctive de défense du « pour », comme le pensent certains pasteurs protestants qui répondent à une récente enquête en ces termes : « La sécularisation du monde et le défi culturel des chrétiens non occidentaux ont fait beaucoup plus pour le passage de l'anathème à la fraternité qu'une véritable « métanote ecclésiale » (conversion de l'Église) qui, à mon avis, reste encore à faire » ?

D'autres, à l'inverse, loin de considérer l'unité des chrétiens comme une coalition contre un monde hostile, ne le voient pas plutôt comme un instrument d'unité qui, dépassant les Églises institutionnelles, doit embrasser l'humanité entière ? C'était une des idées énoncées à Upsal en 1968 par le C.O.E., qui a tenu à replacer l'unité chrétienne dans le contexte de l'unité mondiale.

Paradoxalement, d'ailleurs, l'Évangile, devenu instrument révolutionnaire, peut être un facteur de division à l'intérieur d'une même Église, car, notamment en Amérique latine et ailleurs dans le tiers-monde, où les querelles dogmatiques transmissées par les vieilles chrétientés n'ont guère pu de sens.

Et puis, quelle est l'unité souhaitée ? Un retour

à l'Église mère, une unité organique fédérative, ou simplement « spirituelle » : telle celle qui peut unir les membres du C.O.E. ? Tandis que les Églises non catholiques s'intéressent davantage à des fusions nationales — depuis cinquante ans, plus de soixante unions d'Églises ont été réalisées, englobant plusieurs millions de chrétiens, — l'Église catholique a entrepris des discussions internationales et multilatérales, avec diverses confessions, ce qui a produit un certain nombre d'accords doctrinaux, sur l'eucharistie, les mariages, la primauté du pape, etc.

Le seul « union » effraye beaucoup de chrétiens. Il évoque l'idée d'une « bureaucratie suffocante, oppressive et non libératrice », écrit le Dr Newbigin, ancien évêque anglican de l'Église de l'Inde du Sud. A côté des nombreux groupes chrétiens marginaux pleins de vie et d'espérance, pour ceux-ci, « l'idée d'une « fusion » de toutes les bureaucraties ecclésiastiques est sous cet angle plus proche du cauchemar que du rêve ».

Entre le cauchemar et le rêve, il existe peut-être un moyen chemin. Mais, si les Églises refusent de poser les questions préalables — pourquoi s'unir, par quels moyens, en vue de quelle unité ? — elles n'oseront jamais quitter l'ambulance confortable du dialogue fraternel pour aborder la prochaine étape.

ALAIN WOODROW

A L'EXCEPTION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE...

Le Conseil œcuménique des Églises (C.O.E.) est une association qui concentre le Saigneur Jésus-Christ comme Dieu et sauveur selon les Écritures et s'efforce de répondre ensemble à leur commune vocation pour la gloire du seul Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit. Telle est la déclaration de base du C.O.E., à laquelle sont adhérentes toutes les Églises qui ont adhéré au Conseil (1).

A ce jour, deux cent soixante et onze Églises ont accepté ; elles se réclament du protestantisme, de l'anglicanisme, de l'orthodoxie et des confessions vieilles-catholiques. Restent en dehors : certaines Églises baptistes, luthériennes, pentecôtistes, les communautés dites « fondamentalistes » et l'Église catholique romaine, mais l'échange d'observateurs et même une certaine collaboration existent entre le C.O.E. et les plus importantes de ces Églises.

Créé officiellement en 1948 à Amsterdam, à la suite des conférences universelles de missionnaires à Edimbourg (1910), Stockholm (1925), Lausanne (1927) et Oxford (1937), le C.O.E. s'est donné comme but « couvrir en faveur de la restauration de l'unité au sein de l'Église chrétienne par la renouveau de tous ses membres ». Ce n'est ni une super-Église, ni une fédération d'Églises, mais une association qui respecte la personnalité et l'indépendance de ses membres, un « salon » vers l'unité, pour citer Yves Congar.

Le Conseil existe pour servir les Églises, il n'en est pas le maître, qu'il diffuse. Il leur donne la possibilité d'entrer en contact les uns avec les autres, de faire connaître aux autres leur tradition et leur renouveau, de se mettre en question, de se critiquer et de se corriger mutuellement. Il facilite l'acheminement de l'aide tant spirituelle que matérielle d'une Église à l'autre. Il fournit aux Églises nationales et régionales un instrument qui leur permet de témoigner et d'agir à l'échelle internationale, et aussi le moyen de s'exprimer ensemble, partout où cela est possible, sur les questions qui les intéressent.

C'est ainsi que les réunions annuelles du comité central du C.O.E., qui se déroulent selon les règles du parlementarisme anglo-saxon, aboutissent à des textes et à des décisions collectives qui sont souvent beaucoup plus percutants et engagés que ceux des Églises membres — voire des délégués — prises individuellement.

Et malgré les dangers de bureaucratie qui guettent le Conseil, lequel, qui plus est, n'a qu'une autorité morale, sur ses membres, cette « ONU œcuménique » surprend souvent par son succès.

« Hants au Conseil œcuménique, qui confond révélation et révolution ! Hants au banquiers de la guérilla ! Les investitures entendues à la sortie du culte solennel qui a célébré, à Genève en 1973, le vingt-cinquième anniversaire du C.O.E., faisaient allusion à une des décisions les plus controversées de ce dernier : celle,

toile des résultats produits par la logique implacable des processus déclinistes sur le C.O.E. Cette mission, qui demeurant est un des obstacles à l'entrée de l'Église catholique au C.O.E. Après le printemps postconciliaire — multiplication des contacts entre Rome et Genève, création de « groupes mixtes de réflexion », mise en place d'une commission pour la recherche de la « fraternité d'une même Église » et le palz (SODEPAX), etc. — c'est à

nouveau l'hiver entre les deux organisations qui se partagent, pratiquement à égalité, la grande masse des chrétiens. Outre les problèmes de structure très réels posés par l'entrée éventuelle au C.O.E. d'une Église qui déséquilibrerait d'emblée les forces à l'intérieur du Conseil, ce sont les arguments théologiques, concernant la primauté du pape et le prétention de l'Église catholique d'être celle où « subsiste » la vraie Église, qui sont les plus souvent invoqués.

Les confessions chrétiennes

SUR les quelque 3,5 milliards d'habitants terrestres, les chrétiens représentent un peu moins d'un tiers, soit un milliard environ, qui se divisent en trois grands ramaux : catholiques romains, plus de 600 millions ; Europe, 280,5 millions ; Amérique du Nord, 59 millions ; Asie, 53 millions ; Afrique, 42 millions ; Océanie, 4,5 millions ; orthodoxes et assyriens, 321 millions (Europe, 90 millions ; Afrique, 25 millions ; Amérique du Nord, 4 millions ; Asie, 2 millions ; Océanie, 0,5 million) ; protestants et anglicans, divisés en deux cents branches, plus de 300 millions (Amérique, 195 millions ; Afrique du Nord, 92 millions ; Asie, 28 millions ; Océanie, 5,5 millions ; Amérique du Sud, 4,5 millions ; Afrique, 46 millions).

et en Écosse avec Calvin et John Knox : les congrégationalistes, qui insistent sur l'autonomie des Églises locales (3 millions) ; l'Armée du salut (2,5 millions), fondée en 1829, p.a.r. William Booth, un pasteur méthodiste, pour venir en aide aux pauvres ; les pentecôtistes (4 millions), mouvement spirituel né au début du vingtième siècle aux États-Unis ; les quakers, etc.

LE MANUEL pour la cinquième assemblée du C.O.E., sous le titre LE RAPPORT du comité central, à Upsal-Nairobi, rédaction française de Roger Mehl, peuvent être obtenus au Conseil œcuménique des Églises, 150, route de Ferney, CH-1211 Genève, Suisse.

La revue « Unité chrétienne », qui commença son numéro de novembre à la réunion du C.O.E. à Nairobi : 2, rue Jean-Carlier, 69495 Lyon.

La revue « Choisir », hebdomadaire, dans une nouvelle édition, des articles de Philip Potter, secrétaire général du C.O.E., et du Dr Newbigin sur cette assemblée : 14 b, avenue du Mail, 1219 Genève, Suisse.

La revue « Unité des chrétiens », a publié un numéro spécial en janvier 1975, intitulé « Dix ans sur la route de l'unité » : 17, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

Leurs ou société des amis (200 000), fondée par George Fox vers 1650 en Angleterre.

LE L'ÉGLISE ANGLICANNE, enfin, appelée épiscopale aux États-Unis, est séparée de Rome depuis 1534 (Acte de suprématie) et se considère réformée et catholique (48,5 millions).

LES STRUCTURES

L'Assemblée mondiale du C.O.E. se réunit tous les six ou sept ans pour définir les grandes orientations de l'organisation. Composée de délégués de toutes les Églises membres, elle est présidée par un « collègue présidentiel » de six personnes et un « comité central » de cent vingt membres.

Organe directeur, le comité central se réunit tous les ans. Il désigne en son sein un comité exécutif de seize membres, qui se réunit deux fois par an pour veiller à l'exécution de ses décisions.

À Genève, le personnel permanent du C.O.E., dirigé par un secrétaire général, se répartit en trois « unités de travail » : Unité I : foi et témoignage (comprend les sections foi et constitution ; mission et évangélisation ; Église et société ; dialogue avec les autres religions ; croyances et idéologies de notre temps) ; Unité II : justice et service (participation des Églises au développement ; affaires internationales ; programme de lutte contre le racisme ; entraide et service des Églises et assistance aux réfugiés) ; Unité III : éducation et communication (éducation générale et religieuse ; communication et publications ; relations avec les conseils chrétiens nationaux et régionaux).

prise à l'assemblée mondiale d'Upsal, de subventionner des mouvements de lutte contre le racisme — y compris des mouvements extrémistes armés, — dans le cadre de son investissement des firmes étrangères installées en Afrique australe ou de l'aide évangélique, portée il y a quelques années aux déserteurs américains qui refusaient de combattre au Vietnam.

Des paroles aux actes

Il n'y a nul doute que sous la direction des deux derniers secrétaires généraux, MM. Eugene Carson Blake, pasteur presbytérien du Texas, et Philip Potter, pasteur méthodiste noir originaire des Antilles, le C.O.E. s'est décidé à passer des paroles aux actes, au risque d'être incompris de la majorité silencieuse — des Églises membres. De passage à Paris en octobre dernier, le pasteur Potter a déclaré qu'il ne fallait pas faire de rapprochement entre les difficultés financières que connaît actuellement l'organisation mondiale et la polémique controversée d'aide aux mouvements de libération.

Les points sur les « I »

Paul VI lui-même a tenu à mettre les points sur les « I », lors de sa visite historique à Genève en 1969. « Notre nom est Pierre (2), s'est-il écrit. Et l'Écriture nous dit que le Christ a voulu attribuer à ce nom, quels devaient être les points sur les « I ».

Quant à l'entrée prochaine de l'Église catholique au C.O.E., déjà envisagée très positivement par protestants et catholiques à Upsal, Paul VI a nettement pris ses distances : « Nous ne considérons pas la question de la participation de l'Église catholique au Conseil œcuménique soit mise au point que l'on puisse ou doit donner une réponse positive. La question reste encore dans le domaine de l'hypothèse. Elle comporte de graves implications théologiques et pastorales ».

Il n'en reste pas moins que le C.O.E. et l'Église catholique se trouvent aux prises avec les mêmes problèmes : sécularisation, incroyance, injustice, violence... Le thème choisi par le C.O.E. pour sa prochaine assemblée, « Jésus-Christ libère et unit », n'est d'ailleurs pas si éloigné de celui traité par le dernier synode romain, « l'évangélisation dans le monde d'aujourd'hui ».

Le rapprochement est, ou demeure, inévitable — et souhaitable — entre les deux organisations les plus représentatives des chrétiens aujourd'hui. Comme l'écrivait encore, récemment un des évêquidistes catholiques français les plus en vue, le Père René Beaupère, « il faudrait que l'Église catholique ait le courage de poursuivre un cheminement interrompu et qu'elle demande son admission au Conseil œcuménique ».

(1) Le siège du Conseil œcuménique des Églises se trouve au 150, route de Ferney, CH-1211, Genève, Suisse.

(2) Pierre fut le premier des apôtres. Jésus lui a dit : « Tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon Église ».

DEPUIS LE CONCILE VATICAN II

1964. — Voyage de Paul VI sur Terre sainte, rencontre avec Athénagoras I^{er}, patriarche de Constantinople.

— Décret conciliaire « Unitatis redintegratio ».

1965. — Lette mutuelle, par Rome et Constantinople, des communications qui, au même stade, avaient marqué le début du grand schisme entre Orient et Occident.

1966. — Le Dr Ramsey, archevêque de Cantorbéry, rencontre Paul VI au Vatican.

— Création de la commission internationale anglicano-catholique.

1967. — Voyage de Paul VI à Istanbul, deuxième rencontre avec le patriarche Athénagoras.

— Paul VI reçoit le patriarche Athénagoras à Rome.

— Le Dr Ramsey rend visite au cardinal Marty à Paris.

1969. — Paul VI se rend à Genève, où il est reçu au C.O.E.

1970. — Le cardinal Marty rend visite au Dr Ramsey à Londres.

1971. — Accord de Windsor sur l'Eucharistie (catholico-anglicans).

— Accord des Douze sur l'Eucharistie (catholico-orthodoxes-réformés).

— Rapport de Maitte sur l'Eucharistie et le ministère (catholico-anglicans).

1973. — Chénouda III, pape d'Alexandrie et chef de l'Église copte, rencontre Paul VI à Rome.

— Accord de Cantorbéry sur le ministère (catholico-anglicans).

1974. — Déclaration du groupe de dialogue inter-Église catholique de Genève et la publication du pape ; points de convergence.

LES ÉGLISES ORTHODOXES

Les principales CONFESIONS PROTESTANTES sont : les luthériens, fédérés ou non (73 millions) dont la doctrine est contenue dans la confession d'Augsbourg (1530) ; les méthodistes (42 millions), issus au dix-huitième siècle de l'Église anglicane, sous l'influence de John et Charles Wesley ; les baptistes et mennonites (31 millions) issus de la Réforme au seizième siècle ; les calvinistes, presbytériens ou réformés (33,5 millions), nés en Suisse

Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMÉRO DE NOVEMBRE EST PARU

Il comprend dans le série « Société »

LE PAYSAN FRANÇAIS

LA CRISE

Prix de vente, le numéro : 2 F. Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F.

Sur demande, tarifs dégressifs pour abonnements groupés constitués à une même adresse.

SPECIAL JEUNES - NOËL 75

des idées de vacances agréables et utiles en ANGLETERRE et en ALLEMAGNE

voyages accompagnés depuis Paris, Lyon, Clermont-Ferrand et grandes villes

Documentation gratuite ou CENTRE SEJOURS LINGUISTIQUES ET CULTURELS

1 rue, av. Marx-Dorigny, 63000 CLEMONT-FD (tel. 1731 93-58-68)

CROISIÈRES PAQUET

44 jours de croisière du 31 janvier au 15 mars 1976 à bord de RENAISSANCE

PARIS-MAMI et retour en Jumbo Jet de National Airlines

FLORIDE • JAMAÏQUE • PANAMA • PÉROU • CHILI • ARGENTINE • BRÉSIL • GUYANE • BARBADE • MARTINIQUE • ILES VIERGES • FLORIDE • PRIX : de 16.330 F à 58.800 F

le tour de l'Amérique du Sud

Pour plus amples renseignements, remplissez ce bon, adressé à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Paquet

PARIS : 25, Boulevard des Capucines, 75002 - TEL. 266.57.59

MARSEILLE : 70, Rue de la République, 13002 - TEL. 90.83.60

Vous recevrez une documentation détaillée.

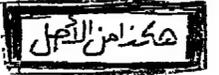
NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TEL. _____

CROISIERES PAQUET



هكرام النحل

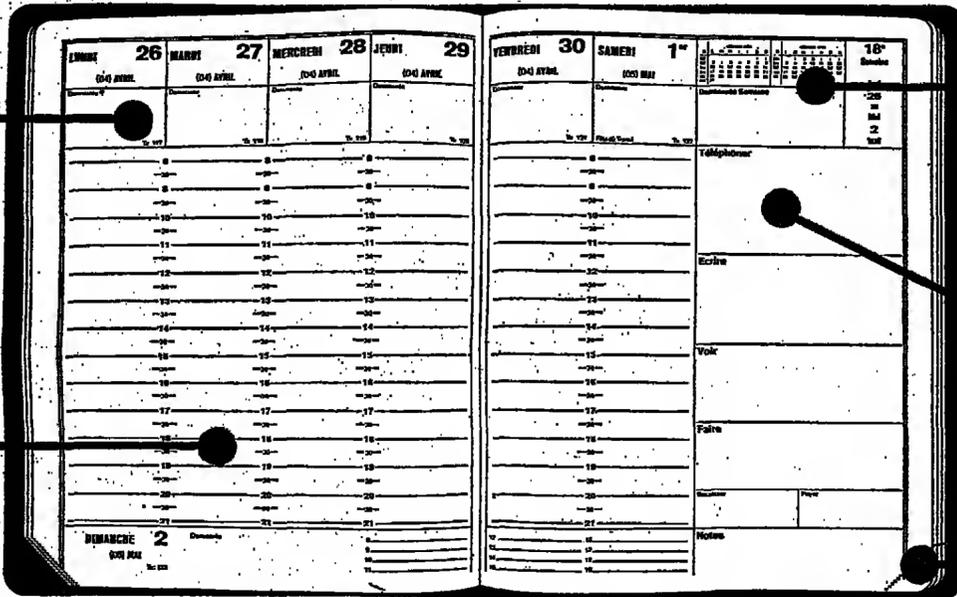
A PARIS, A NEW YORK, A RIO, A SYDNEY... IL PLANIFIE L'EMPLOI DU TEMPS DES HOMMES D'AFFAIRES.

Cet "agenda planing"[®] QUO VADIS



est vendu dans le monde entier.

Regardez bien, voici pourquoi:



DOMINANTE[®]
le fait marquant de votre journée,

VOTRE PLAN JOURNEE
de 8 h à 21 h,

"Agenda Planing"[®] QUO VADIS
Modèle Président
Format: 21 x 27 cm

PAS DE PERTES DE TEMPS,

PLUS DE PAGES MULTIPLES A TOURNER,

DE L'ORDRE, DE LA METHODE,

plus d'oubli possible avec nos cases spéciales: téléphoner, écrire, voir, faire, etc.

OUVERTURE AUTOMATIQUE

sur la semaine entière.

4 FORMATS POCHE : •Caris: 8 x 10 cm •Easting: 9 x 11 cm. •Randonnée: 9 x 13 cm •Affaires: 10 x 15 cm. **4 FORMATS BUREAU** : •Exécutif: 16 x 16 cm •Ministre: 15 x 25 cm. •Président: 21 x 27 cm •Direction: 24 x 24 cm.

"Agenda Planing"[®] vous ouvre une perspective nouvelle et complète sur vos activités journalières et hebdomadaires. Les écrits sont toujours tout sous contrôle: quelle que soit leur compétence, ils ont besoin d'aide pour planifier leurs activités, leurs projets, leurs obligations.

"Agenda Planing"[®] QUO VADIS fournit cette aide sous une forme novatrice et pratique. Il vous met dans une situation de contrôle total dans votre programme quotidien et hebdomadaire.

présentation moderne sous jaquette souple. Ils comportent un "Anoplanning" (marque déposée): le "planing" de votre année d'un seul coup d'œil. Couverture plastique, cuir ou cuir. Répertoire téléphonique indépendant pour tous les formats. Les séries "Poche" peuvent comporter 16 pages de cartes géographiques en couleurs et des couvertures avec porte-mine (cuir seulement).

Tous les "Agenda Planing"[®] QUO VADIS sont très faciles à manipuler grâce à leur

Dans le monde entier, l'"agenda planing"[®] QUO VADIS pour les responsables efficaces.

Le calendrier des agendas QUO VADIS est le plus complet en voici quelques modèles

PRENOTE: Présentation Président - 21 x 27 cm
DE MAGNIFIQUES CADEAUX EN CUIR
 Cuir, une véritable "star" en cuir - "PLANNING" - avec présentation cuir noir très luxueux, cuir marron, cuir et cuir rouge appropriés des Intérieurs Culturelles comme des livres, magazines, etc.
SHOPPING MADAM: 16 x 16 cm
MANAGER: 15 x 25 cm
AGENDA/SCOP: 15 x 25 cm
THE BEST: 15 x 25 cm

IL TROUVE LES AGENDAS QUO VADIS DANS TOUTES LES LIBRAIRIES-PAPETERIES MODERNES ET LES GRANDS MAGASINS QUALIFIES.

FRANCE: - ALLEMAGNE: QUO VADIS International GmbH, Köln am Rhein, R.F.A. - BELGIQUE: QUO VADIS Publications Ltd, London Office, New Malden, Surrey - ANGEN: QUO VADIS Office, Buenos Aires - AUTRICHE: (Austria) Mistral Office, Vienna - BRUXELLES: Ed. J. Cremer, Bruxelles - CANADA: QUO VADIS International Ltd, Montréal - ESPAGNE: QUO VADIS Condit International, Barcelona - ITALIE: QUO VADIS Italia, Milano - SUISSE: MultiStar, Genève - U.S.A.: QUO VADIS Inc, Buffalo - AFRIQUE DU SUD: C. Citard Johannesburg - AUSTRALIE: QUO VADIS Australia Sydney - DANEMARK: Ottensten A.S. Copenhagen.

Renseignements complémentaires ou fabrications spéciales.
EDITIONS QUO VADIS
20-26 rue CAISSERIE - 13230 MARSEILLE CEDEX 1 - TEL. (91) 91.21.90/91.21.24
Dép. 44771 MARSEILLE
DÉPÔT A PARIS: TEL. 636.44.72.



QUATRE DISTINCTIONS: • Musée du Louvre "Exposition Arts et Industrie": "Les grandes créations de la première moitié du XX^e siècle" • "Sigle de l'Exposition Universelle de Montréal 1967" • Label "Idée France" • Laurier d'or de la qualité internationale.

"AGENDA PLANING"[®] QUO VADIS ORGANISENT, PLANIFIENT, STRUCTURENT VOTRE TRAVAIL. ILS VOUS FONT GAGNER DU TEMPS, DE L'ARGENT, DES LOISIRS.

JUSTICE

LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES

Après l'accident de Moulins

L'entreprise des frères Planché avait fait l'objet de six procès-verbaux et de multiples mises en garde

Moulins. — Depuis mai 1973 notamment, l'entreprise de travaux publics dirigée par les frères Jean et Pierre Planché (1), dont le siège social est situé 107, rue Jean-Jaurès à Vichy (Allier), fut l'objet de six procès-verbaux — sans compter de multiples observations et mises en garde — dressés par l'inspection du travail pour infractions graves aux règles de sécurité. Deux de ces procès-verbaux ont donné lieu, jusqu'à maintenant, à des condamnations : 500 F d'amende, après un rapport daté du 12 juin 1973, pour travail sur échafaudage sans garde-corps, et 1500 F d'amende, peine prononcée et non payée, après un rapport du tribunal correctionnel de Cusset (Allier). En décembre 1974, un ouvrier de l'entreprise Planché avait fait une chute grave. Il est mort trois mois plus tard, alors qu'il se trouvait toujours à l'hôpital, mais la preuve n'a pas été rapportée au dossier de l'entreprise. Pour une raison indéterminée, M. Drygas s'appuie sur ce tube métallique qui s'écarte dans le vide. C'est la chute mortelle.

De notre envoyé spécial

dans le bâtiment, ordonne que les moyens de protection aient une « résistance suffisante » pour supporter des charges « normales ». Etait-ce le cas le 7 octobre dernier ? Michel Drygas travaillait au neuvième étage d'un immeuble en construction. Entre le vide et lui un garde-corps composé d'un simple tube métallique placé horizontalement entre deux murs et plus ou moins attaché avec du fil de fer. Sur la terrasse de l'immeuble, quelques échafaudages sans garde-corps, à plat ventre et la tête dans le vide, dirigés par des ouvriers qui doivent décharger du mortier à l'intérieur du neuvième étage. Le grutier, qui n'a aucune visibilité, opère sur les indications de cet ouvrier. Selon toute vraisemblance, la benne heurte le garde-corps, déjà peu stable, contribuant encore un peu plus à l'ébranler. Pour une raison indéterminée, M. Drygas s'appuie sur ce tube métallique qui s'écarte dans le vide. C'est la chute mortelle.

Les deux procès-verbaux les plus récents concernent :

1) L'accident mortel dont a été victime, le 7 octobre dernier, Michel Drygas, cinquante-deux ans, tombé d'une hauteur de près de 30 mètres après qu'un garde-corps eut cédé. C'est ce drame qui a déclenché l'« affaire » ;

2) Une infraction constatée quinze jours après.

Ce nouveau rapport de l'inspection du travail est daté du 22 octobre 1975 — plusieurs ouvriers de l'entreprise Planché ont été surpris en train d'œuvrer au-dessus du vide, sans aucune protection réglementaire. A l'époque — il y a moins d'un mois — il n'était pas question, du moins publiquement, de mettre « encore un patron en prison ».

L'article 2, alinéa 3, du décret du 8 janvier 1968, qui définit les règles de sécurité et d'hygiène

« Un directeur d'entreprise tué sur un chantier de Moulins... Le directeur d'une entreprise de travaux publics, M. Louis Sartore, a été tué, lundi 17 novembre, sur un chantier à Moulins (Allier), Charles (Mousselle), près de Metz. L'accident, dont a été victime M. Sartore, s'est produit au moment de la mise en place d'un panneau de coffrage métallique pesant près de 3 tonnes ; alors que M. Sartore faisait remarquer à un chef de chantier que le panneau était en équilibre instable, celui-ci s'est écroulé ; le directeur de l'entreprise a été tué sur le coup.

SPORTS

TREIZE MILLIONS POUR LA PRÉPARATION OLYMPIQUE

Des crédits importants pour un plan à long terme

L'organisation du sport de haut niveau est entrée dans une phase nouvelle, grâce aux travaux de la commission mixte créée en 1974 et comprenant d'une part des représentants des pouvoirs publics et des fédérations sportives. Selon les déclarations de son président, M. Jean-Louis Langlais, conseiller technique au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, la commission a, depuis un an et demi, cherché à rationaliser d'une part la préparation de l'élite, d'autre part l'aide apportée aux athlètes de haut niveau.

Dans un premier temps, elle a procédé à un recensement et à un classement des intéressés et, à la veille des Jeux olympiques, elle a établi deux catégories :

a) Les champions confirmés, au nombre de quatre cents environ ;

b) Les « espoirs », qui seraient susceptibles d'être sélectionnés en 1980.

Pour les uns comme pour les autres, la commission s'efforce de développer deux types d'aides :

1) Sur le plan de l'insertion sociale et professionnelle ;

2) Sur le plan de la préparation sportive.

Sur le premier point, les responsables de la commission ne cachent pas leurs difficultés, malgré trois mille cinq cents interventions faites auprès des « employeurs », dont deux mille à titre individuel. Sur le second point, il s'agit d'être plus clairs, du fait que le secrétariat d'Etat a, après enquête auprès des fédérations, pratiquement doublé ses crédits à la préparation olympique, les portant à 13 millions de francs. Un tiers de ces crédits sont affectés à des aides directes réparties par l'intermédiaire du comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), qui a pour tâche de sélectionner (gagner) et un peu plus de la moitié seulement (7,2 millions) ira aux Jeux de 1976, le reste (5,8 millions) devra servir à la préparation des athlètes de l'élite.

Corriger les inégalités

M. Falloux est également intervenu pour affirmer que, aux yeux des fédérations, l'argent ne devait pas être l'élément incitatif du sport de haut niveau, mais qu'il devait seulement servir à corriger des inégalités, à limiter les injustices et à résoudre des difficultés matérielles. L'harmonisation de la répartition des crédits nira pas jusqu'à l'attribution de primes fixes et, en aucun cas, la commission s'est montrée intransigente sur ce point, — on ne devrait assister à des surenchères si quel-que absorption s'avérait de monnaie sur sa « valeur olympique ».

D'autre part, un système de carnets individuels, dits de préparation olympique, permettra de suivre attentivement l'entraînement de chaque athlète sur le plan médical. Un autre type de carnet d'« aptitude à la pratique sportive

Les frères Planché donnent une tout autre version du drame du 7 octobre : le garde-corps, assurément, était solidement fixé. Effectivement, la police — qui est arrivée sur les lieux plus d'une heure après — a constaté que le tube métallique était fortement encastré, à chaque bout, dans les deux murs, et qu'il était consolidé encore avec une pièce de métal soudée personnellement. « Nous ne nous fûmes que remettre en place après l'accident », a déclaré M. Jean Planché à l'inspecteur du travail, le garde-corps tel qu'il était fixé avant ? Pourquoi alors a-t-il cédé ?

MICHEL CASTAING.

(1) Pour l'inspection du travail comme, semble-t-il, pour la maîtrise instructeur, M. Jean Planché était le seul directeur responsable de l'entreprise. Mais M. Pierre Planché a protesté publiquement, à plusieurs reprises, qu'il avait le même titre que son frère. C'est pour cette même raison, une notation spéciale, également pour homicide involontaire et infractions au code du travail, a été prononcée contre le directeur, qui a été libéré.

Dans son jugement du 27 juin dernier, le tribunal correctionnel de Cusset avait, en outre, donné un délai de six mois à l'entreprise Planché pour éliminer sur ses chantiers tous les travaux de protection imposés par la législation.

LA C.F.D.T. DEMANDE LA MISE EN PLACE DE COMITÉS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Après avoir protesté contre la libération de M. Jean Planché, les dirigeants de la Fédération C.F.D.T. de la construction et du bois ont souligné, lundi 17 novembre, qu'en fait le juge d'instruction de Vichy avait fait qu'appliquer la législation de travail, qui prévoit des peines d'emprisonnement pour tout employeur en cas d'un accident de travail si la preuve est faite que toutes les mesures de sécurité prévues par la législation ont été prises, et qu'il est intervenu pour empêcher la réhabilitation politique plaquée par le patron.

D'autre part, les dirigeants C.F.D.T. ont demandé qu' soient mis en place des comités d'hygiène et de sécurité sur les chantiers, que les délégués syndicaux soient chargés de surveiller les travaux dangereux pour la vie des ouvriers et que soient renforcés les pouvoirs de l'inspection du travail.

Une peine d'emprisonnement est requise contre un cadre supérieur d'entreprise

Devant le tribunal correctionnel de Lyon

Lyon. — Si le douloureux accident de travail évoqué lundi 17 novembre devant la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon se présente opportunément, sous les projecteurs de l'actualité, ce n'est pas, semble-t-il, le résultat d'une manœuvre. L'accident en question remonte au mois de janvier 1973, l'examen des responsabilités aurait dû avoir lieu depuis longtemps. Mais des « lenteurs » inhabituelles, pour reprendre les propos du procureur de la République, ont retardé l'inscription de cette affaire au rôle, et le président, M. Robin, a rappelé que la cinquième chambre avait condamné, il y a deux ans environ, un chef d'entreprise à trois mois de prison ferme, bien avant l'affaire Charette. Il reste que ce procès vient nourrir le débat qui s'est ouvert récemment à propos de la responsabilité des chefs d'entreprise en matière de sécurité.

De notre correspondant régional

Cette sécurité faisait l'objet de procès-verbaux, le 12 janvier 1973, dans l'atelier de montage de deux usines Berliet, à Vénissieux. La réponse est nécessairement affirmative. En premier lieu, parce qu'il y a eu deux morts ; deux ouvriers professionnels, Lucien Molina et Louis Berliand, hachés par un pont roulant alors qu'ils effectuaient des opérations d'entretien en sommet d'une presse de 12 mètres de hauteur ; laminé entre les deux usines métalliques, Lucien Molina fut tué sur le coup, son camarade, projeté dans le vide, mourut quelques jours plus tard à l'hôpital. Ensuite, c'est une démonstration à contrario, parce que des systèmes de protection ont été mis en place depuis pour éviter le renouvellement d'un pareil drame.

La délégation de responsabilité

Après plus de trois ans et demi d'instruction, le parquet a, pour un cadre supérieur, M. Jean Michelland, et deux employés

subalternes, MM. René Herberpin et Paulien Karakoussian. Tous les trois ont comparu lundi, précédés de « homologues » syndicalistes, M. Michelland étant en plus poursuivi pour avoir contrevenu à la législation sur la sécurité des travailleurs (décret du 23 août 1947).

Le procureur de la République, M. Sorvia, a estimé que, si l'accident dans la hiérarchie de M. Michelland, il s'agit d'un « bon travail » la délégation de responsabilité dans une entreprise de près de vingt mille salariés. Certes, le chef de l'atelier d'emboîtement n'a nullement contesté à l'inspection et à l'audience, son rôle de responsabilité. Il a, en particulier, reconnu qu'il avait donné l'ordre de réparation de la presse et admis qu'une consigne avait été observée. Mais cette délégation n'est-elle pas, comme l'a plaidé M. Jannet, partie civile pour la C.F.T. un « bon moyen pour le patron d'échapper ses responsabilités et aux poursuites » ?

En matière d'accident de travail, les statistiques montrent en effet que les causes principales sont la vétusté du matériel, le manque d'entretien des machines, le défaut de rentabilité. Or, qui détermine la politique des investissements de l'entreprise ? Qui décide du remplacement du matériel usagé ? Qui fixe les

TROIS PERSONNES SONT PLACÉES EN GARDE À VUE APRÈS LA MORT DE DEUX EMPLOYÉS DE BUREAU

Après une fautive manœuvre d'un engin de démolition, à Oullins (Rhône), près de Lyon, mardi 17 novembre, un « volage » a entraîné la mort de deux personnes et blessé deux autres. Trois personnes ont été placées en garde à vue.

C'est une bonne d'acier suspendue au bout d'une grue utilisée pour démolir les anciens ateliers d'une tannerie qui a provoqué l'effondrement d'un immeuble de la Septième coopérative de la commune d'Oullins. Deux employés de bureau de cette société, MM. Jean-Claude Wolter, trente-trois ans, et Dominique Martin, trente-six ans, ont été ensevelis sous les débris.

Le directeur de la fromagerie a déclaré qu'il avait protesté quelques jours plus tôt auprès de l'entreprise de démolition contre les dangers que présentait le chantier. Une enquête a été ouverte. M. Jacques Cassis, quarante-cinq ans, président-directeur général de l'entreprise de démolition de la commune d'Oullins, chef de chantier, et M. Albert Marex, trente-neuf ans, conducteur de la grue, ont été placés en garde à vue.

Un « autonomiste » breton, M. Jean-Jacques Marzouin, demeurant à Brest, a été libéré lundi 17 novembre sur ordonnance de M. Christian Gallus, juge d'instruction de la Cour de cassation de l'Etat, qui l'avait fait écrouer à la prison de la Santé le 24 octobre pour reconstitution de ligne dissoute en l'occurrence le Front de libération de la Bretagne.

ONZE NOUVELLES INCULPATIONS SONT PRONONCÉES DANS L'AFFAIRE DE FABRICATION DES VINS CORSES

Onze nouvelles inculpations ont été prononcées par le juge d'instruction de Bastia dans l'affaire de fabrication de vins corse d'appellation contrôlée, découverte au début de l'année 1974. Des dix-neuf personnes impliquées dans le scandale, M. Antoine Infante, et Mme Madeleine Serrail avaient déjà été inculpés.

Sont visés par les nouvelles inculpations : MM. Jean-Claude Boussemont, président-directeur général d'une société viticole de Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes), Robert Mardane, conseiller régional de Corse, et Michel Cabot, Jean Camy, René Cass-

nov, Gabriel Junquera, Max Krauth, Jean-Marie et Michel Makiewicz, Jean Moretti et Yves Siegel.

Le vin était fabriqué à partir de lies de vin et de moûts concentrés en provenance d'Italie. On y ajoutait de l'eau, du sucre, du sulfure, de l'acide sulfurique et des colorants. L'ensemble, rebaptisé vin d'appellation d'origine, était revendu de 25 à 35 % la bouteille. La fraude aurait porté sur un équivalent de millions d'hectolitres et rapporté quelque 50 millions de francs.

L'AFFAIRE DE LA COVIREP

A Paris, huit nouvelles inculpations pour infractions à la législation sur les sociétés et les banques ont été prononcées en l'espace de deux mois par M. Louis Gondre, premier juge d'instruction, à des reprises l'Algérie, les négociants en Corse et qui étaient en relation avec les sociétés liées à la COVIREP, dont le président-directeur général, M. Bernard Rogé, soixante-cinq ans, avait été inculpé le 10 septembre (Le Monde du 12 septembre).

Les inculpations visent M. Henri Depelle, directeur de la société SOVINCO (propriété de la Cave viticole d'Aléria, qui assure, dans les troubles sarda, du mois d'août) ; Jean-Claude et Roger Cua, directeur de la société Cua Frères (mise en règlement judiciaire, le 22 juillet, par le tribunal de commerce de Bastia) ; Paul Labaille, gérant de la société SOBACI ; Roger Vioron, directeur de la société Evila ; Gabriel Junquera, directeur des établissements Junquera ; Antoine Infante, directeur de la société Infante-Bonaparte, et Yves Siegel, directeur des sociétés Dovic et ViniCorse. Tous les inculpés ont été libérés en liberté provisoire.

La société Bastia, de Bastia, secrétaire de la COVIREP pour environ 10 millions de francs, est dont la cause est soutenue par M. Jean-Baptiste Blaggi, est constituée partie civile. D'autre part, une association de défense a été créée par plusieurs coopératives de viticulteurs corse : les sociétés de la COVIREP ont aussi, en 1974, approximativement 10 millions de francs.

Les inculpés sont poursuivis pour faits liés à un trafic de traites de cavalerie, dont l'acompte leur procurait des facilités passagères de trésorerie, mais qui aggravait en fait leur situation.

FUTUR BATONNIER DE PARIS

M^e Mollet-Vieville suggère de multiples changements dans l'exercice de la profession d'avocat

Elu le 25 juin 1974 pour succéder à M. Bernard Lasserre comme bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris, M. Francis Mollet-Vieville, âgé de cinquante-sept ans, a été confirmé dans ses fonctions au début du 17 janvier 1975.

A l'occasion de cette réélection, M. Mollet-Vieville a prononcé un discours qui paraîtra un discours-programme tant y sont multiples les suggestions qu'il formule son astuce pour éviter « que l'avocat doute maintenant de lui-même ».

« Il faut à expliqué le futur bâtonnier, abandonner l'époque des retouches pour aborder le temps des réponses. Ayons le courage de repenser notre raison d'être en fonction d'une actualité qui doit guider notre mutation, et non pas nous mobiliser contre ce qui bossaient nos concitoyens et nos habitudes acquises ».

M. Mollet-Vieville a alors indiqué une information très importante : « L'ordre des avocats par une publication hebdomadaire et personnelle qui sera revue mensuellement sous une forme nouvelle législative ou jurisprudentielle. » Dans cette publication figureront « sous une forme anonyme, l'indication des motifs et la sanction à tout manquement déontologique », qui sera prononcée contre un avocat par le conseil de l'ordre.

M. Mollet-Vieville a, d'autre part, annoncé l'installation d'un terminal d'information juridique, un texte et d'un registre permanent de connaître le nom de confrères étrangers des plus gran-

FUTUR BATONNIER DE PARIS

M^e Mollet-Vieville suggère de multiples changements dans l'exercice de la profession d'avocat

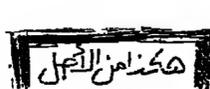
Elu le 25 juin 1974 pour succéder à M. Bernard Lasserre comme bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris, M. Francis Mollet-Vieville, âgé de cinquante-sept ans, a été confirmé dans ses fonctions au début du 17 janvier 1975.

A l'occasion de cette réélection, M. Mollet-Vieville a prononcé un discours qui paraîtra un discours-programme tant y sont multiples les suggestions qu'il formule son astuce pour éviter « que l'avocat doute maintenant de lui-même ».

« Il faut à expliqué le futur bâtonnier, abandonner l'époque des retouches pour aborder le temps des réponses. Ayons le courage de repenser notre raison d'être en fonction d'une actualité qui doit guider notre mutation, et non pas nous mobiliser contre ce qui bossaient nos concitoyens et nos habitudes acquises ».

M. Mollet-Vieville a alors indiqué une information très importante : « L'ordre des avocats par une publication hebdomadaire et personnelle qui sera revue mensuellement sous une forme nouvelle législative ou jurisprudentielle. » Dans cette publication figureront « sous une forme anonyme, l'indication des motifs et la sanction à tout manquement déontologique », qui sera prononcée contre un avocat par le conseil de l'ordre.

M. Mollet-Vieville a, d'autre part, annoncé l'installation d'un terminal d'information juridique, un texte et d'un registre permanent de connaître le nom de confrères étrangers des plus gran-



CARNET

RISES

ent est requ... ur d'entrepris

Naissances

Justine et Bertrand Lantier ont la joie d'annoncer la naissance...

Adoptions

Jean-Claude Beauce et Genevieve ont la joie d'annoncer...

Fiançailles

M. et Mme Edmond Meynard ont la joie d'annoncer...

Mariages

M. et Mme Philippe Herveaux ont la joie d'annoncer...

M. et Mme Maurice Vigouret ont la joie d'annoncer...

M. et Mme Jean-Pierre Meyer ont la joie d'annoncer...

L'HOTEL DROUOT

Mardi

VENTE PROCHAINE

Palais National - Paris - Palais Galliera

VENTE A VERSAILLES

Palais des Congrès, place du Château

PIANOS LABROUSSE

41 bis, boulevard des Capucines - 75017 PARIS

Pianos RAMEAU

héritier de la tradition française

Décès

M. et Mme Claude Françoise, M. et Mme Martial Françoise...

Mme Shella Haggis, M. et Mme Bernard Murray...

Mme Marie Rodriguez, Les familles Dufort et Béguin...

M. et Mme Pierre Guény et leurs enfants...

M. et Mme Jean Sourdilou et leurs enfants...

M. et Mme Charles Schiller, ingénieur de l'École centrale...

Mme Jacques Isaac-Georges, directeur Pierre Isaac-Georges...

M. et Mme Jean Isaac-Georges, M. et Mme Michel Georges...

M. Jacques ISAAC-GEORGES, chevalier de la Légion d'honneur...

Le secrétaire général et les membres du comité directeur de la Vie montante...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme Jean-Jacques Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

M. et Mme J.-J. Tailliez, leurs enfants et leurs petites-filles...

4-22 novembre 1975

90 œuvres inédites de David Hamilton

Palais des Congrès, Porte Maillot

ACHAT BIJOUX

Toute ARGENTERIE

PERRON (S.A. 1880) M. Opéra

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

4-22 novembre 1975

90 œuvres inédites de David Hamilton

Palais des Congrès, Porte Maillot

ACHAT BIJOUX

Toute ARGENTERIE

PERRON (S.A. 1880) M. Opéra

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

4-22 novembre 1975

90 œuvres inédites de David Hamilton

Palais des Congrès, Porte Maillot

ACHAT BIJOUX

Toute ARGENTERIE

PERRON (S.A. 1880) M. Opéra

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

4-22 novembre 1975

90 œuvres inédites de David Hamilton

Palais des Congrès, Porte Maillot

ACHAT BIJOUX

Toute ARGENTERIE

PERRON (S.A. 1880) M. Opéra

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

174, boulevard Haussmann

924.91.66 et 28.44

recherche d'urgence appartements

Studio au 6 pièces

Paris et proche banlieue

MARC CHAPAUD Quand la poésie naît du réalisme le plus juste "à travers Paris" 18 novembre 20 décembre en exclusivité GALERIE LAURENS 34 av. Maignan - Paris 8e 723.77.45

UN KILO DE TROP C'EST UN AN DE PLUS La jeunesse, c'est une question de silhouette. Conserver une taille fine, retrouver des hanches étroites, cela mérite quelques efforts : quitter la table avec encore un petit peu fain, vous servir de vos jambes plus que de votre voiture, boire abondamment mais Contrex de préférence aux vins, alcools et boissons sucrées. A elle seule, l'eau minérale naturelle de Contrexville ne fait pas de miracle ; simplement, elle donne une meilleure chance à vos efforts pour lutter contre le poids. aide-toi... CONTREX t'aidera!



Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement, il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
francophones et étrangers sur demande.

SQI

- missions confidentielles
- recherches
- enquêtes
- protections
- filatures
- renseignements

FRANCE - ETRANGER
J. Moyon S.G.I.
22, rue Perdonnet
75010 Paris
202.99.45 206.76.45
206.83.29 607.05.12



INGÉNIEUR TÉLÉCOMMUNICATIONS

Maroc

Un important groupe multinational, spécialisé dans les télécommunications, recherche, pour sa filiale marocaine, un ingénieur expérimenté. Relevé du Directeur Technique dans le service adjoint, il recevra, dans un premier temps, une formation complémentaire intensive, au Maroc et en Europe, ce qui lui permettra, dans 2 à 3 ans, de prendre en charge la responsabilité de cette filiale, sur le plan technique. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé (si possible d'une grande école telle que Supélec - Télécom), de nationalité marocaine, ayant plusieurs années d'expérience industrielle. Outre la connaissance de l'arabe et du français, il devra posséder une bonne pratique de l'anglais, nécessaire en raison des liens internationaux existant à l'intérieur du groupe.

Pour en poste, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Prière de préciser la référence sur l'enveloppe et adresser C.V. à :

P.A. Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-75
Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Stockholm - Zurich

LETTRES

SANS INCIDENT

Émile Ajar a été proclamé prix Goncourt et Jean Joubert prix Renaudot

L'attribution des premiers grands prix littéraires de l'année 1975 s'est faite sans incident le 17 novembre, au restaurant Drouant, en dépit des agitations diverses, allant parfois jusqu'à l'attentat, qui avaient cette année précédé l'événement.

Ainsi, le prix Goncourt a été attribué à « La Vie devant soi » d'Émile Ajar (Marsure de France) au huitième tour de scrutin, par six voix contre trois à « Un policeman » de Didier Decoin (Le Seuil) et une voix à « Villa

triste » de Patrick Modiano (Gallimard). Pour le prix Théophraste-Renaudot, Joubert avec « l'Homme de sable » (Gras) a emporté au cinquième tour avec 5 voix Didier Decoin, qui en obtient 4. Quant au prix des Créateurs, décerné la seconde fois, il a couronné le roman « Secours » de Stève Non — le journaliste Patrick Thevanon, — publié par les éditions Land. (Voir « Le Monde des livres » du 12 novembre 1975.)

En dépit du mystère

Découvert l'an dernier avec Gros-Cailin — la drôlerie historique d'un homme perdu dans une grande ville, qui s'insère la campagne d'un pithon pour protéger et combler sa solitude, — Émile Ajar n'a pas cessé, depuis, d'échauffer les imaginations. Le nom d'Ajar est associé comme pseudonyme, et l'auteur, même après le relatif succès qu'obtient son livre (quinze mille exemplaires, dit-on : pour un premier roman, ce n'est pas rien), s'obstine à se cacher. Un « Qui est Ajar ? » retentit dans toutes les salles de rédaction parisiennes. Un écrivain chevronné ? Un repris de justice ? Ou le simple existant autour de lui n'est-il qu'un coup de publicité ?

Les suppositions reprennent de plus belle avec la Vie devant soi, publié en septembre dernier. Pourtant, Émile Ajar s'est, lately, approché par quelques journalistes. Yvonne Baby a donné de lui une grande interview dans le Monde des livres le 10 octobre. Puis, cette semaine, des journalistes du Point l'ont rencontré. Ce qu'il dit de lui se résume à ceci : une enfance difficile à Nice, où sa mère et sa grand-mère, originaires de Vintimille, ont émigré, et où il est né pendant la dernière guerre. Une double ascendance, en somme, juive et slave, qui explique les deux titres majeurs d'Ajar : la tendresse et l'humour. Et Ajar ne cesse de répéter

que l'écrivain doit vivre seul, et qu'enferme ses lecteurs et lui il ne veut d'autres liens que ses livres. Il a raison : ceux-ci suffisent à l'imposer, la Vie devant soi (1) surtout, qui a de quoi satisfaire un large public. La fable, en effet, n'est plus loufoque, comme l'était Gros-Cailin, mais a l'air d'apparence réaliste. C'est l'histoire d'un enfant arabe élevé par une vieille juive, dans un quartier de Paris qui pourrait être la Goutte-d'Or, parmi les émigrés de toute race et les exclus de toute société. Les Misérables de notre temps. Un monde clos, presque un monde à part, un monde qui se dévot volontairement, pour mieux faire appréhender la dure vérité des choses.

L'attitude d'Ajar a paru insolite aujourd'hui, où l'on connaît aisément le statut et l'écriture. On se félicite que l'Académie Goncourt, passant outre aux ornières que lui inspire l'ombre où se tient Ajar, ait consacré ce roman qui domine de haut la production romanesque. La Vie devant soi a, en effet, le rare mérite d'être une création de langage, simple et subtile, sans renoncer pour autant à l'émotion, au comique et à la profondeur.

J. P.

(1) Voir l'article de Jacqueline Flatter dans « Le Monde des livres » du 17 septembre 1975.

Entre le visible et l'invisible

Tout, dans la carrière de Joubert, a été long, de Jean-Bert tend à souligner le côté entre la lumière et les ténus le côté visible des attitudes humaines et le côté mystérieux à Châtelet-sur-Loing, le Labret, en 1928, et aujour professeur de lettres à la Faculté de Montpellier, il a choisi d'exprimer le poème avant glisser avec précaution le roman, en particulier la dimanche, en 1960, et Un bon oage, en 1972. Ces transpos romanesques d'idées et d'un essentiellement lyriques retient l'attention que de ques critiques pour qui com les œuvres de Julien Grac d'André Pieyre de Mandiarg. Le vrai complot qui est décrit l'Homme de sable (1) est entre la réalité de l'homme tion et la réalité de l'homme rêve. Sur un thème qui po s'écrit de Roger Bordier en lyrique, Jean Joubert pose de questions qu'il n'offre d penses. Le narrateur a jadis décipé à la construction ville aux pyramides andalouse Callages — entendez, La Gr Motte. Ce fut une aventure la volonté, de la technique t phante, du progrès à tout Les hommes qui assurèrent lourde tâche de briser la r étaient fiers, déçus, d'enthousiasme : des être laires.

Plus tard, d'autres étres l'on n'avait pas consulté autochtones, contributeurs à l de Callages, qui est pour ce calamité, sans doute parce la ville n'a pas d'âme ; mais une âme importée hommes, puis nocturnes, en la nature d'étranges comit ils ressemblent au sa l'écume, à la mer, au ven leurs aspirations profond insaisissables : ils sont po heureux que la nature rep son droit et fasse éclater le de jade.

Cette hantise parabolique, Joubert lui a donné toute l'ex clarté d'une prose poétique.

(1) Voir l'article d'Alain Bo dans « Le Monde des livres » 10 octobre 1975.

PRESSE

Le budget de l'informatique

M. VIVIEN : le gouvernement a renié ses engagements

M. Robert-André Vivien, député (U.D.R.) du Val-de-Marne, rapporteur depuis dix ans du budget de l'information, vient de publier son rapport sur le budget de l'information pour 1976. Il a été adopté le 19 novembre. Il a été adopté par le Sénat, le 10 octobre. « Je ne suis pas mesure d'informer l'Assemblée nationale », écrit-il dans le dernier rapport.

Il demande d'autre part, « son nom propre », à l'Assemblée de « revenir sur le vote de la commission des finances sur les engagements qui n'ont pas été respectés par le gouvernement » et de ne pas voter crédits de l'information approuvés par cette commission.

Regrettant qu'une « volonté politique de l'information » n'y jamais été destinée, M. Vivien estime que les services chargés des nombreux et importants problèmes qui s'y rattachent (radio et télévision, réforme d régime fiscal de la presse, aide de l'Etat, etc.) n'ont pas les moyens de leurs ambitions.

« L'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J. C.F.P.T., C.G.T., F.O.) appelé dans un communiqué les membres de la profession à se réunir dans toutes les entreprises de presse, le 20 novembre, veille de la réunion de négociations avec le patronat sur la convention collective, des délégations auprès des directions pour exiger la prise en compte des propositions syndicales. D'autre part, l'Union a décidé de demander la suppression de l'exercice du droit de grève à la radio-télévision française, après les mesures prises par le gouvernement au nom du « service minimum ».

Publicité

Pour en finir avec les fausses promesses et les fausses promotions...

La Fnac présente les 10 meilleures chaînes hi-fi qui existent actuellement

de 2000 à 14000 francs

On peut aimer Bach et ne rien comprendre à l'impédance de sortie. Comme on peut se passionner pour les Pink Floyd et rester hermétique à la distorsion d'intermodulation.

Et certains fabricants et certains vendeurs profitent de cette non-connaissance du public pour formuler de fausses promesses ou organiser de fausses promotions.

Quand les tests sont « bidons » et les promotions truquées

Les tests d'écoïte ?... La revue de consommateurs « Que choisir » ? rapporte celui-ci, qui ne manque pas d'intérêt...

Le vendeur écrivait en effet : « Nous avons choisi, pour tester cette chaîne, le Concerto brandebourgeois n° 3 de Bach. Et l'orgue, instrument profond, est surprenant de réalisme avec cette chaîne ambio. »

Mais « Que choisir ? » rappelle, et à juste titre, que dans cette œuvre de Bach, il n'y a pas l'ombre d'un orgue !

Et la presse technique, elle aussi, dénonce les exagérations, les abus, les tromperies. Comme « Electronique pour vous » qui, récemment, titrait en couverture : « Les scandales de la hi-fi ».

Exemple... Les enceintes qui ont coûté 100 F et qu'on étiquette dix fois plus cher

pour donner au public, ensuite, l'impression qu'on « casse les prix » sur une chaîne complète.

A défaut d'entreprendre des études d'électronique et d'électro-acoustique (et encore, faudrait-il disposer ensuite d'un laboratoire d'essais), il est donc difficile de savoir toute la vérité sur ce que l'on achète en matière de hi-fi. Choisir une chaîne a encore, aujourd'hui, des parfums d'aventure.

Et c'est pourquoi la Fnac a demandé à son laboratoire d'essais (plus de 1000 tests effectués chaque année uniquement en matière de son) de désigner les 10 meilleures chaînes que l'on puisse actuellement composer à partir des matériels existant sur le marché.

Et ces 10 meilleures chaînes, la Fnac les présente. En ayant, pour les réaliser, fait appel à la production de 19 fabricants.

Dans une marque déterminée, il peut en effet y avoir des appareils excellents. Mais la qualité d'un ampli n'entraîne pas automatiquement la qualité des platines ou des enceintes couvertes par cette même marque.

Ceci explique cela. En précisant toutefois que la meilleure platine-disque marquée un meilleur ampli et accolée aux meilleures enceintes ne permet pas fatalement de constituer la meilleure chaîne

haute-fidélité. Car l'ensemble doit être cohérent.

Les techniciens du laboratoire d'essais de la Fnac ont donc fourni un énorme travail pour que la Fnac puisse dire aujourd'hui : voici les 10 meilleures chaînes qui existent actuellement, entre 2000 F et 14000 F.

Sur place : tous les appareils de mesure et comment ce choix a-t-il été effectué... A partir de quels tests ? et de quelles mesures ? et qui donnent quels chiffres et quels résultats ?

Pour le savoir, il suffit d'interroger les responsables de ce choix. Car ils seront là, accessibles et prêts à tous les dialogues.

Ils seront même là accompagnés de leurs appareils de mesure. Qui, eux-mêmes, et sous contrôle du public, seront prêts à fonctionner en permanence les résultats affichés.

A Fnac-Etoile, jusqu'au 10 décembre, chacun pourra ainsi faire la part très exacte d'un certain mensonge et de la vérité des sons.

(Et chacune de ces 10 chaînes sera proposée, jusqu'au 10 décembre, à un prix qui sera toujours inférieur au total des prix affichés pour chacun des éléments constituant l'une ou l'autre de ces 10 chaînes.)

Fnac-Etoile - 26, avenue de Wagram, Paris 8^e

(de 10 h à 20 h, du mardi au samedi; nocturne le mercredi jusqu'à 21 h)

Spécial 150

Le Monde DE LA MÉDECINE

ST
to prix Gonc
s Renaudot

Deux thèses sur les guérisseurs

L'attrait du mystère, de l'inconnu et de l'irrationnel, intimement lié à la condition humaine, explique que de tout temps les pratiques des sorciers et des guérisseurs aient rencontré dans toutes les populations du monde un accueil aussi favorable.

À penser qu'aux pratiques magiques et presque toujours inopérantes utilisées jadis pour calmer cette angoisse s'était substituée la « médecine », qui ruine les pays développés en un gaspillage effréné de diagnostics et de soins.

Du médecin de campagne au centre sanitaire rural

Les structures hospitalières dans les régions où la densité de population est faible posent encore de nombreux problèmes : il est difficile et même impossible de construire des centres hospitaliers universitaires à courte distance de chaque hameau.

par le docteur ARSONNEAU (*)

L'ASSOCIATION de médecine rurale a toujours eu pour ambition de servir la famille, cette cellule constitutive de toute société. Médecin de cette entité, réuni en société d'études, nous n'avons pas, pour le servir, qu'à améliorer nos possibilités d'action, notre efficacité.

Mais à vrai dire, quelle était l'utilité de cet hôpital rural ? Si nous avions entrepris et réalisé cette modification salubre, ce n'était pas pour un vain désir de réforme, mais parce que cela nous semblait une nécessité.

Plantes magiques et vertèbres déplacées MIRAGES ET DANGERS DU CHARLATANISME

DANS le département de la Moselle, plus de la moitié de la population (beaucoup plus en zone rurale) connaît et utilise des remèdes d'origine animale, minérale, magique ou végétale, parmi lesquels 783 sont encore d'usage courant.

actuelle sur ces pratiques, mais encore à l'établissement critique d'un inventaire complet de moyens qui vont de la graisse de blaireau aux croûtes de brebis, de la terre glaise au millepertuis, aux feuilles d'ortie et à la vesse de loup, du collier d'ails, aux incantations et aux souffles particuliers.

En dépit des efforts périodiquement déployés par certains parlementaires, ce titre n'est pas reconnu en France, où les chiropracteurs ont néanmoins pignon sur rue et ne sont jamais poursuivis par le ministère de la santé, pas plus d'ailleurs que ceux qui défilent en leur faveur des campagnes de presse.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE
(Lire la suite page 18.)

La nuit sacrée de la Saint-Jean

L'usage de ces moyens reste très répandu en milieu rural, où se répètent des traditions vieilles de trois siècles, où l'on pratique toujours, la nuit sacrée de la Saint-Jean, la cueillette des plantes. Ainsi, pour 80 % de la population interrogée connaît un remède ancien à base d'ail, réservé à l'usage interne, et pour 59 % elle l'utilise toujours. Bien que 81 % de personnes interrogées se disent au faveur de la médecine végétale, 19,3 % seulement des guérisseurs installés la pratiquent, alors que 59 % d'entre eux se livrent à la médecine manuelle, 4,2 % à la magie et que, pour 1,5 %, ils utilisent des substances minérales ou animales.

Un système de questionnaire adressé à toutes les communes de la Moselle (maire, échantillon d'habitant et curé) a permis d'établir cet inventaire de la crédulité et du mythe, auquel ont répondu 498 localités.

A la campagne : UN HOMME SIMPLE

La guérison magistrale, généralement de sexe masculin, nous apparaît, dit M. Idoux, comme une personne fondamentalement humaine, dénuée de tout mercantilisme, mais qui pour vivre cependant laisse à ses patients le soin de fixer eux-mêmes le montant de ses prestations.

A la ville : UN COMMERÇANT MALHONNÊTE

L'examen clinique pratiqué par les chiropracteurs, dit M. Depassio, est rudimentaire et incomplet. Leur diagnostic est le plus souvent fantaisiste et de pure invention. Les thérapeutiques sont stéréotypées et appliquées sans discernement et sans justification objective : elles consistent en manœuvres grossières, impudiques, répétées, exercées dans des directions qu'aucun argument objectif ne permet de justifier.

Psychologie et mandragore

Cette efficacité ne joue d'ailleurs que pour les maladies fonctionnelles où le facteur psychique est important. Elle est nulle pour celles dont la cause est anatomique ou infectieuse.

instinctif d'espérance, de merveilleux et de surnaturel, le manque d'information, une certaine crédulité, un certain degré de méfiance à l'égard du progrès scientifique et... la véritable intoxication réalisée par les articles diaboliques qui paraissent régulièrement dans la grande presse.

LA SIMPLIFICATION ORGANIQUE EN MÉDECINE

L'hôpital local

Le succès obtenu auprès des familles et des autorités rurales ne pouvait pas passer inaperçu de nos plus hautes instances, qu'elles soient ordinales ou ministérielles.

ALICE LESTEREL
Journal d'une infirmière hospitalisée
L'autre face des choses... la plus vraie ?
collection "Infirmières d'aujourd'hui"
le Centurion

Deux séminaires sur le commerce du sang et l'éthique médicale

Profitant d'une absence mondiale de réglementation, des sociétés commerciales qui prétendaient avoir des « visées humanitaires » ont, durant une dizaine d'années, exploité ostensiblement et sans contrôle une nouvelle technique de fractionnement du sang...

La mise à jour de ce problème éthique et socio-économique a donné lieu à une série de controverses passionnées mais aussi à l'interdiction de ces pratiques dans plusieurs pays « saignés »...

Deux séminaires, tenus l'un à Genève par la Croix-Rouge internationale avec les représentants de quatre-vingts « clubs » nationaux, l'autre à Bruxelles par la Croix-Verte internationale avec des tenants de l'industrie de la transfusion de sang...

communication du docteur Pierre Casal sur « l'éthique qui doit réguler l'obtention, la préparation et l'utilisation du sang humain et de ses constituants ».

Moins dramatique qu'il y a trois ans, la situation n'en demeure pas moins très préoccupante aujourd'hui puisque les pays pauvres en fait en ont l'une de ses principales sources de devises et que les manœuvres insidieuses des sociétés de plasmaphérèse pour faire prospérer les caudres et augmenter la consommation des produits sanguins continuent, notamment en Afrique et en Asie.

La question est donc de savoir si on peut admettre moralement l'achat et la vente du sang, et si oui comment aménager ce commerce au mieux des intérêts de chacun et l'accommoder aux règles de la santé publique et de l'éthique médicale...

Du médecin de campagne au centre sanitaire rural

(Suite de la page 17.)

Si nous avons employé le terme d'hôpital du praticien, c'est pour bien en signaler les origines. Pour une quantité donnée de population, il y a une quantité proportionnelle de médecins; chacun de ceux-ci a accès à l'hôpital où il se rend avec un « sac » sous surveillance hospitalière. Son activité se partage désormais entre son cabinet, ses visites en ville et l'hôpital, où il se rend avec la fréquence qu'il a jugée nécessaire. Il est payé à l'acte et non plus comme jadis selon un forfait qui n'a pas de sens à cet égard et qui s'est montré paralysant; enfin, le médecin est domicilié à l'hôpital et est, comme chez lui, resté ou s'en est allé, changer de médecin, etc.

Pour qu'il ait encore un doute sur l'utilité d'une pareille organisation, la réponse a été apportée, sans la vouloir, aux derniers Entretiens de Bichat. Un colloque sur l'enfant et le village était présidé par un de nos grands pédiatres qui s'étonnait de trouver dans son service des enfants atteints de maladies bénignes et qui n'avaient rien à faire là, où l'on ne doit soigner que des cas graves ou difficiles. Cette réflexion, parfaitement justifiée, était la plus belle illustration d'un besoin médical non satisfait. Nos hôpitaux ont coûté des sommes considérables, ils sont dirigés par des chefs de services hyper-spécialisés. Conçus pour une navigation sanitaire, on comprend mal qu'il leur soit demandé aussi ce petit cabotage.

Les praticiens que nous sommes connaissons la variabilité des milieux familiaux. Nous savons qu'il existe

Le centre sanitaire

Le temps qui passait pendant que se déroulaient tous ces efforts permettait à d'autres organismes de naître, axes, axes, vers une plus grande efficacité du médecin praticien. C'est ainsi qu'est née la médecine de groupe, dont on ne peut plus contester les avantages, malgré les critiques qui n'ont pas manqué d'être opposées à son fondateur, le professeur Médélec.

D'autre part, dans un discours prononcé en 1972 par M. Marcellin, ministre de la Santé, devant la Fédération hospitalière de France, il était souligné que ces hôpitaux étaient mentaux à la disposition des praticiens des locaux pour faire leur cabinet et y centrer toute leur activité. Cela n'est qu'un vœu pieux, dans l'état actuel des bâtiments, qui sont rarement assez vastes pour cela. Mais il n'en avait pas moins marqué à la fois le comportement favorable du ministre et les

VAMPIRISME OU HUMANISME ?

Le monde entier manque de sang et de ses dérivés. Chaque année, la demande de plasma sanguin augmente et on estime pour 1976 à des dizaines de millions de litres les besoins mondiaux. Le don du sang, que préconisent la Croix-Rouge et nombre de transfusionnistes sanguins sans but lucratif, paraît pouvoir difficilement suffire à couvrir les besoins. La France semble, à cet égard, être un modèle à peu près unique au monde d'autonomie sans commerce, et de nombreuses sociétés commerciales, dans divers pays du monde, ont recouru au paiement de donneurs pour compléter les besoins. Mais l'énormité de ceux-ci, le prix de la main-d'œuvre et le montant de la rémunération, très élevés dans les pays à niveau de vie élevé, ont tout naturellement poussé les commerçants à se tourner, pour leur quête de sang et de plasma, vers les pays pauvres, où la main-d'œuvre est peu onéreuse, le don du sang à 1 dollar est une petite rente pour le donneur, où le consentement est peu éclairé, l'éducation, et où il est facile de tourner les normes lorsqu'elles existent. L'attente que l'ensemble de la plasmaphérèse vers les années 1980, modifié techniquement les données du problème.

notamment ont pris des mesures législatives pour réglementer l'import et l'export de produits de sang et de plasma sanguin. Les plasmaphérèses se sont ouvertes sur leur sol (on en compte deux cent cinquante en Amérique du Nord). Parallèlement, l'ensemble de l'Europe occidentale, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, s'est doté à prix élevé de quelques centres de plasmaphérèses.

Le péché originel

Cependant, le péché originel a marqué péjorativement une méthode, dont chacun s'accorde pourtant à reconnaître les mérites inséparables, puisque, par suite de la réinjection de ses globules rouges, les lymphocytes floraux dix à cinquante fois plus — selon l'intensité du pompage — de plasma que par la méthode classique du prélèvement de sang total, ce qui dans un contexte de pénurie, est important.

Le problème, compte tenu de ce manque mondial de sang et de plasma, n'est donc pas de réglementer la méthode et d'y reconnaître, mais de réglementer son utilisation de la façon la plus judicieuse pour l'intérêt de tous. A Genève, le groupe de travail international d'experts Croix-Rouge en transfusion sanguine a recommandé instamment que les ressources en plasma soient utilisées de façon régulière, en utilisant au maximum les éléments constitutifs du sang donné, tout en évitant les complications plasmaphériques pratiquées sous contrôle d'organisation à but non lucratif.

De gros débits

La plasmaphérèse est une méthode qui consiste, au moyen d'un appareillage coûteux et complexe, à prélever le sang sur autocoagulation, à séparer le plasma des globules rouges, lesquels sont retransfusés au donneur, tandis que le plasma est dirigé vers un centre de fractionnement. L'opération peut être répétée deux fois de suite et aboutit à l'obtention de 500 à 600 millilitres en une séance. Dans certains pays, à « gros débits », un centre de plasmaphérèse fonctionne avec 4 000 ou 6 000 donneurs attirés et rémunérés qui peuvent subir plusieurs plasmaphérèses par semaine et donner jusqu'à 10 litres de plasma en quarante jours. Bien qu'il soit extrêmement difficile d'obtenir des précisions auprès des intéressés, nous avons cru comprendre qu'un tel débit permettrait de rembourser un centre de plasmaphérèse en un an, puis de faire un profit impressionnant, même si, comme affirment les industriels, le traitement du sang et du plasma coûte très cher.

Tout ceci serait très bien à condition, évidemment, que le plasma soit totalement reconstruit. Or, les observations cliniques ne concordent pas à cet égard et les études de chercheurs ont remarqué une baisse notable du taux de protéines dans le plasma sanguin; cela peut apparaître supportable pour un homme en bonne santé qui donne son plasma sans excès, à une cadence régulière, mais peut être dangereux pour un malade qui donne trop de plasma, même si des compensations en protéines lui sont administrées à la fin de ces séances.

D'autre part, la méthode n'est utilisée que depuis dix à quinze ans et on ignore les effets à long terme de ces prélèvements sur le corps humain, l'espérance de vie, etc.

Les mauvaises conditions dans lesquelles se sont effectuées, dans le passé, ces plasmaphérèses ont provoqué des réactions violentes et des interdictions, mais et surtout dans beaucoup de pays du tiers monde, en particulier de l'Amérique latine, où le trafic vers l'Amérique du Nord avait été particulièrement scandaleux. Depuis 1972, les Etats-Unis

C'est aussi l'avis du docteur Casal (Centre de Transfusion de sang de Montpellier) qui doit défendre ce point de vue. L'agression de la plasmaphérèse ne se justifie que lorsqu'elle est suivie d'un traitement par des médicaments à direction médicale, sans but lucratif, financièrement autonome, agréés et contrôlés par l'Etat. Il demande aussi que soient élaborées des législations ou réglementations « sans faille ».

D'autre part, le docteur Casal fait remarquer que le profit augmentant avec la production, tout système basé sur le profit tend à défendre ce point de vue. L'agression de la plasmaphérèse ne se justifie que lorsqu'elle est suivie d'un traitement par des médicaments à direction médicale, sans but lucratif, financièrement autonome, agréés et contrôlés par l'Etat.

Un jeune garçon, champion de Lyonais minime de course à pied, et dont il faut opérer la cheville après trois ans de traitement (pour une prétendue touille) par un rebouteux.

Une femme « manipulée » pendant quinze jours après une chute de cheval par un chiropracteur qui « avait attentivement examiné ses radiographies », mais n'avait pas décelé les fractures vertébrales évidentes des apophyses vertébrales qu'elle révélait, et cela en dépit de l'aggravation manifeste provoquée par ses manœuvres.

Une rupture du tendon d'Achille (exigence une suture précoce) chez un joueur de boules, qu'un chiropracteur (de « méthodes » ostéopatiques) traite pendant plus de trois semaines par des manipulations vertébrales.

Une fracture du pied, chez une fille de onze ans, traitée pendant trois mois par des massages et l'application d'emplâtre.

Devant de tels exemples, M. Depassio a en la curiosité de mettre lui-même à l'épreuve la compétence de deux des plus célèbres chiropracteurs de Lyon, « ceux dont le talent et le mérite sont régulièrement glorifiés par une certaine presse, alors que chaque jour sont constatés, et si possible réparés, les erreurs et les préjudices dont ils sont les responsables ».

Le jeune médecin, transformé en faux malade, se fait munir de radiographies et explique avec une hâte extrême de précieuses les symptômes correspondant au diagnostic de ces radiographies, censées être les siennes.

Pour une fracture nette du poignet, une série de massages, manœuvres, et « remise en place » de

Masser un cancer...

Et tout cela n'est rien comparé à ce qu'il advint d'un « patient » numéro quatre, pour lequel furent consultés deux ostéopathes célèbres, dont un exerçait en groupe, et deux « docteurs en chiropraxie » diplômés l'un d'entre-Manche et l'autre d'outre-Atlantique.

Descrivant une douleur typique de la cuisse gauche, douleur tenace, fixe, essentiellement nocturne, éclairée par une radiographie hélas tout aussi typique d'ostéosarcome (cancer) du

« L'expérience mondiale, et c'est compréhensible, montre que la plasmaphérèse intensive sur une large échelle n'est pas réalisable par le bénéficiaire », déclare notamment le docteur Grobelaar (Afrique du Sud) chargé d'un rapport sur les pays en voie de développement.

Les participants de la Croix-Verte internationale ayant dans l'ensemble admis ce point de vue, ont en conséquence souhaité le développement de la plasmaphérèse et de la réinjection des donneurs de sang et de plasma peuvent coexister dans un même pays, recommandant que tous les pays soient encouragés à établir des programmes de plasmaphérèse « bien réglementés » (contrôle et surveillance de la santé du donneur; nombre de séances et de prélèvements plafonnés notamment) que les efforts se tournent en priorité vers les collectivités et le bénéficiaire mais que, en cas d'échec, ils puissent s'orienter vers les milieux commerciaux; que les pays tentent de s'organiser avec leurs propres ressources, mais que s'ils n'y parviennent pas, ils soient encouragés à rechercher l'assistance d'experts commerciaux indépendants sur la base d'une coopération éthique et équitable pour les deux parties; et enfin que des recherches soient entreprises sur les répercussions à court et long terme sur la santé du donneur de ces méthodes.

Obligés de s'amadouer pour survivre, les sociétés commerciales qui prétendent avoir tout « vouloir alléger la souffrance humaine prévenir les maladies et sauver

des vies humaines » ont fait de gros efforts louables, mais tardifs. Il n'en demeure cependant pas moins qu'un nombre de questions fondamentales demeurent: est-il moral de tirer profit d'un produit d'origine humaine? Le développement de la plasmaphérèse est-il réellement une priorité dans le tiers-monde? La logique et la morale, comme l'a souligné récemment le représentant pour la Norvège de l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) ne devraient-elles pas exiger que le transfert du sang effectués dans l'autre sens, des pays développés vers les pays en voie de développement? Y a-t-il un intérêt autre qu'économique pour le donneur? La pénurie de plasma donne-t-elle tous les droits? Pourquoi y a-t-il si peu de recherches et d'expérimentation animale sur les effets à court et à long terme? Combien de personnes auraient réellement leur vie mise en danger par la suspension de la plasmaphérèse? Est-il vraiment nécessaire de développer celle-ci ou crée-t-on artificiellement des besoins? Les motivations de ces sociétés ne sont-elles pas sans rapport avec les motivations et les ambitions des sociétés de fabrication industrielle de lait qui s'intéressent à l'allaitement artificiel des enfants du tiers-monde (le Monde du 15 octobre). La santé est-elle toujours première servie?

Vampires ou humanitaires? Si les deux, et c'est bien toute l'ambiguïté.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(1) La Croix-Verte internationale est un organisme sans but lucratif à vocation humanitaire, essentiellement tourné vers la médecine préventive et l'éducation sanitaire; il est financé par des groupes plasmaphériques.

DEUX THÈSES SUR LES GUÉRISSEURS

(Suite de la page 17.)

Les dangers que présentent pour la santé publique les agissements des rebouteux, qu'ils soient ou non docteurs en chiropraxie, apparaissent pourtant dans toute leur ampleur tout au long de l'enquête du docteur Depassio.

Un jeune garçon, champion de Lyonais minime de course à pied, et dont il faut opérer la cheville après trois ans de traitement (pour une prétendue touille) par un rebouteux.

Une femme « manipulée » pendant quinze jours après une chute de cheval par un chiropracteur qui « avait attentivement examiné ses radiographies », mais n'avait pas décelé les fractures vertébrales évidentes des apophyses vertébrales qu'elle révélait, et cela en dépit de l'aggravation manifeste provoquée par ses manœuvres.

Une rupture du tendon d'Achille (exigence une suture précoce) chez un joueur de boules, qu'un chiropracteur (de « méthodes » ostéopatiques) traite pendant plus de trois semaines par des manipulations vertébrales.

Une fracture du pied, chez une fille de onze ans, traitée pendant trois mois par des massages et l'application d'emplâtre.

Devant de tels exemples, M. Depassio a en la curiosité de mettre lui-même à l'épreuve la compétence de deux des plus célèbres chiropracteurs de Lyon, « ceux dont le talent et le mérite sont régulièrement glorifiés par une certaine presse, alors que chaque jour sont constatés, et si possible réparés, les erreurs et les préjudices dont ils sont les responsables ».

Le jeune médecin, transformé en faux malade, se fait munir de radiographies et explique avec une hâte extrême de précieuses les symptômes correspondant au diagnostic de ces radiographies, censées être les siennes.

Pour une fracture nette du poignet, une série de massages, manœuvres, et « remise en place » de

Masser un cancer...

Et tout cela n'est rien comparé à ce qu'il advint d'un « patient » numéro quatre, pour lequel furent consultés deux ostéopathes célèbres, dont un exerçait en groupe, et deux « docteurs en chiropraxie » diplômés l'un d'entre-Manche et l'autre d'outre-Atlantique.

Descrivant une douleur typique de la cuisse gauche, douleur tenace, fixe, essentiellement nocturne, éclairée par une radiographie hélas tout aussi typique d'ostéosarcome (cancer) du

tendon, après un diagnostic de phalange déplacée, donne une idée de la compétence du spécialiste éminent consulté à trois reprises.

Pour le même symptôme, il s'agit chez un second chiropracteur du « déplacement de deux petits os qui forment le nerf », pour un troisième, « un blocage du quatrième de la tête du radius, négligé dans l'acte usuel ». De 35 à 60 francs la séance, et les séances doivent être fréquentes pour être efficaces, l'infirmité définitive paraît assurée, à charge pour le collectivité de payer ensuite une rente d'invalidité permanente.

Un constat d'autant plus intéressant que les techniques des chiropracteurs sont enseignées à l'école de médecine dans les écoles de médecine de médecine physique et de rhumatologie, que l'utilité peut être évidente de qu'elles sont bien employées par des médecins et que l'ignorance publique — comme celle de beaucoup de praticiens — font que nous et les autres ne réalisons qu'imparfaitement la portée qu'constitue leur exercice (ilg relevé du « pire charlatanisme » (3)).

Un exercice hautement érudite et dont le lauréat des séries compétentes favorise la diffusion au grand détriment de la santé publique.

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE

(3) Les pratiques des ostéopathes chiropracteurs et rebouteux, même s'ils échouent de temps en temps, étrangers, tombent sur le coup de l'article 1. 372 du code de la santé publique. La loi est violée en ce sens, mais son application ne fait l'objet d'aucune surveillance. Le fait qu'un praticien présente M. Depassio en 1969, pour la première fois, n'a pas été voté.

UN LIVRE À LIRE!

TERRE, PLANÈTE MEURTRIE

Une hypothèse de travail pluridisciplinaire sur l'évolution de la Terre. Livre jugé « très intéressant » par M. L. Louis Caplain, Pr. à la Sorbonne; Louis Armand, Pasteur Valéry-Radot, Jean Rogstad, de l'Institut.

22 pages, 36 dessins — 34,50 F Ed. LA PENSÉE UNIVERSITAIRE, en Librairie.

J. HADAMARD Essai sur la psychologie de l'invention dans le domaine mathématique Coll. "Discours de la méthode" GAUTHIER-VILLARS 26 F

MÉDECINS-CONSEILS DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE Temps plein - Sécurité d'emploi Retraite des cadres de la Mutualité sociale agricole Concours sur épreuves le 5 janvier 1976, ouvert à tous médecins âgés de moins de 50 ans. Adresser les candidatures avant le 5 décembre 1975 au Ministère de l'Agriculture, Direction des Affaires Sociales, Bureau DAS 12, 78, rue de Vanves, 75700 Paris. Pour tous renseignements complémentaires se mettre en rapport avec l'Union des Cadres Centraux de la Mutualité Agricole, Département Médical, 8-10, rue d'Asson, 75380 Paris Cedex 08.

Economie du système de santé DUNOD 96 F

TERRE, PLANÈTE MEURTRIE de J.R. Trépoignant Une hypothèse de travail pluridisciplinaire sur l'évolution de la Terre. Livre jugé « très intéressant » par M. L. Louis Caplain, Pr. à la Sorbonne; Louis Armand, Pasteur Valéry-Radot, Jean Rogstad, de l'Institut. 22 pages, 36 dessins — 34,50 F Ed. LA PENSÉE UNIVERSITAIRE, en Librairie.

Handwritten note: 150

ARRMEE

PRIVE

DE LA MED...
in de camp...
sanitaire

LA CRÉATION D'UN NOUVEAU SYNDICAT ÉTUDIANT EST RETARDÉE

M. Antoine Bour, secrétaire national du Mouvement d'action de recherche critique (MARC), proche de la C.F.D.T., a annoncé, mardi 17 décembre, la constitution d'un Collectif national d'initiative de laction (CNIL), qui doit permettre au MARC de se dépasser en élargissant son audience pour aboutir à un syndicat étudiant de masse.

Les efforts du MARC en ce sens étaient appuyés depuis quelques mois non seulement par la jeunesse confessionnelle comme la jeunesse chrétienne, et par des mouvements politiques tels que les étudiants socialistes du C.F.D.T. mais par divers mouvements confessionnels comme la jeunesse chrétienne, et par des mouvements politiques tels que les étudiants socialistes du C.F.D.T. Des difficultés étaient apparues avec les étudiants socialistes qui ont de leur côté lancé le C.E.S.T. (Comité étudiant pour un syndicat des étudiants de France) (Le Monde du 11 novembre). Ceux-ci ont pris comme avantage leurs distances, estimant dans un document daté du 12 novembre que la situation actuelle ne leur permettait pas d'« envisager la recherche de l'unité en matière de syndicat étudiant dans le CNIL ». Ils espèrent néanmoins, lors des prochaines élections universitaires, « parvenir à constituer des listes communes » avec le MARC.

Cette semi-rupture, assortie d'une proposition d'alliance électorale, illustre les difficultés de la création d'un syndicat étudiant en dehors des deux UNEF.

Une centaine de parents d'élèves ont occupé, lundi 17 et mardi 18, le groupe scolaire (classes primaires et maternelles), de Rolsy (Seine-et-Marne), pour protester contre l'insuffisance des locaux, et réclamer notamment la construction d'un collège d'enseignement secondaire permettant d'accueillir leurs enfants à partir de la sixième.

L'université de Corte ouvrirait le 1^{er} octobre 1978

annonce M. Pascal Arrighi
De notre correspondant

Alacio. — Je refuse les expressions d'université au rebels ou de centre-croquis. Je ne présiderais pas un seul instant une université qui, au fur et à mesure de son avancement et de son développement, n'aurait pas acquis année par année ses trois cycles d'enseignement.

Cette déclaration faite lundi 17 novembre à la mairie de Corte par M. Pascal Arrighi, nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux universités publié au Journal officiel du 7 novembre, président de l'université de Corse, et ancien député (I.D.R.) de la Corse, a été faite de nature à apaiser les inquiétudes de ceux qui veulent une université complète, pluridisciplinaire et dérogatoire à la loi d'orientation de 1968. Il n'en a rien été. Des jeunes gens, dont des jeunes de Corte en grève, ont, en effet, pris à partie M. Arrighi, et des bagarres ont éclaté. Des cris de : « Omission ! » ont été poussés à l'adresse de M. Arrighi, et quelques coups se sont échangés devant lui.

Vous déshonorez la Corse », a lancé aux manifestants M. Michel Pieroni, maire de Corte (indépendant). « Sortez d'ici, je ne veux plus vous voir. Le calme est rapidement revenu.

Que sera donc cette université de

ÉDUCATION

M. MICHEL GUILLOU ÉLU PRÉSIDENT DE PARIS-XII

M. Michel Guillou, professeur d'émergence, a été élu président de l'université Paris-Val-de-Marne (Paris-XII) par 40 voix contre 31 à M. Yoland Bresson, directeur de l'I.U.R. de sciences économiques. Il succède à M. Jean-Louis Beaumont.

Il est le 8 septembre 1968 à Beauséjour (Paris). M. Michel Guillou est ingénieur de l'École supérieure d'électricité et docteur en sciences physiques ; il a travaillé en 1968 une thèse sur les transports ioniques dans les membranes échangeuses d'ions. Ingénieur à la direction des études et recherches d'électricité de France de 1968 à 1969, il est entré au département de l'Institut universitaire de technologie de Beauséjour en 1969 et 1970, il est devenu ensuite directeur de l'I.U.R. de Dakar (Sénégal) puis de celui de Cordat (uniquement Paris-Val-de-Marne). Depuis décembre 1974, il était chargé de mission pour l'enseignement supérieur et la recherche à la direction des affaires culturelles et sociales du ministère de la coopération.

COLLECTION N
nouveau
TECHNIQUES DE L'EXPRESSION ET DE LA COMMUNICATION 28,00 F
P. JEFFROY, L.R. PLAZOLLES
Description et structure des diverses sortes de messages. Méthodes pratiques pour l'expression orale et écrite.

En vente chez votre Libraire
FERNAND NATHAN
9, rue Méchain 75014 PARIS

DEMOCRATIE ET UNIVERSITÉ
mouvement associé au Parti Socialiste

RENCONTRE NATIONALE SUR LES UNIVERSITÉS
AMIS - 29 et 30 novembre 1975

- Bilan de la loi d'orientation
- La gauche et l'économie
- Les universités et la crise
- La gauche et la formation professionnelle dans les universités

avec la participation de :
- J.-Y. LAFAY, M. CRESSON, G. DELFAU, M. EYRIE, R. QUILLIOT, L. DE FENEC, L. MEXANDREAU et L. TAUDEL, du Parti socialiste ;
- M. BERNADET, M. DEVEZ, P. LEROY, R. PERREZ et E. THOUVENIN, présidents d'université ;
- G. CAROUE, M. DEBEAUVAIS, D. VAUDIAUX, G. LACHENAUD et J.-L. FIDON, spécialistes de l'enseignement supérieur.

Renseignements : Démocratie et Université, 25, rue du Louvre, 75001 PARIS.

SKI JEUNES

VACANCES NOEL NOUVEL AN FEVERIER à partir de 13 ans

- VAL D'ISERE
- LES ARCS
- ZERMATT
- ST. ANTON
- EN ARLBURG

(Voyages accompagnés de Paris à Paris)

VOYAGES LINGUISTIQUES SCOLAIRES
2, rue Washington 75008 - PARIS
Tél. 359.72.54

(PUBLICITE)

A L'APPEL DE L'U.N.E.F.

- pour mettre en échec les mesures SOISSON.
- pour développer les luttes étudiantes.
- pour le succès des élections universitaires.

RASSEMBLEMENT DES ÉTUDIANTS PARISIENS
MUTUALITÉ : MERCREDI 19 NOVEMBRE (ouverture des portes dès 20 heures)
avec RENÉ MAURICE, Président de l'U.N.E.F.
partis artistique : Jacques HIGELIN
Entrée libre.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

ARMÉE — PATRON

Dès septembre 1974, les manifestations de Dragage puis celles de Karlsruhe et de Ventim ont mis en lumière les revendications matérielles des appelés du contingent. L'annonce récente de la création d'une section syndicale d'appelés à Besançon révèle un aspect très différent de la situation des appelés : le droit à l'organisation et à l'expression, mais aussi la nature des rapports entre hiérarchie militaire et contingent.

Dans ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, Pierre Fuje dénonce l'agitation dans l'armée qui a débouché sur la contestation politique et note que « bien des militaires du contingent peu avisés des procédés de la subversion se trouvent pas perdus ». Pierre Fuje affirme : « M. Giscard d'Estaing se faisait fort de désamorcer la contestation chez les militaires en apportant des améliorations à leur condition matérielle. Ces améliorations étaient dans bien des cas nécessaires, assurément, mais il était erroné d'y voir le remède ou « matière » de l'armée. Le pouvoir ne pourra venir à bout d'une entreprise systématique de subversion sans faire le procès des idées qui remettent en cause la hiérarchie, dont l'armée a précisément pour mission d'assurer la sécurité ».

Pour Philippe Laubreaux, « il n'y a que le premier pas qui compte ». Il constate dans POLITIQUE-HEBDO : « Si la population a été convaincue qu'il était loisible aux soldats d'améliorer leur condition matérielle, elle peut tout aussi facilement comprendre leur soit d'avoir une organisation à eux qui prenne en charge la défense de leurs intérêts. En défini-

five, n'en déplaise aux criardes de Bigard et consorts, c'est la lutte du peuple qui française. Et Giscard le sait bien, qui veut, au moins dans un certain nombre de domaines. Avec retard, mais qui est ».

Sous le titre « Les colères du père Bigard : sa dernière bataille », l'éditorialiste de ROUGE, trotskiste, estime que l'initiative et la demande des appelés du contingent de Besançon « montrent clairement que, pour les soldats en lutte, la bataille pour le syndicat et la bataille pour le renforcement de leurs liens avec le mouvement ouvrier sont un seul et même combat. Voilà qui met en lumière le caractère contradictoire inséparable des directions ouvrières qui, tout en prétendant soutenir fermement les soldats en lutte pour leurs droits, ont dénoncé l'initiative des directions ouvrières et la soutien que leur a apporté l'U.L.-C.F.D.T. ».

Georges Yverres, dans TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U., définit les appelés comme des « travailleurs sous-payés, dépourvus du droit constitutionnel d'association, soustraits par la crise au chômage à leur sortie de l'armée ». Il voit en outre « une évolution du P.C. et du P.S. » sous l'influence du « mouvement de masse des soldats et aussi sous celui des militants » propres de ces partis.

Jean-Loup Reveret qualifie toutefois dans FINITE, hebdomadaire du parti socialiste, l'initiative prise à Besançon de « brusquée », d'autant que « les militaires semblent, dans une certaine mesure, prêts à voir l'armée dialoguer avec la population ». Tel, par exemple, le général Legarde dit à l'hebdomadaire retient ces propos tenu devant dix soldats du 8^e dragons de Morhange : « Vous avez autour de cette table un certain nombre de militaires qui, s'ils le voulaient et au vu de leurs très intéressantes, pourraient doubler leur soldat demain en passant dans le privé. En conclusion, messieurs, j'aimerais que vous reteniez ceci : quel que vous fussiez et où que vous étiez, dans la vie que vous attendez, contactez le P.-D.G. de votre entreprise ne viendra vous rencontrer pour une « table ronde » comme je l'ai fait aujourd'hui ici ».

L. Durand, dans LA VIE CAPITALISTE, complète ces propos

du général Legarde : « C'en est une autre — tout aussi essentielle que d'avoir une armée conventionnelle, parfaitement adaptée aux risques d'une intervention localisée. Il est normal — et je n'y emploie — que cette armée, c'est-à-dire essentiellement les appelés, ait plus de liberté d'expression, plus de confort qu'il y a quelques années encore. Mais, au risque de me répéter, je dis non à la démagogie ».

Évoquant « les symboles de la croix en l'air », Dominique de Montvalon note dans LE POINT que « l'extrême gauche anime l'agitation, elle sent dans le contingent deux types de mouvements différents, d'inégale importance ».

Après les avoir énumérés, il constate : « Un temps, des militants communistes et socialistes participaient à ces comités : aujourd'hui, à certains d'entre eux le tout au plus, c'est sans l'aval de leurs dirigeants nationaux ».

Bernard Guetta relève dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR : « semaine, on avait balancé entre la temporisation, prônée par Yvon Bourgeois, et l'expression brutale, exigée par Marcel Bigard. En dernier ressort, c'est la gauche qui a tranché. »

« La gauche, on plutôt le dévouement humain qu'elle a infligé à l'initiative des appelés de Besançon (...). L'affaire de Besançon, une course de vitesse, le s'engager à l'extrême gauche, dont l'enjeu est le contrôle du mouvement des appelés. Cela ne peut que développer la contestation dans les casernes, et précipiter la réunion, prévue depuis plusieurs mois, des « états généraux » des comités de soldats ».

CHARLIE-HEBDO tranche : « La gauche et la droite sont bien d'accord, et même l'extrême gauche. Pour faire la réclamation ou pour l'écarter, il faut une armée forte, disciplinée, implacable, aux chefs choisis, aux consorts musclés. » — A. Ch.

COLLECTION N
nouveau
INITIATION A LA LINGUISTIQUE ... 32,00 F
C. BAYLON, P. FAURE
Un livre simple qui tient compte des derniers développements de cette science pilote qu'est la linguistique.

En vente chez votre Libraire
FERNAND NATHAN
9, rue Méchain 75014 PARIS

COLLÈGE PRIVÉ MIXTE
enseignement secondaire de LOURDOUX ST-MICHEL - 36140
Centre Culturel Européen, 400 m. alt., fondé en 1840, téléphone 30-35-62
6^e à TER, A, B, C, D, G. Maths Sup. Lettres Sup. Pédagogie moderne
Quinze élèves par classe - Sports (natation, équitation, karaté)

La Commodore GL 996 R

dans sa catégorie c'est la moins chère **173^F** TTC



- 4 fonctions, constante automatique
- logique algébrique
- pourcentage direct
- facteur d'échange
- grosses touches, faciles à utiliser
- 8 chiffres verts très lumineux, avec virgule flottante
- rechargeable

livré avec adaptateur pour utilisation sur secteur 230 V

Vous trouverez les modèles Commodore aux Nouvelles Galeries, Galeries Lafayette, à La Redoute, dans les magasins spécialisés, les drugstores, à Lamartine 16, chez Duriez et à Expo Bureau G.

Bon de commande à découper et à renvoyer à Commodore France S.A., Zone industrielle départementale lot M 14 - 06510 Carros.
Tél. 08.11.52 - télex : 970 506 F

Nom _____ Prénom _____ MI
Adresse _____

Veuillez m'adresser* Commodore GL 996 R.
Je joins mon règlement 175 F par machine Commodore soit au total _____ par chèque bancaire C.C.P. quantité.

Commodore : vous pouvez compter dessus.

La Commodore GL 997 R

dans sa catégorie c'est la moins chère **195^F** TTC



- 8 chiffres verts très lumineux, avec virgule flottante
- 4 fonctions, constante automatique
- pourcentage direct
- facteur d'échange
- logique algébrique
- mémoire positive - mémoire négative
- rechargeable

livré avec adaptateur pour utilisation sur secteur 230 V

Vous trouverez les modèles Commodore aux Nouvelles Galeries, Galeries Lafayette, à La Redoute, dans les magasins spécialisés, les drugstores, à Lamartine 16, chez Duriez et à Expo Bureau G.

Bon de commande à découper et à renvoyer à Commodore France S.A., Zone industrielle départementale lot M 14 - 06510 Carros.
Tél. 08.11.52 - télex : 970 506 F

Nom _____ Prénom _____ MI
Adresse _____

Veuillez m'adresser* Commodore GL 997 R.
Je joins mon règlement 195 F par machine Commodore soit au total _____ par chèque bancaire C.C.P. quantité.

Commodore : vous pouvez compter dessus.

La Commodore SR 7919

dans sa catégorie c'est la moins chère **225^F** TTC



- fonctionné sur piles
- 8 chiffres ou 5 + 2 exponentiels
- logique algébrique
- mémoire fixe - y - log
- log - x - x - 1/x - x

L'adaptateur en plus 29 F TTC pour utilisation sur secteur 230 V

Vous trouverez les modèles Commodore aux Nouvelles Galeries, Galeries Lafayette, à La Redoute, dans les magasins spécialisés, les drugstores, à Lamartine 16, chez Duriez et à Expo Bureau G.

Bon de commande à découper et à renvoyer à Commodore France S.A., Zone industrielle départementale lot M 14 - 06510 Carros.
Tél. 08.11.52 - télex : 970 506 F

Nom _____ Prénom _____ MI
Adresse _____

Veuillez m'adresser* Commodore SR 7919.
Je joins mon règlement 225 F par machine Commodore soit au total _____ par chèque bancaire C.C.P. quantité.

Commodore : vous pouvez compter dessus.

La Commodore SR 4148

dans sa catégorie c'est la moins chère **495^F** TTC



- tableaux lumineux de 14 chiffres
- logique algébrique
- 2 mémoires indépendantes
- touches spéciales de crochets-parenthèses
- moyenne et déviation étalon
- conversion de coordonnées polaires en coordonnées rectangulaires
- touches de log - statistiques
- trigonométrique - puissances série
- rechargeable

livré avec adaptateur pour utilisation sur secteur 230 V

Vous trouverez les modèles Commodore aux Nouvelles Galeries, Galeries Lafayette, à La Redoute, dans les magasins spécialisés, les drugstores, à Lamartine 16, chez Duriez et à Expo Bureau G.

Bon de commande à découper et à renvoyer à Commodore France S.A., Zone industrielle départementale lot M 14 - 06510 Carros.
Tél. 08.11.52 - télex : 970 506 F

Nom _____ Prénom _____ MI
Adresse _____

Veuillez m'adresser* Commodore SR 4148.
Je joins mon règlement 495 F par machine Commodore soit au total _____ par chèque bancaire C.C.P. quantité.

Commodore : vous pouvez compter dessus.

ARTS ET SPECTACLES

le miroir festivals



LA FOULE DE CHAILLOT

On s'est retrouvé sur le tapis du Trocadéro, fatigué, huri, quatre heures après avoir entré dans le Théâtre national de Chaillot, quand, légèrement ivre de l'excitation qui précède les grandes soirées, on a vu venir son âme aux propositions (un bleu, un blanc, un rouge, pour le cinéma français), les vedettes, aux photographes et autres auteurs d'atmosphères. On les a vus arriver, acteurs réalisateurs, sur ce gala d'ouverture du Festival international cinématographique de Paris, auquel assistaient M. Michel Ley, secrétaire d'Etat à la Culture, M. Giscard d'Estaing, ayant finalement décliné l'invitation (« le Monde » du 11 novembre). Il pleuvait un peu, il y avait quelques vieilles dames très repeintes, ce n'était pas Hollywood. Dans la foule, on reconnaissait cependant nos stars : Delon en T-shirt blanc, Bérénice Bejo en Lino Ventura.

On a cherché en vain une phrase juste pour le représenter. Jean-Claude Brialy, d'une familiarité un peu gauche, a parlé de « cinéma d'auteur », de « liberté », sans faire référence à la crise du cinéma. On avait les personnalités qui étaient dans la salle : Joseph Bessy, Rex Harrison, Roman Polanski, Charles Vanel, Arletty, les frères Frévert. Et puis, on a passé au montage consacré à Gérard Philipe, et là c'était un hommage un peu triste : une suite de plans fixes, une photo à la fois, quand il serait fallu à vic, le mouvement.

Après, on a enregistré une grande ovation, une Jeanne Moreau, présidente du Festival, qui portait en Californie à Jean Renoir. Encore quelques coups de chapeau et l'on a appris qu'il y aurait pas de « photo de famille » à cause des absents. C'était une allusion, rapide et discrète, à la manifestation qui avait réuni quelque cinq cents personnes, une heure auparavant, pour la « défense du cinéma français ».

ACTION REPUBLIQUE 15, rue du Fg-du-Temple (117) 805-51-33. L'INEFFABLE CLASSE DE LA COMEDIE DE LA MUSIQUE! M. American à Paris. KELLY CARON LEON SQUERBY ROSE

Musique

« La Walkyrie » de Toulouse à Bordeaux

Déception à Toulouse dans la mesure où la nouvelle production de la Walkyrie — réalisée conjointement avec le Grand Théâtre de Bordeaux, qui l'accueille à partir du 21 — a laissé sur leur faim, sinon les habitués, usuellement enthousiastes, du moins ceux qui étaient venus, attirés par la qualité de la distribution et les espoirs que fait naître la collaboration de deux théâtres voisins.

Les décors d'André Acquart font un large usage des échafaudages en lignes courbes et de la toile ondulée; cette dernière un peu trop sonore par instants. Certains éléments, ainsi que les costumes, permettent de situer l'action à une époque mythique, relativement récente : vraisemblablement quelques années après Jésus-Christ. Il y a quelques innovations : ainsi ce n'est plus la porte d'une cabane qui s'ouvre pour laisser entrer le printemps ou pour laisser entrer le printemps ou pour laisser entrer le printemps.

Pourtant une direction d'acteurs trop sommaire et des rôles aussi peu caractérisés que celle consistant à faire traverser toute la largeur de la scène à Brunehilde d'un échafaudage sur l'autre pendant le prélude orchestral de l'annus domini ne permettent pas de se faire une opinion exacte sur le talent de J. Lussanoy.

C'est ce dernier qui figurait en tête de l'affiche du Capitole, mais il semble qu'il ait eu le temps de perdre un peu de ses moyens : l'intonation n'est pas toujours exacte et il dramatise certaines phrases, qu'il faut entendre en ligne musicale. Exception faite de T. Franc,

Jean Lussanoy dans sa mise en scène fait preuve des mêmes préférences : « éloges de la brutalité », « préhistorique » si souvent associée à l'époque préhistorique, virement humains de la Téléologie.

Le spectacle ne cherche ni la commémoration ni la reconstruction. * Metz, jusqu'au 21 novembre, puis tournée en Lorraine.

Théâtre

« Pourtant le soleil est là », par le T.P.L.

La guerre, l'occupation, l'annexion de la Lorraine. Près de Metz, au camp de Queuleu, étaient incarcérés ceux qui ne répondaient aux normes en vigueur, ceux qui les refusaient, les résistants. Jean Burger, dit Maxio, avait organisé un réseau. Il a été tué. Son frère, aujourd'hui médecin et qui l'avait accompagné dans ce combat, a écrit un livre.

Ce sont des visages de comédiens qui surgissent de la nuit, pris par le rayon d'un projecteur, dans un décor où quelques signes, quelques barbelés blanchis, quelques briques creuses, figurent le camp. C'est la porte du théâtre qui s'ouvre sur une rue de Metz avec ses lampadaires, ses voitures d'aujourd'hui. Seul le théâtre — espace scénique, le merveilleusement utilisé — peut superposer deux époques, deux réalités et désigner ainsi les liens qui les réunissent. Aucun thème n'est plus fort que la simple vérité historique pour un type de théâtre d'intervention, qui doit être léger, mobile, frappant.

A partir de cette étude historique, des archives des journaux et de celles de la R.F.C., le Théâtre populaire de Lorraine offre des images de nuit. Nuits alourdies de peur, transpercées de violences fulgurantes; nuits de rêves glacés, de cauchemars brûlants; longues nuits tendues vers l'impossible; chaque minute de la vie arrachée au danger, et les rêves malgré tout; la chaleur de l'action acharnée, et les sens en éveil; l'horrible solitude de l'homme au destin arrêté par des soldats pour qui il n'existe déjà plus.

Longues nuits d'attente dans les cellules du camp de Queuleu, les nuits tendues, l'énergie concentrée pour gagner sur le souffrance une minute après l'autre, la seule manière de dire non aux vainqueurs provisoires.

Pourtant le soleil est là est un hommage rendu par le T.P.L. aux victimes du fascisme, mais le spectacle ne cherche ni la commémoration ni la reconstruction.

COLETTE GODARD. * Metz, jusqu'au 21 novembre, puis tournée en Lorraine.

« W.W. and the Dixie Dancekings »

C'est frais, sympathique et gentiment « rétro ». 1957 : la nuit des temps. A cette époque, Nashville, patrie de la « country music » découvrait le rock'n'roll. Il y avait encore en Amérique des filles vierges et des pasteurs qui croyaient au diable. Les voyous eux-mêmes avaient le cœur sur le malin et, quand ils dévalaient une banque, ils laissaient un pourboire au pompiste.

« Quand la ville s'éveille »

Ami et interprète de Jean-Pierre Méville, le comédien Pierre Grasset avait écrit pour lui le scénario de Quand la ville s'éveille. Méville étant mort, il l'a réalisé lui-même. C'est un hommage pieux, un film qui se veut résolument mévilien, une histoire rappelant Deux hommes dans Manhattan et le docteur Sottile. Hold-on, journalistes et gangsters, amitiés viriles, paysages urbains, c'est un tragique des « vrais hommes »; tout y est, sauf l'essentiel : le mécanisme rigoureux du récit, l'atmosphère entre chien et loup de la série noire façon Méville et l'épaisseur humaine des personnages.

« Leur dernière parole »

Le cinéma bulgare a toujours été fortement tributaire du cinéma soviétique, et particulièrement du cinéma des années 20 et 30 : goût de la composition plastique, effets de cadrage et de montage, romantisme révolutionnaire. Leur dernière parole, de Binka Jellazkova, ne démentira pas cette filiation naturelle, dénuée de toute servilité, même si la référence nous ramène cette fois directement au must soviétique, à Eisenstein et à Poudovkine.

Expositions

(Suite de la première page.) L'Angelus, Millet? Rien à tirer de ce côté-là, même si, nous y viendrons, Folon est un esprit religieux, à sa manière, qui n'est pas celle de Millet. Ah! un détail qui a son importance : Folon a fait des études d'architecture, et je ne suis pas le premier à faire remarquer que le petit homme qui trotte désespérément, chapeau en tête, sur-nol en poche, dans le désert minéral de Folon, c'est Charlot, c'est l'étranger, le petit homme d'Europe qui arrive pour la première fois aux Etats-Unis, que c'est encore le promoteur, de Simonon, ou l'esclave égaré dans les ruines et les prisons de Pologne, mais que c'est aussi ce petit personnage anonyme qui indique l'échelle dans les projets et les maquettes des architectes.

Folon à Genève

enseigner, sinon que, dans le monde tel qu'il va, l'architecte n'est pas un homme libre et que la bonne architecture est peut-être impossible? Ce n'est pas tout. Qu'est-ce que l'architecture? Un dialogue avec l'espace, dialogue toujours très périlleux et aujourd'hui d'autant plus que l'on demande à l'architecte de construire des surfaces, des volumes immergés devant un espace profiquement infini. C'est l'histoire du chêne et du roseau. La maison n'est plus l'abri, le silence, cette ponctuation d'étoiles, ce petit village occupé, observé par l'horizon, où Folon a chéri sa retraite, elle est devenue le chêne qui agit désespérément ses bras dans le vide et que l'orage emportera.

« Leur dernière parole »

Volé ce que disaient « la Mort d'un arbre », les couvertures fameuses du « New-Yorker » ou les affiches d'Olivetti. Voilà ce que disent, avec beaucoup d'éloquence, malgré des formats parfois un peu grands, les aquarelles d'aujourd'hui. « Un matin », « Demain », « Un pays lointain », « City face », « Seul », « le Cri », presque toutes offrent la même perspective de grands pays muets où les étoiles prennent la forme de tours, où la liberté n'est plus qu'une bulle prête à crever dans l'espace, avec le chapeau, le visage impénétrable, et, dilaté en papillères immense, l'œil du petit homme qui nous regarde du fond de l'horizon.

MERCREDI en version originale ELYSEES LINCOLN — ELYSEES POINT SHOW SAINT-LAZARE-PASQUIER — MONTPARNASSE-PATHE QUINTETTE — LUXEMBOURG

D'ores et déjà Altman est l'homme de l'année R. Benayoun (LE POINT). NASHVILLE. PARADISE FILMS & ENTERTAINMENT PRESENTS PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DE LA VIEillesse. NASHVILLE. PARADISE FILMS & ENTERTAINMENT PRESENTS PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DE LA VIEillesse. NASHVILLE. PARADISE FILMS & ENTERTAINMENT PRESENTS PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ ANONYME DE LA VIEillesse.

une reprise attendue! FIGARO.CI... FIGAROLA. par le Centre Dramatique Musical National de Saint-Denis direction Jacques Luccioni - José Valverde en coproduction avec la Maison de la Culture de la Seine-St-Denis THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS - 243.00.59 location FNAC - agences - théâtre

la pêche canal saint-martin à 20 h 30 « un ferré peut en cacher un autre » à 22 h 30 du 11 au 30 novembre Jules Beauraine

Artel Galaxie, Grande-Rue, Genève. Folon, « Lettres à Giorgio », Alice éditions, Milan, 1975.

ARTS ET SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chailiot, 15 h. : La Belle de Cadix, de R. Bernard, 18 h. 30 : Violettes impériales, de R. Poirier, 20 h. 30 : L'Aventurier du désert, de L. Vajda, 22 h. 30 : Le Chantour de Mexico, de R. Poirier.

Les exclusivités

GUERRE, LA COLÈRE DE DIEU : Olympie-Entréop, 14* (723-37-21), Studio de la Harpe, 8* (232-24-23).

LA CHEVALÈRE SAUVAGE (A. v.o.) : Paramount-Opéra, 9* (073-34-37), Ariéquin, 8* (248-22-23).

LA COURSE À L'ÉCHELON (Fr.) : Victor-Ségol, 18* (227-25-27), Paramount-Opéra, 9* (073-34-37).

LE OROIT DU PLUS FORT (All. v.o.) : La Fagode, 7* (351-15-15).

LE FAUX-COL (Fr.) : Muret, 18* (228-22-22).

LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) : Émiratage, 8* (228-15-15).

MUSIC (A. v.o.) : Grand-Auditorium, 8* (252-22-22).

Les films nouveaux

QUAND LA VILLE S'ÉVEILLE : Film français de Pierre Oustrac, 15* (225-27-27).

LA TOILE D'ARAIGNEE : Film américain de Stuart Rosenberg, avec Paul Hession, 15* (225-27-27).

SHAMPOO : Film américain de Hal Ashby, avec Warren Beatty, Julie Christie, 15* (225-27-27).

ROYAL FLASH : Film américain de Richard Lester, avec Malcolm McDowell, 15* (225-27-27).

LA BATAILLE DE CHILLI : Film chilien de Patricio Guzman, 15* (225-27-27).

WANO THE WIKIE OANCE-KING : Film américain de John Avildsen, avec Burt Reynolds, 15* (225-27-27).

HU-MAN (Fr., version anglaise) : Olympia-Entréop, 14* (723-37-21).

LE FILM DE FEMME (Fr.) : Elysées-Lincoln, 12* (073-34-37).

PARLEZ-MOI D'AMOUR (Fr.) : Marmont-Opéra, 9* (073-34-37).

PIRE IV (A. v.o.) : Elysées-Pont-Neuf, 12* (073-34-37).

PIRUSMANI (George) v.o. : Saint-André-des-Arts, 5* (232-24-23).

LE RETOUR DE LA PANTHERE ROUGE (A. v.o.) : Gaumont-Opéra, 9* (073-34-37).

LE SHERIF EST EN PRISON (A. v.o.) : Elysées-Pont-Neuf, 12* (073-34-37).

SOUVENIRS D'EN FRANCE (Fr.) : Olympia-Entréop, 14* (723-37-21).

TARZON : LA MONTÉE DE LA JUNGLE (Belg. v.o.) : Émiratage, 8* (228-15-15).

LE TELEPHONE ROSE (Fr.) : U.C.C.-Odéon, 8* (232-24-23).

Spectacles pour enfants

(Du 19 au 23 novembre.) Atelier du Chaudron, Cartoucherie de Vincennes (232-97-04), mer. et sam., 14 h. 30 : Atelier de masques et marionnettes.

An Bee Un (742-99-79), mer. et sam., 14 h. 30 : Les Animaux malades de la peste.

An Vrai Chic parisien (226-73-34), mer. sam., dim., 15 h. : Tonton César, l'ivrogne.

Carte d'Edgar (226-13-08), mer., 14 h. et 16 h. : sam., 15 h. : Fienfolle, Charles de Rochefort (222-08-40), mer., 14 h. 30 : Crain de son.

Nouveau Carré (277-20-77), mer., 14 h. : Redoux de Lapouille.

Théâtre Muffard (232-02-87), mer. et sam., 14 h. 30 : La Vie en musique.

Théâtre de la Pélicie, quai de Valmy (203-40-20), mer. et dim., 15 h. : Jonathan ou un fou sur la toile.

Théâtre du Petit-Monde, salle Chopin (210-22-77), mer., 15 h. : Les Malheurs de Sophie; dim., 15 h. : Le Petit Chaperon rouge.

Théâtre de la Plaine (242-32-35), mer., 15 h. : La Machine à fleurs.

Théâtre Fédéral (203-22-55), mer., 14 h. 30 : le Grand Voyage de M. Pomm.

Théâtre du Parc Floral, esplanade du château de Vincennes (208-16-42), mer. et dim., 15 h. et 16 h. : Les Deux Étoiles de la maison du fond des bois.

Théâtre Bécamier (210-32-47), les 20, 21, 22 et 23, à 14 h. 30 : Jacques le Fatigué et son maître.

Théâtre 13 (288-05-09), dim., 16 h. : l'Avant.

Théâtre de la Commune, Aubervilliers (213-16-13), les 20, 21 et 22, à 9 h. 30 : les 20 et 21, à 14 h. 30 : les Aventures de Fisticou, goutte d'eau.

Théâtre du Jardin d'acclimatation (226-46-73), les 19 et 20, à 14 h. 30 : la Foire aux farces.

Théâtre des Amantiers, Nanterre (226-18-21), les 19, à 14 h. 30 : les 20 et 21, à 14 h. 30 : le 22, à 9 h. 30 : Voyage au centre de la Terre.

Cirque à l'ancienne au Nouveau Carré (277-20-77), mer., sam. et dim., 14 h. 30.

Cirque d'Ivry-Bonlogne (700-12-25), mer. et sam., 15 h. ; dim., 14 h.

Cirque de Paris, terre-plein Henri-IV (297-43-33), mer., sam., dim., 15 h. : Nouveaux Cirque de Paris (228-22-55), mer., 15 h. ; sam., 16 h. 30 ; dim., 14 h. 15 et 16 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 16 h. 30 : les Aventures de Fisticou.

Marionnettes André Verdun, Théâtre d'animation de Vincennes (782-19-00), mer., sam. et dim., 15 h. : le Chevalier au lion.

Marionnettes André Rogez, Théâtre 13 (288-05-09), mer., 15 h. : le Grenier.

Marionnettes André Bün, marie de Manon (233-23-24), mer., 18 h. : Poucette.

LE VIEUX FOSIL (Fr.)

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

VIVA PORTUGAL (All. v.o.) : La Touille, 11* (700-31-13) (à 15 h. 45 et 18 h. 30).

LE VOYAGE DES COMÉDIENS (Fr. v.o.) : St-André-des-Arts, 5* (232-24-23).

ZACHARIAS (A. v.o.) : Action-Christina, 8* (232-24-23).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

George-V, 8* (232-41-46), Plaza, 8* (073-74-37), Paramount-Malliot, 17* (728-24-24), Marignan, 7* (742-22-22), Paramount-Montparnasse, 14* (228-22-22), Studio Jean-Cochet, 9* (073-34-37).

Parfum de Femme

toujours LE FILM A VOIR

Grand Prix d'interprétation Festival de Cannes pour Vittorio Gassman

un film de DINO RISI

MERcredi

UGC BIARRITZ • BIENVENUE-MONTPARNASSE (242.22.00) • UGC ODEON (228.22.22)



La Flûte Enchantée un film d'INGMAR BERGMAN

CYRANO VERSAILLES • ARTEL PORT NOBERT

FESTIVAL CINEMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS

MARDI 18 : 14 h 30 : GINA, de Denys Arcand (Canada). 17 h : LA SOIF DU MAL, d'Orson Welles (U.S.A.) version intégrale. 19 h 30 : BAR SALON, d'André Forcier (Canada). 21 h 30 : VINCENT MIT L'ANE DANS UN PRÉ ET S'EN VINT DANS L'AUTRE, de Pierre Zucca (France). Première Mondiale.

MERCREDI 19 : 14 h 30 : LA GRANDE EXTASE DU SCULPTEUR SUR BOIS STEINER, de Werner Herzog (R.F.A.). AUTOBIOGRAPHIE D'UNE PRINCESSE, de James Ivory (G.-B.). 17 h : LA VOCATION D'ANDRÉ CARREL, de Jean Choux (Suisse). 19 h 30 : LA PRIME, de Serguéi Mikaelian (U.R.S.S.). 21 h 30 : QUE C'EST BEAU DE MOURIR ASSASSINÉ, de Ennio Lorenzini (ITALIE). Première mondiale.

17 AU 24 NOVEMBRE / THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

QUATRE AUTEURS DES CAHIERS DU CINÉMA : Studio Bertrand - AVANT-PRÉMIÈRES FRANÇAISES : Studio 28 PRÉSENCE DU CINÉMA ITALIEN : Studio Parnasse - HOMMAGE À MARCEL LHERBIER : Le Seine LES METTEURS EN SCÈNE DE THÉÂTRE AU CINÉMA : Théâtre Présent QUARANTE SIX FILMS CHOISIS PAR LA CRITIQUE FRANÇAISE ET INTERNATIONALE : Mac-Mahon, Logos, Le Marais FLORILÈGE DE LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS : Entréop 1-2-3 - LA FÊTE ITALIENNE : Espace Cardin

EXPOSITION INTERNATIONALE D'AFFICHES, EXPOSITION DE PHOTOS : SAM LEVIN, EXPOSITION : LE CINÉMA ET SES LIVRES

ABONNEMENTS : 10 SÉANCES 60 F / 20 SÉANCES 100 F - PLACES : ADULTES 10 F / ÉTUDIANTS ET CARTES VERMEILLE 8 F / ARONNÉS CHAILLOT 6 F.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.D. 38,70	L'IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T.D. 28,10
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	38,70	Achat-Vente-Location	25,00	28,10
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	44,37	EXCLUSIVITÉS	30,00	35,00
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,08	L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89	(chaque vendredi)	23,00	26,85

ANNONCES CLASSEES

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'ambiance de travail est jeune et chaleureuse.

Il s'agit d'une entreprise de construction de maisons, dans le Loiret qui recherche une individualité, dont la richesse pourra se révéler face à de vraies responsabilités, sur le chantier.

Elle en attend, pour sa structure, une transformation ordonnée vers la communication des hommes, et le souffle dynamique de l'énergie humaine.

le directeur technique

âgé de 35 ans minimum, aimera l'effort, le mouvement, la création et le développement harmonieux et équilibré de sa manifestation, à l'image de la nature.

Salaires annuels : environ 80.000 F.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo sous référence 20002 à PRAGMA - Immeuble Olympe, 101, rue de Tolbiac - 75645 PARIS CEDEX 13.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS, recherche

un jeune MEDECIN

(HOMME ou FEMME)

ADJOINT AU DIRECTEUR MEDICAL DU GROUPE

Susceptible :

- de prendre en charge la formation scientifique des Médecins Médicaments,
- d'assurer le lancement de produits nouveaux,
- de superviser les expérimentations promotionnelles.

Une expérience du poste, même courte, sera appréciée.

Lieu de travail dans une province agréée du Sud de la France.

Adresser curriculum-vitae manuscrit et préciser les prétentions, sous référence 2.588 à :

emgep conseil
12, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY

Important Groupe Matières Plastiques recherche pour le Sud-Ouest

responsable du service développement polyoléfinés

Cet ingénieur diplômé, minimum 28 ans, aura la charge d'un groupe de travail destiné à promouvoir les applications du polyéthylène dans l'emballage, la cbléris, le couchage et le moutage.

De formation Physique, Chimique ou Mécanique, il parlera couramment l'anglais et si possible une autre langue.

Il sera prêt à voyager 30 % de son temps pour les contacts techniques avec la clientèle française et étrangère.

Une expérience du travail des polyoléfinés est nécessaire.

Pour obtenir informations complémentaires écrire sous référence 3163 à :

egor 3, rue Meyerbeer
75009 Paris

ALLIBERT habitant

Chef de Projet Ameublement

Le département Habitat d'ALLIBERT fabrique des produits inspirant l'ameublement de jardin et de collectivité, est actuellement plein de promesses.

Le Chef de Projet est chargé de la coordination de tous les éléments techniques, développement des produits nouveaux de la gamme existante, suivi du cahier des charges, sous-traitance, contrôle fabrication, achats etc... Il travaille en relation étroite avec le Chef de Produit ameblement et suit le projet depuis conception jusqu'à l'après-vente.

C'est donc obligatoirement un homme métier. Un spécialiste de l'ameublement connaissant les techniques, les matières et les fournisseurs.

Une formation type Ecole BOULLE est une excellente préparation pour un poste (minimum 25 ans) qui veut se faire un avenir dans une Société aux moyens importants.

Le poste est à pourvoir à GRENOBLE les personnes qu'il intéresse sont invitées à adresser leur dossier sous référence AH1162M à SEFOP qui les enverra à :

SEFOP 7, rue Lincoln 75008 PARIS

emplois internationaux

DEUX JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS EN ÉLECTRONIQUE

MAINTENANCE ET MISE EN ŒUVRE D'APPAREILLAGES DE PROSPECTION MINIERE A L'ÉTRANGER.

Importante Société minière offre à 2 Ingénieurs en radiélectronique, après période de formation, la responsabilité de gestion et de mise en œuvre des moyens techniques :

- pour effectuer la détection des minerais en avion, en sol et dans les forages,
- pour assurer le fonctionnement des réseaux internes de télécommunications.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à n° 1122, « le Monde » Publ., 3, r. des Italiens, 75427 Paris-8^e.

Entreprise Française d'envergure internationale recherche un

INGENIEUR AGRONOME confirmé

Il participera à la création et au développement de plantations Outre-Mer et pourra ultérieurement être amené à assumer des responsabilités de premier plan

écrire Intermedia n° 2816
65, rue la Fayette, 75009 PARIS
qui transmettra
Discrétion assurée.

NANTES

Centre traitement informatique d'un groupement bancaire équipé de CYBER 72 CONTROL DATA avec mise en place prochaine de télétraitement recherche

3 ANALYSTES

Responsable de Projets

ILS DOIVENT AVOIR :

- une formation de niveau supérieur (mathématiques ou sciences économiques) ;
- une solide expérience de la conception et de la mise en place de systèmes de gestion informatique ;
- une bonne connaissance du COBOL.

Il leur sera confié la conduite intégrale de divers applications de gestion après la définition des objectifs et l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Intéressantes perspectives d'évolution vers les problèmes d'organisation.

Adr. C.V., photo et prétent. sous référence ME 2, **Ordis Conseil en Recrutement** 15, RUE AUBREY, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES et MATIÈRES PLASTIQUES

recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ DÉBUTANT de HAUT NIVEAU

Formation : X. CENTRALE (Thèse en Option Chimie), SUP-ARMO, PEYSSIGUES et CHIMIE DE PARIS

Pour affectation service procédés.

Poste à pourvoir dans une usine de province nécessitant une bonne adaptabilité et une mobilité pour une affectation ultérieure en exploitation notamment.

Adresser curriculum vitae à :

HAVAS CONTACT, 158, boulevard Haussmann
75008 PARIS 8^e arr. tél. 37.855, tél. telex 300.000.

GROUPE FRANÇAIS

recherche pour une

FILIALE IMPORTANTE EN ALLEMAGNE

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Diplômé grande école commerciale. Débutant ou ayant 2-3 années d'expérience. De bonnes connaissances de l'allemand sont indispensables. Facilité de logement.

Adresser C.V., références et prétentions à n° 7.897, « LE MONDE » Publications, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS (8^e).

JOUVENEL et CORDIER

Service EXPORTATION RECHERCHE

2 technico-commerciaux

Trilingues Anglais-Allemand. Formation de base électromécanique souhaitée.

- l'un aura une première expérience de la vente et sera immédiatement opérationnel sur les pays de l'EST et d'AFRIQUE du NORD.
- l'autre, débutant, sera formé au Service Ventes France, et évoluera ensuite vers l'exportation.

Écrire avec C.V. et prétentions sous référence 523, Service du Personnel, 25, avenue Albert 1^{er} 92500 RUEIL.

LA SOCIÉTÉ M.J.B. (1500 personnes)

spécialisée dans l'installation électrique B.T. - M.T. pour l'industrie, le bâtiment et le réseau

recherche :

Pour ses Agences :

- BOULOGNE/MER (Pas-de-Calais)
- REZ (Mayenne)
- BOISÉRE (Vendée)
- VITROLLES (Bouches-du-Rhône)

INGENIEURS DIPLOMES

pour remplir la fonction de **RESPONSABLES D'AFFAIRES**

(Suivi de la clientèle, devis, études, réalisations) - 3 à 4 années d'expérience.

Connaissance du contexte régional appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : M.J.B. - Service du Personnel, 24, av. de Pétit Wilson - 92112 LA PLAINE ST-DENIS

DIRECTEUR TECHNIQUE

Adjoint au Directeur Général

Entreprise multinationale spécialisée en produits industriels, excelsifs pour son unité complète de fabrication, BE, Méthodes et Atelier-Action NO 50.

on souhaite :

- une forte personnalité,
- une formation ingénierie,
- une expérience éprouvée bureau d'études - CHAUDRONNERIE, méthodes et production.

possibilité d'évolution de carrière très intéressante.

Pour recevoir inf. compl. écrite ou tél. à G.R. BESSON sous réf. 2.918 C distribution totale

ORES - CFF
33, rue des Mathurins
75008 PARIS
tél. 265.18.00

INGENIEUR T.P.

recherché pour

Nord Cameroun

chantier routier 200 Km

- sa mission : s'intégrer à une équipe "Maître d'œuvre" dirigée par Chef de mission pour études et conseils complémentaires d'ouvrages d'arts.
- suivi des travaux des Entreprises.

Le candidat doit posséder plusieurs années d'expérience d'étude et de chantier.

Connaissance de l'allemand appréciée.

Envoyer C.V. détaillé avec prétentions de salaire au

CENTRE DE SYNTHÈSE

sous la référence 7504, 10, rue de Lanlognat 75008 PARIS.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Vous êtes créatif mais vous savez aussi gérer un budget. Vous connaissez la publicité industrielle et ses médias pour avoir travaillé chez un annonceur ou en agence : création et diffusion de notices et de documentation, relations presse, mailing... Vous avez 30 ans minimum, vous pouvez être le

chef de publicité

que cherche **SISSON-LEHMANN**, entreprise leader sur son marché (machines-outils) situées dans le Nord-Est. La diversité des produits et de la clientèle ainsi que le cadre de travail, moderne et agréable, rendent ce poste particulièrement attrayant.

Écrire à P. VERDURE - ss. réf. 111 M.

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE B-DE-CHAILLON - 59000 LILLE
PARIS-LYON-GENÈVE-ZÜRICH-BRUXELLES

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

recherche pour sa succursale de TOULOUSE

CADRE COMMERCIAL CONFIRMÉ

CLASSE VI

Mission : accompagner le Directeur de la Succursale, effectuer les appels de fonds et rechercher une nouvelle clientèle.

Profil : 30 ans minimum, 6 années d'expérience, 6 années d'expérience bancaire et bonne expérience de la fonction de cadre commercial. Une clientèle industrielle et commerciale. 6 ans de contact, dynamisme, aisance et ouverture d'esprit.

Prévoir C.V. + photo et prétentions sous réf. 14814M à :

1, RUE VIGNON
75008 PARIS

pepini
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

CASABLANCA (MAROC)

USINE DE TISSAGE SPONCES NOUVELLEMENT CRÉÉE

80 mètres FICANOL MDC grande largeur (Jacquards, rayés et étonnés)

Installée : projet final 150 métiers cherché

DIRECTEUR TECHNIQUE EXPÉRIMENTÉ

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à HAVAS CONTACT, 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 66.094.

Pour industrie papetière

INGENIEUR ENTRETIEN

INGENIEUR CHIMISTE

pour contrôle fabrication.

DIRECTEUR DE TRAVAUX

chevronné, expérimenté.

POSTES à POURVOIR EN ALGERIE

Envoyer C.V. détaillé à : HAVAS CONTACT, 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 66.094.

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Mise en œuvre du plan informatique dans un environnement base de données et télétraitement.

Lieu de travail (Hauts-Corbières).

Adresser C.V. et prétentions à : **SOGER**, 15, avenue de la Résistance, 93100 MONTEAUBAN-SOUS-BOIS.

BRANCHE CHIMIE

WILLIAMS : spécialiste de la filtration industrielle un VERMOREL - 50.000 F/m². De formation B.T.S. ou I.U.T. chimie ou bio-chimie il sera chargé de visiter les laboratoires pilotes et les ateliers sur le secteur Rhône-Alpes-Côte d'Azur.

La connaissance de l'anglais est indispensable ainsi que 4 années d'expérience de poste dans le milieu industriel.

Envoyer C.V., photo récente et références écrites sous la référence 2.687/M.

La secret absolu des candidats est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Canton 75263 PARIS cedex 08

Voir la suite des emplois régionaux en page 25

Handwritten signature or mark

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	LA ligne	La ligne T.C.
Actuel-Vente-Location	23,00	28,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LIBERT
Chef de Proj
Ameublement

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
De Statut Bancaire
Quartier TROCADERO

Recherche pour son service INFORMATIQUE
IBM 370/158 - B1 processeur 4096 K
Réseau National de Téléretournement

ANALYSTES FONCTIONNELS
Diplômés d'études supérieures
2 ans minimum expérience

ANALYSTES ORGANIQUES
2 ans minimum de pratique exigés
à un poste similaire sur ordinateur de même importance

ASSISTANT CHEF PROGRAMMEUR
(équipe de 24 programmeurs)
2 ans expérience minimum à un poste similaire

Très bonne maîtrise ASSEMBLEUR COBOL

ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMES
destinés à la FORMATION
Connaissances et pratique indispensables COBOL ANS ASSEMBLEUR - J.C.L.

PROGRAMMEURS DEBUTANTS
Connaissance du Cobol de Base indispensable

Pour tous ces postes, une expérience TP et IMS sera appréciée

Adresser : c.v. Prétentions annuelles brutes
Photo en précisant la poste souhaitée
Sous réf. 57951 M à Havas Contact
156 Bd Houssinon 75008 Paris.

etap

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE - INSTALLATIONS INDUSTRIELLES - LILLE
recherche

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

CE POSTE PEUT CONVENIR A DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE OU ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 30 ANS MINIMUM

- ayant solide formation et expérience en
- comptabilité générale et analytique,
- contrôle de gestion,
- organisation administrative.

DISPOSANT QUALITÉS MARQUÉES D'ORGANISATEUR, DE GESTIONNAIRE ET D'ANIMATEUR. SITUATION AVENIR DANS FIRME SOLIDEMENT IMPLANTÉE, EN DÉVELOPPEMENT.

Traitement **100.000 F +**
Ecrire sous référence WH 245 AM.

SOCIÉTÉ DELACHAUX
ACIÉRIES DE GENNEVILLIERS
recherche

INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE CONTROLE QUALITÉ

RESPONSABLE

- contrôle métallurgique et mécanique des fabrications des études à la livraison,
- rapports avec réceptionnaires et contrôleurs clients,
- contacts et négociations après vente avec clients (déplacements France et étranger).

CE POSTE PEUT CONVENIR A INGÉNIEUR A.M. OU FORMATION ÉQUIVALENTE, 37 ANS MINIMUM, AYANT PLUSIEURS ANNÉES EXPÉRIENCE CONTROLE QUALITÉ ACQUISE DANS USINAGE PRÉCISION DE GROSSES PIÈCES MÉCANIQUES ET CONNAISSANCE MÉTALLURGIE ACIERS.

Une forte autorité naturelle, une grande exigence de précision et de qualité, le goût de la « présence » sur le tas sont indispensables.
Connaissance anglaise écrite.
Ecrire sous référence TE 262 AM.

FIRME FRANÇAISE IMPORTATION ET VENTES MACHINES-OUTILS (CINTRA ET TRONÇONNAGE) - PARIS

RECHERCHE DANS LE CADRE D'UN DÉVELOPPEMENT SOUTENU.

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

A.M. ou formation équivalente, 25 ans minimum, ayant 2 à 5 ans expérience vente de matériels techniques ou M.O., capable assurer :

CONSEIL TECHNIQUE ET VENTE PRÉCIENTELE VARIÉE FRANCE ENTIÈRE ET RELATIONS USINES CONSTRUCTEURS.

Situation intéressante permettant larges possibilités d'avancer pour jeune cadre dynamique.
Langue anglaise ou allemande souhaitée.
Déplacements de courte durée 50 % du temps.
Ordre de grandeur de rémunération : **80.000 F**
Ecrire sous référence XI 516 AM.

FIRME FRANÇAISE (250 PERSONNES - C.A. 40 MILLIONS) UN DES LEAGERS DANS SA BRANCHE
banlieue immédiate Ouest Paris.
CRÉE, DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT POSTE DE

ADJOINT DE DIRECTION GÉNÉRALE

Ce poste peut convenir à candidat SC, P.O., E.S.C. ou équivalent, ayant 4 à 6 ans d'expérience au sein d'une société moyenne dans domaine administratif, juridique ou financier.

- Il assurera progressivement des responsabilités variées dans secteurs :
- administratif et juridique (assemblées, assurances, contentieux...),
- financier (investissement, trésorerie, liaisons filiales...),
- personnel.

SITUATION INTÉRESSANTE POUVANT ÉVOLUER VERS DES FONCTIONS DE DIRECTION POUR CANDIDAT QUI S'INTÉGRERA DANS UNE ÉQUIPE JEUNE ET PARTICIPERA A LA VIE ET AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE.

Ecrire sous référence PA 229 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - SECTEUR AGRICOLE AFFILIÉE A IMPORTANT GROUPE - VILLE OUEST FRANCE

RECHERCHE POUR ÊTRE AJOINT OU DIRECTEUR COMMERCIAL

CHEF DES VENTES

E.S.C., ingénieur AGRO ou équivalent, ayant minimum 3 ans expérience vente de produits industriels et de préférence connaissances du domaine agricole, capable collaborer à l'élaboration de la politique commerciale.

- assurer réseau de ventes,
- assurer la promotion des produits nouveaux.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR DANS SOCIÉTÉ EN EXPANSION.

Ecrire sous référence UF 243 A.

PÉRON
RECHERCHE

CADRES MARKETING DÉBUTANTS

AJIN DE LEUR CONFIER PROGRESSIVEMENT ET APRÈS UNE PÉRIODE DE FORMATION INITIALE

- la responsabilité d'une ligne de produits :
- établissements de prévisions,
- élaboration et mise en œuvre d'opérations promotionnelles et de campagnes de publicité,
- analyse des résultats.

Une formation supérieure, type E.S.C., est indispensable.
Une première expérience de la vente de produits de grande consommation sera considérée comme un atout.

NOS POSTES D'ASSISTANTS A LA DIRECTION MARKETING CONSTITUENT POUR DES JEUNES CADRES DYNAMIQUES ET INVENTIFS UN POINT DE DÉPART PRIVILÉGIÉ POUR UNE ÉVOLUTION ULTÉRIÈRE VERS DES RESPONSABILITÉS PLUS OPÉRATIONNELLES, EN PARTICULIER AU SEIN DE NOTRE RÉSEAU COMMERCIAL.

Lieu de travail : CRETZEL.

Ecrire sous référence ZK 247 AM.

Dans le cadre de son expansion Société dynamique de BIENS D'EQUIPEMENTS recherche pour région de TRAPPES (78)

chef du service administratif et financier

Vous avez :

- une formation supérieure ISUP de CO, DECSI
- une expérience dans la fonction
- des connaissances en anglais et en informatique.

Nous offrons :

- la responsabilité (15 personnes) de la comptabilité, budget, trésorerie, relations société mère.
- une participation à une équipe de direction jeune et dynamique.
- une rémunération selon compétences.

Adresser C.V. à No 30.175 - CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

MARTIN & LUNEL
(Groupe Legrand)
recherche

analyste programmeur
Chef de Service

De Cadre de formation Informatique Supérieure (type IUT) posséder une bonne expérience des applications de gestion, des capacités à piloter les équipes et à dialoguer avec les Directionnaires utilisateurs.

Il assurera le développement de toutes les applications sur IBM 32 (17) et le démarrage de Service en début 1976.

Lieu de Travail : NOISY (93).

Adresser C.V. détaillé, préférences sous réf. M/117 à Monsieur GUILLET, SELECTION - 135, rue de la Pompe - 75116 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL MECANIQUE FINE
recherche pour son Siège Social PARIS

SOCIOLOGUE INDUSTRIEL expérimenté

Ce poste, nouvellement créé au sein de la Direction des Relations Humaines, offre à son titulaire l'avantage de :

- mettre en place les moyens propres à définir les attitudes et les aspirations des hommes dans l'entreprise
- étudier les conséquences des options possibles de la politique du personnel sur le climat de l'entreprise
- proposer des plans d'action propres à améliorer la satisfaction du personnel et à accroître l'efficacité de l'entreprise.

Seules seront retenues les candidatures répondant aux critères suivants :

- âge minimum 30 ans
- diplôme de l'enseignement supérieur
- connaissance des méthodologies de la sociologie industrielle
- expérience industrielle acquise en entreprise.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 29444 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, q. tr.

MATRA
recherche pour son service organisation un

CADRE

possédant une expérience de quelques années en organisation administrative, il se verra confier des Missions d'Organisation à l'intérieur des divers services de la société.

une préférence sera donnée à un candidat diplômé d'une grande Ecole Commerciale, éventuellement un ingénieur ayant orienté son expérience vers la Gestion Administrative.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 114
Monsieur KORFAN
8P N° 1 - 78140 VELIZY

etap

4 rue Massenet
75016 PARIS
discrétion absolue

etap

4 rue Massenet
75016 PARIS
discrétion absolue

emploi régionaux

TE INTERNATIONALE
recherche pour son centre de PRODUCTION COSMETIQUES basé sur le Côte d'Azur

CHEF DE PRODUCTION INFORMATION INGENIEUR

le minimum d'expérience, expérience INDUSTRIAL ENSEIGNEMENT Supérieur, appréciée, connaissance de l'anglais.

avec C.V. + photo et prétentions à No 4000 L.T.P. boulevard Sotteville, PARIS, qui transmettra.

APORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS ROUTIERS
développement activités internationales recherche pour LE MANS

CHIEF D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un jeune cadre de milieu commercial expérimenté maîtrisant parfaitement le français et l'allemand, désirant évoluer dans une entreprise. Adr. C.V. + photo, prétentions à RESERVE-PRESSE 140 Bd St. P. Réservoir 75002 Paris.

Société Carthago spécialisée (C.A. 12 millions, façonnage et impression) SAINT-AMAND, Cher, recherche COMMERCE/AL. Mission : accroître activité et améliorer gestion commerciale.
Sal. annuel début 65.000, 70.000. Connaissance impression soignée, et voyages fréquents acceptés. Ecr. SÉLÉ, 21, rue Saint-Paul, 92 - LILLES.

NATIONALE DE TRAITEMENT INFORMATIQUES
recherche

PROGRAMMEUR DE GESTION

S.T.S., B.U.T. Informatique ou équivalent, 2 ans exp. min. Connaissance M.O. - L.P. - COBOL LIBRE IMMÉDIATEMENT

Ecrire ou tél. : N.T.I. 17, rue Pierre, OLIGNY, TM. (93) : 30-91-50 ou 30-24-82.

IMPORTANT PRODUCTEUR DE PANNÉAUX A BASE DE BOIS
recherche pour renforcer son équipe commerciale avec résidents : TOURS, NANTES et LYON

INSPECTEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Niveau bac + formation technique et commerciale. Expérience bâtiment souhaitée. Déplacements 4 jours par sem. Voyage nécessaire.

Adr. C.V. et prét. no 30461 - CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Fonctions à créer proche région parisienne 72.000 F mini.

Jeune Cadre de Personnel

Prendant en charge l'animation et la coordination des actions nouvelles en matière de politique de personnel

Société industrielle de 4.000 personnes, 8 usines, notre C.A. est de 400 millions ; nous faisons partie d'un groupe réalisant un C.A. de 700 millions.

La Direction Générale de notre Groupe est très ouverte aux innovations dans le domaine social. La gestion courante du personnel est déjà prise en charge au niveau de chaque usine dans le cadre d'une bonne infrastructure administrative.

Vous aurez trois pôles d'activité :

- la coordination des actions de personnel menées au sein des unités de production,
- la prise en charge des actions nouvelles : politique de rémunération, filière de carrière, mise en place des nouvelles classifications, problèmes de communication, informations...
- la formation : diagnostic des besoins, conception et élaboration des programmes, animation et contrôle des actions de formation, gestion du budget.

Hierarchiquement, vous dépendrez du Groupe de direction de notre société ; vous aurez de très nombreux rapports fonctionnels avec la Direction du Personnel de notre Groupe. Vous aurez des contacts fréquents avec l'encadrement de production.

Nous vous demandons d'être diplômé d'études supérieures et d'avoir une expérience de la formation - méthodes modernes de pédagogie - en milieu industriel (3 ans minimum). Ces fonctions conviennent à une personnalité active capable d'établir une bonne qualité de contact.

sélé CEGOS

Si vous êtes intéressé adressez-nous votre lettre de candidature manuscrite + CV détaillé au réf. 71387/M SELE - CEGOS, 33, quai Gallieni 92153 SURESNES

INGENIEURS MECANICIENS SUPPORT TECHNIQUE A LA VENTE DE COMBUSTIBLES NUCLEAIRES

Pour assurer le support technique du département commercial de notre division «Combustibles», nous recherchons des ingénieurs ayant une expérience industrielle acquise, dans des sociétés de fabrication de mécanique à haute fiabilité.

Leur rôle : être l'interlocuteur de nos clients en matière de mécanique et de fabrication des éléments combustibles. Cela en relation avec notre fournisseur et notre département «Etudes» dont ils pourront utiliser les compétences.

Pour cette fonction, une maîtrise de l'anglais est nécessaire, de bonnes connaissances d'allemand souhaitées.

Ecrire à No 30.007 - Contesse Publicité - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 13 lignes de hauteur	38,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	28,30
EXCLUSIVITES	30,00	35,00
L'AGENDA DU MONDE (cinque vendredi)	35,00	40,00

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DU PONT

Vous êtes Ingénieur en Electronique ou Electromécanique

Cela n'enlève rien à vos qualités de négociateur

Notre Division Berg Electronics diffuse des éléments d'interconnexion pour circuits imprimés. Votre rôle sera de promouvoir et développer ces produits sur l'ensemble du territoire en tant que : **responsable des marchés des Télécommunications et Grand Public.**

Pour atteindre vos objectifs, vous serez en liaison avec le Directeur des Ventes et assisté de technico-commerciaux.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire aux échanges d'ordre technique et marketing que vous entretenez avec nos filiales du groupe en Europe. Votre expérience de la vente (2-3 ans) est déterminante pour ce poste.

Adressez votre cv, sous réf. M.255, en précisant votre rémunération actuelle à : **DU PONT DE NEMOURS (France) SA.**
Service du Personnel - B.P. 85 - 91405 Orsay.

La Journée d'échanges et de sélection est prévue le 2 décembre 1975 dans nos locaux.

GRUPE ELF AQUITAINE

recherche

CADRES FINANCIERS-COMPTABLES

pour ses filiales à l'étranger après formation 1 à 3 ans au Siège

FORMATION : GRANDE ECOLE COMMERCIALE ou FORMATION UNIVERSITAIRE
+ spécialisation comptable dans tous les cas (DECS complet au minimum).
Anglais indispensable.

EXPERIENCE : de 3 à 10 ans comme cadre
- comptable opérationnel ou audit.
- liaison et utilisation de l'informatique.
- éventuellement, expérience complémentaire d'études financières et économiques.

Envoyez sous référence No 29.799, avec CV et photo, **ELF-RE** Département Développement et Formation - 75739 PARIS CEDEX 15.

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

RECHERCHE

chefs d'opération

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (maîtrise informatique ou niveau équivalent), et avoir une expérience de plusieurs années dans la conception et la mise en place de systèmes d'information sur gros matériel dans un environnement télématique.

- Conception du système Informatique, et mise en place.
- Management d'une équipe de 30 à 35 personnes.

Ces postes supposent des détachements en province de longue durée.

Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 PARIS

Schlumberger

DEPARTEMENT NUCLEAIRE

ingénieur d'études électronique

(DEBUTANT ou 1ère EXPERIENCE)

Après une formation de 3 à 6 mois, il sera responsable de l'ELECTRONIQUE ANALOGIQUE et chargé de développer de nouveaux préamplificateurs et amplificateurs à bas bruit de fond, de haute performance, ainsi que des circuits associés pour le comptage et les études temporelles.

Nous souhaitons un jeune ingénieur diplômé impérativement d'une Grande Ecole (ESE ou section radio-POLYTECHNIQUE GRENOBLE, section électronique ou radio-électrique). Connaissance de l'Anglais indispensable.

Ce poste offre de grandes possibilités de carrière à l'intérieur du Groupe.

Envoyer C.V. et prétentions à **Compteur SCHLUMBERGER**
Service du Personnel
57 rue de Paris 92220 BAGNEUX

Eternit

RESPONSABLE DES ACHATS DE MATIERES PREMIERES

60.000/80.000 F PARIS-BANLIEUE OUEST

Dépendant directement de la Direction des Approvisionnements centraux, vous assurerez dans les meilleures conditions de qualité, prix et délais la fourniture de toutes les matières premières nécessaires aux divisions et sociétés du Groupe.

Vos responsabilités comporteront donc : l'élaboration des contrats, leur négociation, la suivi de leur exécution, la gestion économique du stock, l'étude des prix de revient.

Pour ce faire, vous serez en relation constante avec les services d'exploitation des divisions et, à l'extérieur, avec les fournisseurs France et étrangers, les transitaires, les transporteurs, les assureurs, les douanes.

Un diplôme d'Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent est indispensable. L'anglais courant est un atout supplémentaire.

Bien sûr, nous sommes là pour vous épauler et vous aider à prendre graduellement toutes vos attributions. Un stage de quelques mois est prévu dans le Nord au départ.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 2.066

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

8 RUE DE LA ROSIERE, PARIS 15^e
à qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS FABRIQUANT ET DESTROYANT DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

RECHERCHE

UN CHEF DE CENTRE DE DISTRIBUTION

pour un de nos établissements de la région parisienne.

Il sera responsable de l'administration, de la comptabilité, de la mécanique, du stockage, de la distribution, de la maintenance de l'équipement et de la gestion du personnel du centre.

Le candidat recherché devra être diplômé de l'enseignement supérieur, avoir des connaissances en informatique et en droit social et une expérience minimum de 10 ans dans ce type d'activité. Pour réussir dans ce poste, il est indispensable d'avoir du goût et des capacités (provenances) pour le commandement et l'animation d'une équipe de 120 à 130 personnes.

La rémunération de départ sera de l'ordre de 55.000 F par an.

Une formation de 3 mois aura lieu dans les autres établissements de la Société et au Siège pour permettre au candidat retenu de prendre ses fonctions dans les meilleures conditions.

Adressez C.V. avec photo et prétentions sous référence 164.568 à **RECHERCHE-FRANCE**, 85 bis, rue Beaumur, Paris-3^e qui transmettra.

SOCIÉTÉS DE SERVICE

GRUPE DE SOCIÉTÉS (N° 3 national dans son domaine)
Clientèle importante et diversifiée
recherche pour base, au Siège, à PARIS.

DIRECTEUR DES VENTES

pour ANIMER une ÉQUIPE de 5 COMMERCIAUX - PARIS - NÉGOCIER lui-même AN PROSPECTS et CLIENTS IMPORTANTS. CO DONNER toutes actions commerc. Paris-Prov et à l'étranger - quand nécessaire - les ventes Sociétés de Province

UN ANIMATEUR EFFICACE

- déjà responsable d'une équipe de vendeurs
- AYANT VENDU DU SERVICE AUX ENTREPRISES D'UNE CERTAINE IMPORTANCE

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, détail, rémunération et photo s/s réf. 333

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUH, 75017 PARIS

GAP SOGETI SYSTEMES

Filiale du Groupe CAP / SOGETI, le premier groupe européen de services en informatique

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

N° 75.538

formation I.U.T. ou équivalent, 3 ans d'expérience, pratique de l'assembleur.

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATIENS

N° 75.539

6 mois d'expérience, connaissance de l'Assembleur.

Env. C.V., photo et prétentions en précisant la référence de poste à **ALAIN LEMAIRE - CAP / SOGETI - SYSTEMES**, 5, rue des Moulins, 75015 Paris.

GAP SOGETI SELECTION

POSTE DE PREMIER PLAN dans un important groupe immobilier en développement

DIRECTEUR des SERVICES COMPTABLES

Ce groupe, dont le Siège est à Paris, veut récompenser sa Comptabilité en vue d'en faire un véritable outil de gestion pour la Direction Générale. L'homme recherché sera responsable de toute la comptabilité du groupe : service central et unités comptables des Sociétés qui le constituent.

Nous pensons que le candidat capable d'assumer ces responsabilités est jeune, qu'il a fait des études supérieures, de préférence HEC, ESSEC ou SUP. de CO, qu'il est expert-comptable et qu'il a dirigé concrètement, avec des équipes de collaborateurs et à l'aide de l'informatique, la comptabilité dans plusieurs Sociétés de taille moyenne.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au **Recrutement du COMES**, 15, r. de la Paix, 75001 PARIS (sous référence 1203).

Dans le cadre d'un réseau de distribution multinationale, notre fonction logistique recherche un Spécialiste en

gestion des stocks

chargé de mettre à la disposition de nos clients l'ensemble des pièces détachées nécessaires à la maintenance de nos équipements, en coordonnant les activités d'approvisionnement auprès des magasins internationaux, de gestion du magasin national et de distribution.

Il participera à la mise en place des systèmes mécanisés permettant d'atteindre, pour un taux de service donné, un objectif de stock correspondant avec nos coûts d'exploitation.

Il aura la responsabilité d'une vingtaine de personnes.

Une formation d'ingénieur et une expérience d'au moins 2 ans dans une fonction comparable sont nécessaires, ainsi qu'une réelle pratique de l'Anglais.

Merci d'envoyer vos C.V. et prétentions sous référence C.7 à **Michel MAUGIS - Service Recrutement**.

FANK XEROX B.P. 63 93802 Aulnay-sous-Bois

techrip

Engineering pétrolier et pétrochimique
Rueil-Malmaison

ingénieurs confirmés

- GENIE CIVIL - N° : 001
- CHAUDRONNERIE - N° : 002

Diplômés de grandes écoles ou ayant acquis, par la pratique, compétences équivalentes. Après 20 ans au moins, pratique d'au moins 10 ans en tant que chef de service ou chef de projet en tant que spécialiste pour assurer les tâches de gestion GENIE CIVIL APPAREILS SAUS PRESSION, dans l'ensemble de la région.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion sur demande au **Service Recrutement** de **techrip**, 11-17 de 9 h à 18 h, au Siège ou à l'adresse des candidats intéressés.

Préciser la référence.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Importante Entreprise Française de renommée mondiale

(C.A. 400.000.000 de francs, effectif 2.500 personnes)
Grands travaux d'hydraulique en France et à l'étranger. Fabrication de machines béton armé et béton précontraint, recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

(Ponts - Mises - Contrôle Paris)
pour débiter à son Service Etudes et Recherches Produits. Evolution prévue vers autres fonctions (Production, Travaux, Commercial) pour débiter à terme sur responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Envoyez curriculum vitae et prétentions à : **Société des TUYAUX BONNA**
Boite Postal 21108 - 75385 PARIS CEDEX 08.

digital

Nous recherchons immédiatement

4 INGENIEURS SOFTWARE

pour fournir une assistance clientèle dans l'un des domaines suivants :

- Gestion sur gros ordinateurs (Oec system 10)
- Gestion sur mini/midi ordinateurs (PDP8 et PDP11)
- Temps réel industriel et laboratoire (PDP8 et PDP11)

NOUS DEMANDONS :

- une expérience d'au moins deux ans dans le domaine choisi
- la connaissance approfondie d'un système d'exploitation, d'un langage assembleur et d'un langage évolué approprié.
- la maîtrise de la langue anglaise.

Venez vous joindre à un groupe dont le développement est tel que chacun peut y trouver une évolution de carrière à la mesure de ses capacités et de ses ambitions.

Veuillez adresser votre C.V. + photo sous référence I.S.4 à : **HUBERT DE RIGAUD - DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE**
18, rue Saurin - Cité des L. 225 - 94533 RUNGIS

digital

INGENIEUR GEOTECHNICIEN de formation Génie Civil

Expérience professionnelle de 5 ans au moins.

Connaissances :

- mécanique des sols appliquée,
- sondages et essais in situ,
- ouvrages en terre - génie civil.

Bonne pratique de l'Anglais écrit et parlé.

Pour :

- proposition, organisation et suivi de campagnes de reconnaissance des sols
- études de projets d'ouvrages en terre de fondations ou de travaux maritimes
- contacts avec clientèle,
- déplacements de courte durée à l'étranger, souvent en AFRIQUE DU NORD ou au MOYEN-ORIENT.

L'intéressé devra être susceptible de suivre les affaires dont il sera chargé d'un bout à l'autre, sur le plan technique aussi bien que sur le plan de la gestion de l'opération.

Adressez candidature à Monsieur DENEUX, Directeur du Personnel.

SOLETANCHE ENTREPRISE
7, rue de Logelbach
75822 PARIS CEDEX 17

Handwritten note: Dupont 150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GROUPE INDUSTRIEL
A. CONSOLIDÉ 1 MILLIARD F.

Au sein de la Direction Financière et Juridique, le Chef de Service JURIDIQUE de ce Groupe leader (proche de la Construction) recrute

JEUNE ADJOINT JURIDIQUE

chargé d'assister les Sés du Groupe dans leur vie juridique courante, de rédiger des contrats et de participer à la réalisation juridique d'opérations financières, d'effectuer des études juridiques diverses, d'étudier également des contrats d'assurances et d'en assurer le suivi (des connaissances en Droit des Assurances seraient appréciées).

Poste à pourvoir à PARIS (8e) jusqu'en Juillet 1976, puis transféré en grande banlieue Ouest Paris (78)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo (ret.) s/s réf. 3338 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

GROUPEMENT PROFESSIONNEL
recherche

JEUNE DIPLOMÉ (E)

en Droit du Travail et de la Sécurité Sociale ayant :

- 1 à 3 ans d'expérience ;
- un bon esprit d'analyse et de synthèse ;
- des qualités d'expression écrite et orale.

Il sera chargé de l'animation :

- d'une revue d'actualité sociale (mise à jour d'une documentation sociale, coordination des travaux des différents rédacteurs, promotion de la revue) ;
- d'un service de renseignements en matière juridique et sociale auprès des entreprises du groupement.

Situation intéressante et avenir pour candidat(e) ayant le goût de la recherche et le sens de l'initiative.

Envoyer C.V. détaillé, avec photo et présentations à : U.F.P. - Tour Mouchon - 25, quai National, 75001 PARIS.

FORMATION A LA CARRIERE
D'INSPECTEUR D'ASSURANCE

Ce d'ASSURANCES INCENDIE - ACCIDENTS - RISQUES DIVERS accueilli à Paris dans le cadre de sa politique d'expansion

3 DEBUTANTS LICENCE DROIT PRIVE S.C.E.O. OU E.S.C.

Libérés O.M. pour STAGE DE FORMATION commerciale et administrative, d'env. 15 mois à PARIS et sur le terrain en vue prise en charge postes D'INSPECTEUR CONTRÔLANT ET ANIMATEUR 25/30 AGENCES D'UN SECTEUR DE PROVINCE. (4 à 6 Départements). Lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo (ret.) s/s réf. 3340 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

chefs de projets

Le matériel actuellement installé se compose de :
- deux 370/158 - 4800 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 350 terminaux télé-processing.
Envoyer CV (sous référence 7377 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081-Paris La Défense.

GIE

société française 500 personnes, membre d'un important groupe international leader dans le domaine de la régulation automatique (instrum. et vannes de réglage automatique) recherche pour son département

1 INGÉNIEUR, 25 ans minimum

débutant ou possédant quelques années d'expérience industrielle.

Le poste requiert de solides connaissances théoriques et pratiques en :

- Mécanique,
- Métallurgie,
- Mécanique des fluides.

Le candidat doit aussi posséder une bonne aptitude aux contacts humains à tous niveaux.

Anglais courant, parlé et écrit, indispensable. Situation d'avenir dans une organisation en développement constant.

Adresser C.V. détaillé à Mme FREAY, Avenue Ch.-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Vous êtes :

PROFESSIONNEL DE LA VENTE
OU JEUNE DIPLOMÉ de l'enseignement supérieur

Qual qui soit votre profil, vous avez des idées très précises sur le vente...

Si nos points de vue se rejoignent, nous vous offrons :

- une formation solide,
- une rémunération élevée dès le départ,
- une possibilité d'évolution de carrière dans une société leader et en pleine expansion.

Postes à pourvoir : PARIS ET REGION PARISIENNE

Merci d'envoyer candidature et C.V. (en précisant le secteur) sous réf. V.7 à François ESCOFFIER.

RANK XEROX
B.P. 63
93002
Aulnay-sous-Bois.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
Quartier Gare de Lyon recrute

CONSEILLER TECHNIQUE
Adjoint au Secrétaire Général

Profil du poste :

- Établissements avec les chefs d'entreprises, les particuliers et les sociétés des Forces Publiques, la C.E.E., pour participer à la gestion de l'organisation professionnelle ;
- Missions de représentation et de négociation à tous niveaux ;
- Administration de l'organisme et participation permanente aux activités de l'équipe de direction.

Profil du candidat :

- Formation supérieure à dominante économique avec large ouverture sur les technologies. Expérience administrative ;
- Tempérament actif, imagination, adaptabilité, disponibilité, ambition tranquille en vue d'une carrière complète. Age minimum 35 ans.

Adresser C.V. détaillé à M. Jacques GUYEYAT, I.P.A. - 11, square Jambin, 75115 PARIS.

Établissement Financier de premier ordre dont le siège social est à Paris, recherche pour ses relations avec sa clientèle :

UN CADRE FINANCIER ET COMMERCIAL

qui sera l'Adjoint du Responsable du Département. Le candidat aura trente ans ou moins, de préférence une formation universitaire et justifiera d'une expérience indissociable d'au moins cinq ans dans le domaine financier et commercial. Il maîtrisera une ou plusieurs langues étrangères dont de préférence la langue anglaise. Cette fonction lui offrira à un candidat ayant le goût des contacts humains et des déplacements.

Adr. C.V. lettre manuscrite, présent et photo sous n° 7.724 à « Le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

peuvent justifier d'une expérience de 3 ans minimum dans le domaine V.H.F. - U.H.F.

SYNTHÈSE DE FRÉQUENCE
Il s'agit de gérer une équipe d'études pour CONCEVOIR et INDUSTRIALISER un matériel de série dans le domaine des TÉLÉCOMMUNICATIONS

Envoyer C.V., photo n° 29.714, CONTEXTE Publiaté, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

SCOD LEADER EN REALISATION DE SYSTEMES CONVERSATIONNELS DE GESTION

recherche pour renforcer ses équipes

INGÉNIEURS CONSEIL
GRANDE ÉCOLE, INSA, ENST

chargés de la conception et du suivi de projets.

Poste 1 : (réf. 1138) Expérience industrielle. Poste 2 : (réf. 1139) Expériences comptabilité et contrôle budgétaire.

INGÉNIEURS ETUDES
GRANDE ÉCOLE MAÎTRISE DE GESTION OU D'INFORMATIQUE

chargés des analyses de la mise en place et de la formation. (réf. 1140)

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence du poste à : RAC, 27, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, 75116 PARIS

INTÉPRETATION FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour ses activités internationales

CADRE DE GESTION DE PERSONNEL A L'ÉTRANGER

Il assurera des responsabilités importantes : modèles d'emploi du personnel déplacé de France, liaisons permanentes avec les différents établissements, gestion, formation...

Ce collaborateur, diplômé de l'enseignement supérieur, devra avoir une formation juridique.

Une expérience de quelques années dans des fonctions similaires et un niveau international est souhaitable.

La connaissance de l'Anglais est nécessaire. Le poste est à pourvoir à Paris. Les dossiers de candidatures (CV + lettre manuscrite) seront traités confidentiellement après, 313 B par

claudio debray conseil
29, rue Robert Lindet - 75015 Paris

ETABLISSEMENT de CREDIT - BAIL
Quartier Etoile, recherche

responsable service gestion-contrats

Poste réservé à Cadre confirmé ayant expérience administrative, connaissances comptables, apte à assurer liaison avec informaticiens.

Envoyer lettre manuscrite avec CV photo et présentations au Service 1567 M

plein emploi
10, rue du mail PARIS 2^{ème}

MATRA

recherche pour ses activités électromécaniques (facteurs de pilotage et servo-commandes)

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Il a la responsabilité du développement d'équipements : études d'avant-projet - conception des prototypes - essais de validation de l'étude.

Il est appelé à évoluer vers une fonction de Chef de "Projet" lui assurant en plus, une responsabilité technique du matériel en série.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation ou d'expérience aéronautique - de 2 à 4 ans d'expérience sur des études théoriques - et désirant étendre son expérience industrielle aux problèmes techniques de développement et de production.

Anglais courant. Adresser C.V. et présentations sous référence 113 à Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

ingénieur mécanicien

Nous sommes une importante Société Pétrolière occupant une place de premier plan sur le marché des carburants.

Le candidat est un jeune ingénieur O.I.T. Chef ou ancien Chef Mécanicien, sera chargé de la promotion des ventes des carburants auprès des armées ; il en suivra l'application à bord de navires.

Basé à Paris, il se déplacera en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. photo et présentations sous réf. 315333 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
13, RUE CHATEAUVILLE - 75001 - PARIS

CHEF DU SERVICE PERSONNEL SOCIÉTÉ MÉCANIQUE

Effectif 250 personnes - Banlieue Ouest de Paris recherche

Il prendra en charge sous contrôle de la Direction Générale et en liaison avec les services opérationnels, le recrutement, la formation, les promotions, les rémunérations, les relations avec les syndicats et les représentants du Personnel.

UN CADRE
DE FORMATION SUPÉRIEURE OU ÉQUIVALENTE ayant une dizaine d'années d'expérience

IMMÉDIATEMENT DISPONIBLE

Boite à n° 30.544, CONTEXTE Publiaté, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, q. r.

Importante Société de Tuyauterie
(groupe industriel de 1^{er} plan)

recherche

INGÉNIEURS BUREAU D'ÉTUDES

Ingénieurs en cadres techniques de grande expérience

pour réaliser les études d'ensemble et d'exécution, installations importantes de tuyauteries industrielles (généralistes, haute pression et nucléaires).

ils superviseront des équipes de techniciens et dessinateurs et seront responsables du choix des techniques, des délais et des budgets d'études.

Lieu de travail : PARIS.

Boite avec C.V. et présentations sous n° 1.239 à M. JACQUES HERRON, 112 bd Voltaire, 75011 Paris

IMPORTANT CABINET DE COURTAGE D'ASSURANCES

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

SIEN : directement rattaché au Président, sera chargé de la politique commerciale et de son application ;

animation et la gestion des différentes unités de production (risques industriels et risques maritimes) comptant plus de 30 personnes d'effectif ;

coordination avec certains clients importants.

Profil : formation supérieure ; il est âgé d'au moins 35 ans ;

il a eu, minimum 5 ans de responsabilité managériale ou technique-commerciale en entreprise ou courtage ;

il a expérience doit composer l'animation de réunions.

INTÉRIEUR : en fonction de l'expérience le sera négocié en fonction de l'expérience de la compétence du candidat.

Boite avec C.V. manuscrite détaillée, présent et photo sous n° 2 à M. TRINIS, 14 rue de Longchamp 92200 Neuilly sur Seine

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE MULTISERVICES
Cher chiffre d'affaires recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Fonctions suivantes : - Apport clients nouveaux ; - Création et animation service commercial ; - Gestion administrative et commerciale. Salaire 150.000 F + participation.

Adresser C.V. à S.W. KREMER, R.P. 285 - 75244 Paris Cedex 08, sous référence L.630, qui transmettra.

REDACTEUR
pour son service

relations publiques

Il s'agit de diriger et de concevoir des textes de formation et de documents d'information. Une formation supérieure, une pratique des langues étrangères et une expérience du journalisme sont des atouts pour ce poste.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo sous n° 2 à M. TRINIS, 14 rue de Longchamp 92200 Neuilly sur Seine

GROUPE INTERNATIONAL
mondialement réputé pour la conception et la réalisation de systèmes de instrumentation automatisée

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

Le candidat devra être un ingénieur de formation électromécanique, ayant une expérience pratique de la négociation de contrats et du contrôle des projets en France et à l'étranger.

Capable d'analyser et coordonner des actions d'un groupe de spécialistes, il sera également responsable du contrôle financier et de la rentabilité de son Département.

L'anglais courant est essentiel ainsi qu'un bon contact humain pour ce poste qui peut évoluer vers la Direction Générale d'une unité autonome.

Boite avec C.V. détaillé sous réf. DD/JP à T.A.S., 77, rue Le Bon, 75002 PARIS, qui transmettra aux conseillers chargés de cette recherche. Discretion absolue garantie.

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ÉTUDE
recherche pour son SERVICE DOCUMENTATION

CADRE TRADUCTEUR D'ALLEMAND CONFIRMÉ

pour :

- traductions (pour thèmes et versions) et éventuellement interprétariat d'allemand technique et commercial ;
- analyse de documents techniques ;
- Participation aux travaux documentaires (établissement de revues allemandes et recherches bibliographiques).

Le candidat devra, en outre, posséder une sérieuse connaissance de l'anglais.

Ce poste exige une formation aéronautique, de bonnes connaissances techniques de base et le goût du travail en équipe.

Adresser candidatures avec curriculum vitae détaillé à Société EUROPEENNE DE REPRODUCTION, Tour Nobel, Cedex n° 3, 92080 PARIS LA DÉFENSE.

P.M.E. de distribution produits de grande consommation BUNGIS
recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- chargé des budgets, de la comptabilité et de la gestion du personnel.

- Expérience nécessaire.

- Langues souhaitées.

- Libre immédiatement.

Adr. candidats, C.V. et présentations à n° 7.721, « Le Monde », 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e.

CONSEIL EN COMMUNICATION
en développement, recherche pour diriger son département

HOMME, 30 ans minimum

• 5 ans d'expérience professionnelle ;

• Connaissances bien les différentes techniques de promotion des ventes.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et présentations à : J.L.P., 1 bis, avenue de Châteaux, 92200 Neuilly.

l'immobilier

appartements vente

STUDIOS EQUIPES IDEAL POUR PLACEMENT

BOUQUIN OU ANCIENS RENOVES, A PROXIMITE DE LA RUE DE LA VILLETTA. CREDIT 30 % GESTION ASSUREE PAR NOS SOINS

15, rue des Martyrs, 75009 - TEL: 282-14-15

Paris - Rive droite

MAGNAN (com. grand confort) 7 P. 2 ch. de serv. 200.000 F. 212-21-22

SPY-LYSEES (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 150.000 F. 212-21-22

G. MANDEL (ind. mod.) 3 P. 2 ch. de serv. 120.000 F. 212-21-22

FOCH (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

ERL (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 160.000 F. 212-21-22

STOILE - NOCHE (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 170.000 F. 212-21-22

RUE BEAUMONT (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 160.000 F. 212-21-22

THEYER (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 160.000 F. 212-21-22

REGOIRE V. APPT (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 160.000 F. 212-21-22

Paris - Rive gauche

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

Paris - Rive gauche

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

PLAQUE FORTE SAINT-LOUIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

appartements vente

(Près) TROCADERO

SEJOUR DE PREMIER ORDRE 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

SEJOUR DE PREMIER ORDRE 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

SEJOUR DE PREMIER ORDRE 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

INVESTISSEURS

RUE DE FLANDRE (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

RUE DE FLANDRE (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

Paris - Rive gauche

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

Paris - Rive gauche

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

Paris - Rive gauche

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

ASSAS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

constructions neuves

UNE CLÉ POUR VOUS LOGER OU POUR INVESTIR

Centre Etain - Centre Mairie - 539-22-17

30.000 appartements et pavillons prêts à l'achat. Une documentation précise sur chaque programme, un accompagnement personnalisé avec un spécialiste des aspects juridiques, fiscaux et bancaires. Service gratuit de la Compagnie Bancaire.

locations neuves

NEUILLY 65, 80 DU CHATEAU

Grand jardin. Tous les jours de 14 h à 17 h. 17, rue de la Chapelle, 75018. P. DOLY, 16881, 52-14-22

LE SUCROUX

PARIS (Forêt des Lilas) EXCELLENT PLACEMENT DU STUDIO AU 4 PIÈCES. P. DOLY, 16881, 52-14-22

ARAGO - Résidentiel

Petit immeuble gracieux. 2 A 4 PIÈCES. P. DOLY, 16881, 52-14-22

CHATEAU 10 ETOILE

Dans immeuble de prestige. 2 A 4 PIÈCES. P. DOLY, 16881, 52-14-22

NEUILLY - MARRIE

Immeuble de prestige. 2 A 4 PIÈCES. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON-ALFORT

Immeuble de prestige. 2 A 4 PIÈCES. P. DOLY, 16881, 52-14-22

appartem. achat

LIANAIS (com. grand confort) 4 P. 2 ch. de serv. 180.000 F. 212-21-22

échanges

Occas. rare à saisir. Aff. unique. 150 m² terrain. P. DOLY, 16881, 52-14-22

pavillons

Montesson-Ladrière. Pavillon plain-pied. P. DOLY, 16881, 52-14-22

locations non meublées

Paris

16 Prud'homme TROCADERO. Petit appartement. P. DOLY, 16881, 52-14-22

PARIS 15^e

SANS INTERMÉDIAIRE. 5 P. 2 ch. de serv. P. DOLY, 16881, 52-14-22

PARIS 11^e

Autre Place de la République. 3 P. 2 ch. de serv. P. DOLY, 16881, 52-14-22

EXCLUSIVITE

John Arthur et Tiffen. 174 bd Haussmann, PARIS (8^e). 324-93-33

16^e ETOILE

DANS IMMEUBLE PARTICULIER. 800 M² DE BUREAUX. LOYER 500 F/M². RICHARD ELLIS, 22-27-00. (01) 47-73-71

BUREAUX A LOUER

17^e arr. 220 m² et 515 m². P. DOLY, 16881, 52-14-22

STUDIO

17^e arr. 40 m². P. DOLY, 16881, 52-14-22

viagers

NICE. Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

locations meublées

PARIS. 17^e arr. 40 m². P. DOLY, 16881, 52-14-22

forêts

Vente Haute-Savoie. 124 ha. P. DOLY, 16881, 52-14-22

propriétés

CANNES

Superpropriété à vendre. P. DOLY, 16881, 52-14-22

VESINET

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

MAISON

Immeuble de prestige. P. DOLY, 16881, 52-14-22

Une Alfa Romeo se choisit à la SFAM

- 120 personnes à votre service.
- Exposition permanente de la gamme.
- Délais de livraison les meilleurs. Crédits, leasing.
- Ateliers spécialisés mécanique, carrosserie et peinture.
- Quick-service : pour réglages et réparations rapides.
- Important stock de pièces détachées d'origine.

Une Alfa Romeo s'entretient à la SFAM

SFAM - France

15, bd de Courcelles 75008 Paris Tel. 292.02.50 - 40 ter av. de Suffren 75015 Paris Tel. 734.09.35

automobiles automobiles

Une Alfa Romeo se choisit à la SFAM

- 120 personnes à votre service.
- Exposition permanente de la gamme.
- Délais de livraison les meilleurs. Crédits, leasing.
- Ateliers spécialisés mécanique, carrosserie et peinture.
- Quick-service : pour réglages et réparations rapides.
- Important stock de pièces détachées d'origine.

Une Alfa Romeo s'entretient à la SFAM

SFAM - France

15, bd de Courcelles 75008 Paris Tel. 292.02.50 - 40 ter av. de Suffren 75015 Paris Tel. 734.09.35

automobiles automobiles

Une Alfa Romeo se choisit à la SFAM

- 120 personnes à votre service.
- Exposition permanente de la gamme.
- Délais de livraison les meilleurs. Crédits, leasing.
- Ateliers spécialisés mécanique, carrosserie et peinture.
- Quick-service : pour réglages et réparations rapides.
- Important stock de pièces détachées d'origine.

Une Alfa Romeo s'entretient à la SFAM

SFAM - France

15, bd de Courcelles 75008 Paris Tel. 292.02.50 - 40 ter av. de Suffren 75015 Paris Tel. 734.09.35

LES RÉGIONS

Deux « villes moyennes » redécouvrent

AUXERRE Deux cousins sur la promenade

ILS sont cousins (par alliance), énarques, et ils citent tous deux l'abbé Labauf à propos de leur ville, Auxerre, « plus sainte que Jérusalem ». L'aîné, Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, vice-président de la Fédération nationale des républicains indépendants, est maire d'Auxerre. Le cadet, Etienne Louit, est président de l'Association pour la défense et l'animation d'Auxerre (ADAA), qui a combattu au printemps dernier la démolition des anciennes halles, à qui vient d'organiser un référendum sur le transformation, en cours, des promenades de la ville.

Par la SAREF, du groupe Parbas), la nouvelle équipe entreprit de créer un deuxième ensemble sur la hauteur, relança la « rénovation-bulldozer » du quartier du Pont, et aménagea, place de l'Archevêque, après avoir fait abattre les arbres de cet ancien champ de foire, un parc de stationnement souterrain et une succession de terrasses qui cachent un marché semi-enterré... Ce qui lui permit de démolir les anciennes halles, dans la vieille ville, après avoir obtenu « le rattaché » l'autorisation du secrétaire d'Etat à la culture. M. Michel Guy souhaitait un effet probant cette « construction typique et de valeur », témoin intéressant de l'architecture métallique du début du siècle, mais il ne fut pas suivi par la commission supérieure des monuments historiques.

On regrettera que n'aient pas été recherchées, quand il en était encore temps, les utilisations possibles de ce vaste espace couvert, qui a été remplacé par un parc de stationnement provisoire, dont l'aménagement a coûté 650 000 francs. Aujourd'hui, le débat porte sur les promenades. En exceptant, dans une lettre du 20 novembre 1974, leur « aménagement », M. Guy insistait sur la nécessité de protéger les anciennes halles. Le secrétaire d'Etat s'est-il contenté d'un marché de dupes ? L'affaire montre en tout cas certains débordements de la « solidarité ministérielle » et les difficultés de faire entendre raison à un maire quand il est membre du gouvernement.

Inscrite au contrat de « ville moyenne » signé par Auxerre en 1974, la transformation des promenades a pour but de doubler la largeur de la chaussée de circulation qui, passant de deux à quatre voies avec un trottoir central, devient une sorte de voie rapide. Ce qui réduit de moitié la largeur des promenades proprement dites. Créées au dix-neuvième siècle à l'emplacement des ramparts du Moyen Age, les promenades sont certes devenues, sous quatre rangées de tilleuls, un vaste parc de stationnement sauvage. Une partie des arbres sont plutôt mal en point, victimes de leur âge ou de mauvais traitements : certains ne plongent-ils pas directement dans le bitume ?

Restaurer les promenades, ce serait tout simplement intégrer le stationnement, replanter certains arbres et disposer quelques bancs. Au lieu de cela, on peut voir, entre la porte du Temple et la porte d'Eglisy, les résultats des premiers travaux qui devaient être terminés, de l'Yonne à la porte de Paris, en 1977 : au bord d'une sorte de boulevard périphérique, des murs retiennent la terre où sont plantés des tilleuls nouveaux ; des emmurements, même, sont une succession de terrasses dallées ; la tout est abondamment éclairé par des luminaires de plusieurs sortes.

« Strictement en l'état » L'effet sera peut-être intéressant... quand les arbres auront poussé. Mais ces promenades nouvelles n'ont rien de voir avec les anciennes. Or, le site est classé depuis le 4 janvier 1965. Comme le rappelle une plaquette éditée récemment par le secrétaire d'Etat à la culture, le classement est « une mesure de protection des sites de qualité exceptionnelle qui ont vocation à être maintenus strictement en l'état ». Pour modifier un site classé, il faut l'autorisation du secrétaire d'Etat à la culture. M. Guy l'a donnée, le 20 novembre 1974, « compte tenu de l'état d'avancement du projet et des travaux ». Et la commission départementale des sites s'était prononcée, le 25 juillet 1974, « en faveur de l'aménagement », qui a été confié à M. Bernard Collette, architecte des bâtiments civils et palais nationaux. Mais la caution d'un spécialiste titré et le mauvais état actuel des promenades ne suffisent pas à justifier ce

Armes de

ont paru dans la presse régionale, aucune exposition n'a été organisée. Alors, la démocratie locale ? La participation des habitants à l'urbanisme, prônée par M. Giacobbi d'Estimote ? Dans l'entourage de M. Soisson, on cherche surtout à minimiser l'action de l'ADAA, à dénoncer l'« illégalité » et le peu de garanties de son référendum, que le municipalité, se retranchant derrière la loi de 1984, a refusé d'organiser elle-même.

Toujours est-il que 3471 personnes, soit le quart des électeurs dans cette ville de 38 000 habitants, se sont déplacées pour donner leur avis : 83 % des suffrages exprimés sont hostiles à la poursuite de l'opération « promenades » ; seuls 229 partisans de ces travaux ont jugé utile de le dire lors de cette consultation, certes non officielle, mais très sérieuse tout de même. Une ville ne se gère pas seulement à coups de millions de subventions, décrochées à Paris, et augmentées de 50 % grâce à une lecture astucieuse de la loi de 1971, destinée à inciter les communes à fonctionner : l'association avec la

commune voisine de Vaucouleurs, rapporté gros à Auxerre... Une ville ne se façonne l'œuvre à l'œuvre de son maire, qui veut « moyenne » mais point cent mille habitants ou vingt et unième siècle. Au-delà de la résistance gements à du désir de rations plus « douces », du référendum montre que sans souhaitait participer, donner leur avis, être. Et il ne suffit pas, pour l'ADAA, d'« accuser » le référendum politique de l'opposition naturelle ce un crime de nature des électeurs, un crime des élus et dont il faudrait les autres ? Si le débat pas permanent et continu normal que les élections cantonales l'an prochain, les en 1977, soient l'oc remises en cause et d'aff sur les vrais sujets, les ; la ville, la politique au se

MICHELE CHAMF

Opinions

TRANSPORTS GRATUITS POUR LES ANCIENS ET LES CHOMEURS ?

DANS une question écrite, M. Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne, avait proposé que l'on instaure « la gratuité des transports urbains et suburbains avec participation de l'Etat pour toutes les personnes âgées non imposées sur le revenu ». Le secrétaire d'Etat aux transports lui répond dans le Journal officiel du 16 novembre : « La décision d'octroi de tarifs préférentiels, écrit-il, gratuite ou semi-gratuite, actuellement accordée aux personnes âgées sur les transports urbains publics en région parisienne et en provinces relève de la compétence des collectivités locales. En région parisienne, celles-ci doivent s'engager à rembourser intégralement les entreprises de transport les pertes de recettes résultant de ces réductions. En province, les contrats administratifs qui lient les autorités concédantes à l'entreprise de transport régissent les modalités de compensation financière.

Des mesures de ponale ne pourraient être lément envisagées que cadre d'un examen général politique d'aide aux personnes âgées. C'est tout le problème ne peut, à tout le mot prouver la réflexion lorsqu'il remarque : « les rames de trains sont occupées en milieu de est très regrettable que travailleurs ne puissent les voyages dont ils o font de ressources / suffisantes. » Et ajouter des personnes âgées, ne dirait-il pas de leur calcul meurs déclarés dont les ces sont elles aussi limit en outre, sont obligés quents déplacements pocher un nouvel emploi. Une ville de province donner un exemple à Toulouse qui se propos de la gratuité des tra ses chômeurs.

CONNAISSEZ-VOUS REIMS? MOI OUI. nous dit Jean-Maxime LEVEQUE, Vice-Président Directeur Général du Crédit Commercial de France. Nous transférons progressivement à Reims une partie des services centraux du Crédit Commercial de France. Dans une grande banque, une décentralisation comme celle-ci est, comme on peut l'imaginer, une opération délicate. Pour nous, les facilités de liaison avec le Siège des Champs-Élysées étaient déterminantes. Reims nous offrait la proximité (1 h 30 de Paris par le train) et toutes les facilités que nous exigeons en matière de télécommunications, ce qui était déjà suffisant pour justifier notre choix. Reims permettait en plus à notre personnel de disposer, près de nos bureaux, d'un logement facile et agréable et d'installations scolaires et universitaires complètes. D'ailleurs, beaucoup d'autres activités tertiaires se développent à Reims. Au moment où la construction de notre nouvel immeuble s'achève et où nos premiers services à transférer viennent de s'installer, ceci me confirme dans l'opinion que choisir Reims, c'est un gage de réussite. REIMS, UNE AUTRE FAÇON DE VIVRE ET DE TRAVAILLER.

CO VOUS Pa C'EST DIFFICILE DE GRANDIR SANS RIEN PERDRE DE SON CHARME. Dijon a su allier développement et qualité de vie : 2 500 logements neufs par an ne font pas oublier les « cent clochers », les toits de tuiles polychromes et un environnement de 500 ha d'espaces verts. 6 zones industrielles à quelques minutes d'un centre urbain soigné, animé par ses rues piétonnières. Une activité économique orientée vers des industries de pointe, un rayonnement universitaire et une vie culturelle intense. Dijon a su se développer sans perdre ni son âme... ni son charme. DIJON A SU GRANDIR Maire de Dijon : Tél. 41.51.30

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

redécou...

Les charmes de la province

LES RÉGIONS

BRIVE

Les espions pour les piétons

Coup sûr, l'événement soulèvera moins de passion qu'une victoire de l'équipe rugby. A compter du 1er décembre prochain, trois rues commerçantes du centre de Brive partiront aux piétons. Les zones auront perdu un kilomètre de parcourus, mais la capitale provinciale de la Corrèze — ville étant la première escarmouche de la bataille qu'elle a engagée pour la qualité de la vie.

Pour saisir l'importance de cette décision municipale, il faut revenir dix-huit mois en arrière. En juillet 1974, deux jeunes gens venus de Paris, appareils de photo en bandoulière et carnet de croquis à la main, foulaient les trottoirs dans les rues étroites et chaleureuses de la vieille ville. Ces « espions » falsaient partis de l'une des équipes mobiles que le ministère de la Qualité de la vie met gratuitement, depuis deux ans, à la disposition des villes moyennes qui en font la demande. Par groupes de trois ou quatre architectes, ingénieurs et sociologues vont, en quelques jours, diagnostiquer les maux qui tourmentent Blois, Autun, Lons-le-Saunier... ou Brive. Autant de petites cités provinciales qui, passées les fibres de la croissance industrielle, regrettent d'avoir perdu leur agrément d'autan.

A Brive-la-Gaillarde, le « patron », c'est Jean Charbonnel, ancien ministre, député U.D.R., maire depuis bientôt neuf ans. En une décennie, sa ville a changé de physionomie. Elle a pris du

poils — 10 000 habitants — s'est enrichie de commerces, d'écoles, d'un hôpital-mammouth, s'est environnée d'usines et ne sait plus où construire les pavillons dont rêvent tous les Corrèziens. En revanche, son cœur succombe sous les voitures, ses poumons — les collines qui l'entourent — se grelent de constructions, son sang — la Corrèze — se charge d'impuretés. Intoxiqués par le mythe de la « grande ville », des architectes parisiens ont même imaginé de raser le quart de la cité historique pour ériger, à la place des belles demeures en grès, l'habituel paquet de tours et de barres en béton.

Jean Charbonnel et Bernard Val, le jeune directeur des services techniques de la ville, sentent que l'on fait fausse route. Mais comment convaincre le conseil municipal qu'après le « boom » économique il est temps de jouer la qualité de la vie ? Il faudrait faire appel à l'œil neuf de consultants extérieurs. Les équipes mobiles des services parisiens de l'environnement sont faites pour

cela. Leurs suggestions ne coûtent pas un centime et les édiles gardent l'entière liberté de n'en rien retentir.

L'opération est sans risque : elle démarre pendant l'été 1974. La mairie fournit aux enquêteurs tous les plans qu'ils désirent, leur ouvre les dossiers de ses projets : plan d'occupation des sols, étude

de circulation, future zone piétonne, rénovation du centre, site d'I.L.M. en cours de construction. Elle les invite pendant trois jours à autopsier la ville. Quelques mois plus tard, l'équipe de Paris — le groupe d'études et de recherche en urbanisme (1) — présente un catalogue de propositions assorties de photos et de croquis.

est si encourageant que la Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (C.I.A.N.E.) a décidé, en juillet dernier, de consacrer 5 millions de francs à la poursuite de l'opération dans les deux années à venir.

Les équipes mobiles vont être portées de deux à quinze. On fera appel à des consultants individuels, selon les problèmes rencontrés. Au total, une centaine d'experts seront disponibles, constituant une sorte de S.V.P. de la qualité de la vie. Au programme : une dizaine de villes moyennes seront « traitées » en 1976, mais aussi des petites villes, des zones industrielles. Les consultants étudieront non seulement les problèmes d'environnement, mais présenteront aux municipalités qui le désireront des suggestions concernant le sport, les loisirs, le tourisme. Une brochure expliquant tout cela va être tirée à 25 000 exemplaires.

Train sur pneus

Le programme est séduisant. Dans le cœur historique, place aux piétons. Deux parkings souterrains, au nord et au sud, abriteront les voitures. Un petit train sur pneus fera la navette de l'un à l'autre. Le quartier menacé de rénovation sauvage sera, au contraire, restauré maison par maison. La place du 14-Juillet, où se tiennent les fameux marchés de Brive-la-Gaillarde, devrait être réaménagée, comme le jardin qui la prolonge vers la Corrèze. Sur les berges de la rivière — inutilisées jusqu'ici — des sentiers mèneront promeneurs et cyclistes

vers les plaines de jeux situées à l'est et à l'ouest de la ville.

Le théâtre municipal — délabrément rétro — la patinoire olympique — qui a fait faillite — doivent devenir, après transformation, les pôles d'une nouvelle vie culturelle. Les blocs d'I.L.M. qui défigurent la colline de Beylles-Hautes, se sont dissimulés derrière des rideaux d'arbres et le reste du programme (2 000 logements) complètement révisé.

Le bouquet d'idées emporte l'adhésion du conseil municipal. L'équipe mobile est même chargée de le reprendre intégralement, de le chiffrer, point par point, et de demander l'aide de l'Etat pour sa réalisation. Brive souhaite pour cela signer un contrat « ville moyenne » avec la DATAR. Celle-ci a pris en considération le projet qui lui a été soumis. Aucune des idées n'a été rejetée. Réponse définitive dans quelques mois. Il y a toutes les chances qu'elle soit positive. « L'opération coûtera une quinzaine de millions, dit M. Charbonnel, dont 5 à 6 millions fournis par l'Etat. »

La France provinciale, celle des villes modestes, a enfin compris, avant la capitale et les grandes métropoles, qu'il était temps de sauver ce qu'elle a de meilleur. On lui en offre à présent les moyens.

MARC AMBROISE-RENDU.
(1) G.E.R.U., 77, avenue des Gobelins, 75013 Paris. Tél. 523-27-48.

Opinion réactions

NOS ÉLUS SONT-ILS TROP AGÉS ?

« U N maire peut garder ses fonctions tant qu'il est vert », répondait récemment M. Louis Pradel, maire de Lyon, soixante-neuf ans, lorsqu'on l'interrogeait sur son éventuelle succession. « Vert », c'est-à-dire ? La municipalité de la région lyonnaise « Métropole », sur le thème de l'âge de la retraite pour les élus, commença un sondage dont il donne les résultats dans son dernier numéro. Une majorité assez nette de Lyonnais (66 %) s'est prononcée pour l'instauration d'un âge limite — qui pour 50 % d'entre eux ne peut dépasser soixante-dix ans — au-delà duquel il ne serait plus possible de briguer un mandat.

appelé « le refus de la sénatorialité ». Il écrit :

« Derrière le rajustement des cadres politiques, il existe finalement une idéologie moderniste. Faire du nouveau à tout prix. Il n'est pas sûr que ce soit une bonne solution. Les vieilles problèmes récurrents d'être oubliés. Qu'une commune élise un maire jeune, c'est très bien. Pendant quelques mois, la population en sera fière. Mais, jeune ou vieux, l'élu municipal aura à faire face aux mêmes difficultés.

« Pourtant, il ne faut pas rejeter avec mépris la volonté de rajustement des cadres politiques. Il s'agit là d'un souhait profond de la société qui répond ainsi aux difficultés qu'elle connaît. »

* « Métropole », 40, rue du Président-Herriot, 69 282 Lyon, Cedex 1.

L'« AMÉNAGEMENT » LÉOPARD

DANS « la Lettre du maire » (17, rue Lincoln, 75008 Paris) du 31 octobre, le directeur de la publication, M. Guy Sarman, écrit :

« La loi et les relations avec l'Etat sont les mêmes pour tous, ce qui n'empêche évidemment pas les riches de s'enrichir et les pauvres de s'appauvrir. »

« La planification et les aides régionales sont venues depuis une dizaine d'années tenter de rectifier le tir en affirmant des priorités. Mais aujourd'hui les priorités sont devenues tellement nombreuses qu'il est inquiétant de ne pas être prioritaire. On peut en juger par la multiplication des plans spéciaux pour la Bretagne d'abord, puis pour le Massif Central et bientôt pour les zones de montagne, puis les côtes maritimes et encore les régions frontalières.

« Aussi une carte administrative objective de la France devrait-elle ressembler à une peau de léopard, où les taches sombres

seraient formées des contrats que les collectivités ont pu conclure entre elles et avec l'Etat. Le fond blanc indiquerait les zones de totale indépendance communale. »

VIVENT LES ESCARGOTS !...

I NTERDIRE le ramassage des escargots en période de peste, c'est ce que demandait à M. Jarrat, ministre de la Qualité de la vie, les conseillers municipaux du petit village de Saint-Genest (Voges). Ils exigent la disparition totale des gastropodes, victimes d'un ramassage « sauvage ».

Saint-Genest a déjà réservé à ses seuls citoyens (cent vingt) la cellule des champignons poussant sur le territoire de la commune.

Sans plus attendre, Brive fait peau neuve. On commence à refouler les voitures, on adopte un nouveau plan pour la colline de Beylles-Hautes, on lance un concours d'idées pour la place du 14-Juillet, on recense les vieilles demeures, on programme, pour l'été prochain, un festival de musique dans la cour d'un hôtel Renaissance. Tout est désormais possible à Brive, même le meilleur.

Au ministère de la qualité de la vie, on dresse aussi le bilan des équipes mobiles. Elles sont déjà intervenues dans quinze villes. Coût de cette campagne expérimentale : 700 000 F. Le résultat

voilà votre bonne santé dépend d'une literie SIMMONS
CAPELOU DISTRIBUTEUR
17 av. de la République - Paris 11^e
Tél. 357.46.35
Métro Parmentier

Ecco vous propose des intérimaires. Pas des bouche-trous.



En juin 1975, une grande usine de Fos-sur-Mer crée d'urgence une cellule administrative. Le Directeur des Achats a besoin dans la journée du 7 de deux magasiniers, de deux comptables, d'une sténo-dactylo bilingue et de deux secrétaires facturières. Le problème est posé à Monsieur Bonifacio, Directeur de l'Agence Ecco de Fos-sur-Mer. Comme nos 150 agents en France, il connaît parfaitement les entreprises de sa région. Dans la journée, il fournit les sept intérimaires demandés. Très vite, tous donnent satisfaction. Par leurs qualités professionnelles, et aussi parce qu'ils ont su se faire adopter par tous les services. Cinq d'entre eux sont engagés définitivement. Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise. Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

Ecco
Des intérimaires aussi qualifiés que ceux qu'ils remplacent.

GRANDIR
SON CHANGEMENT
ANDIR

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

Quel maire pour la capitale ?

Réunis le 17 novembre, les députés de Paris des trois groupes de la majorité présidentielle (U.D.R., R.I. et réformateurs) vont présenter plusieurs amendements au projet de loi sur la réforme du statut de Paris, dont il est confirmé qu'il sera discuté au début de décembre par le Parlement. En revanche, la discussion du projet de réforme du statut de la région parisienne, qui devait être présentée en même temps à l'Assemblée nationale, serait repoussée à la session de printemps. Le premier ministre devrait en effet, ce mardi, proposer la conférence des présidents de la région en raison de l'annonce de la réforme du jour. On indique au ministère de l'Intérieur que ce retard devrait n'avoir aucune conséquence sur l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 1976, du nouveau statut de la région parisienne.

Le projet de loi gouvernemental sur la réforme du statut de Paris prévoit dans son état actuel : un Conseil de Paris de cent membres, un maire élu seulement pour deux mandats de six ans, la réunion au cours de deux sessions annuelles de l'assemblée municipale, une commission permanente siégeant pendant les intermissions, douze adjoints au maire et, dans chaque arrondissement, une commission consultative composée des élus.

Les députés de la majorité font aujourd'hui

les propositions suivantes : le Conseil de Paris comprend cent vingt-cinq membres, le maire peut être réélu sans limite et peut convoquer quand il le désire l'assemblée municipale, la commission permanente disparaît, le nombre des adjoints au maire est porté à dix-huit. Au niveau local, les élus de la majorité ont repoussé la formule d'une municipalité d'arrondissement émise que proposait M. André Fanton (« le Monde » du 15 novembre), ainsi que la commission consultative telle qu'elle est envisagée par le gouvernement. Ils souhaitent la création dans chaque arrondissement d'une commission composée des conseillers de Paris de l'arrondissement, de parlementaires non membres du Conseil de Paris et, enfin, des délégués au maire de Paris qui seraient aussi officiers d'état civil. En revanche, les participants à la réunion de lundi n'ont pu se mettre d'accord sur le fait de savoir si le futur statut de Paris devait être au même temps préfet de la région parisienne.

Ces propositions remettent donc largement en cause le projet gouvernemental. Elles poussent jusqu'au bout les conséquences de la création d'un maire à Paris, en tentant de rapprocher le plus possible le futur statut de la capitale du droit commun des communes françaises.

POINT DE VUE La responsabilité aux élus

par CLAUDE ESTIER (*)

APRES avoir longtemps hésité, le gouvernement s'est donc décidé à présenter deux projets de loi portant respectivement réforme du régime administratif de la Ville de Paris et création et organisation de la région Ile-de-France (ex-région parisienne). L'exposé des motifs signé de Michel Poniatowski affirme que le statut de Paris sera désormais « aligné sur la loi de droit commun ». Affirmation un peu rapide, de même que celle selon laquelle « une très large consultation n'excluant aucune famille de pensée politique » a précédé la rédaction du texte. La consultation fut de pure forme et le ministre de l'Intérieur n'en retint que ce qu'il était déjà décidé à accepter. La grande innovation est naturellement l'institution d'un maire de Paris, élu pour six ans par le Conseil de Paris qui reçoit compétence générale pour régler les affaires de la Ville et du département, puisque Paris est à la fois l'un et l'autre. Mais cette qualité fait précisément que le maire de la capitale ne sera quand même pas un maire comme les autres : il reçoit les pouvoirs d'Etat civil, mais non, par exemple, de police qui demeurent confiés au préfet de police.

On soutiendra que ce texte représente un effort de « libéralisation » par rapport au système de tutelle en vigueur jusqu'ici. Sans doute, mais il faut dire aussi que ce système est devenu parfaitement intolérable. Car si, comme toutes les collectivités locales, la Ville de Paris subit la plus efficace des contraintes, elle souffre en outre — et gravement — de la situation de ville mineure qui lui a été imposée au lendemain de la Commune. Maire de l'administration communale, c'est le préfet qui dispose sur à Paris, des moyens de procéder aux études, de choisir les projets qu'il entend présenter au Conseil de Paris, de déterminer les grandes lignes du budget, etc. Comme il est, de plus, le porte-parole du gouvernement, c'est, en définitive, le pouvoir central, par son intermédiaire, qui a la haute main sur l'administration de la Ville de Paris.

Les exemples ne manquent pas d'interventions directes du gouvernement et de l'Elysée, dans les grands problèmes de la capitale. Citons l'expérience désastreuse de La Villette, celle des deux voies express, l'achat des terrains Citroën, l'affaire des Halles, tous projets d'aménagement imposés par des présidents de la République. Circonstances aggravantes pour ce qui concerne la voie express vive gauche et l'aménagement des Halles : la décision avait été prise par l'Elysée et imposée au Conseil de Paris. Ces décisions ont de lourdes incidences financières et mettent également en cause l'autorité du préfet de Paris et de sa haute administration, dans la mesure où il leur est demandé de soutenir successivement deux projets diamétralement contraires.

Aménagement du territoire

● **PROVINCE - ALPES-CÔTE D'AZUR** : pas d'augmentation des impôts régionaux pour la Provence-Alpes-Côte d'Azur, a annoncé le lundi 17 novembre, M. Gaston Delella, président du conseil régional. Le député maire de Marseille, a fait état de cette décision, à la suite de la réunion du bureau de l'assemblée régionale, qui avait à examiner les options du VII^e Plan, ainsi que son budget pour l'année prochaine.

nement et pour tenter de remédier aux insuffisances et aux lacunes de celui-ci.

J'ai vu que, dans cette discussion, les socialistes entendent leur problème de Paris et celui de la région parisienne, qui constitue de son côté une caricature de région puisque, lors du vote de la loi de 1972 instituant les régions dans le reste de la France, on n'a pas jugé utile de modifier la composition et le fonctionnement parfaitement arbitraire du District de la région parisienne institué en 1961.

L'expérience passée démontre que la plupart des matras dont souffre cette immense région, où vivent près du quart des Français, a pour origine l'absence totale de démocratie, qui a laissé libre cours aux décisions autoritaires et contradictoires, à une spéculation éhontée, à l'anarchie et au gaspillage dans l'urbanisme, dans les transports, et dans les équipements collectifs en général.

Tel est le sens général des propositions qui ont été élaborées par les parlementaires et les élus parisiens du parti socialiste et qui seront reprises dans la discussion à l'Assemblée nationale sous forme d'amendements au projet gouvernemental.

(*) Secrétaire national du P.S., conseiller de Paris.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 XI 75 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 18 novembre à 9 heures et le mercredi 19 novembre à 24 heures :

Des basses pressions persisteront sur le nord du Bassin méditerranéen occidental et elles malotieusement des retours d'air humide sur la moitié sud-est de la France. Des perturbations, entourant l'anticyclone du proche Atlantique par le nord, apporteront de nouvelles pluies sur ces régions du Nord et de l'Ouest.

Mardi, un temps assez médiocre persistera sur la France. On verra des nuages abondants dans la plupart des régions, mais les précipitations se localiseront surtout sur la moitié sud-est, tombant sous forme de neige vers 800 à 1 000 mètres. Des orages locaux pourront encore être observés dans le Midi, mais des

PRÉVISIONS POUR LE 19 XI 75 DÉBUT DE MATINÉE



Les vents orientés entre nord-ouest et nord-est, seront forts près de la Méditerranée et faibliront un peu de la Manche à l'Atlantique. Les températures resteront généralement à leur niveau actuel. On verra un léger adoucissement le soir sur le nord-ouest du pays.

Mardi 19 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique redonne au niveau de la mer à Paris le baromètre, 769,3 millibars, soit 749,4 millibars de mercure. Les températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 8 et 6 ; Brno, 8 et 7 ; Casn, 7 et 5 ; Charbourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 5 et 4 ; Lille, 5 et 3 ; Lyon, 5 et 4 ; Marseille, 10 et 7 ; Nancy, 5 et 4 ; Nantes, 5 et 3 ; Nice, 10 et 5 ; Paris-La Bourgne, 7 et 1 ; Pau, 5 et 4 ; Perpignan, 10 et 5 ; Rennes, 8 et 5 ; Strasbourg, 7 et 4 ; Tournai, 7 et 5 ; Toulouse, 7 et 5 ; Poitiers-La-Pitre, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 10 et 3 degrés ;

Albanie, 21 et 20 ; Bonn, 10 et 5 ; Bruxelles, 9 et 7 ; Casn, 7 et 5 ; Copenhague, 6 et 4 ; Genève, 7 et 3 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 6 et 4 ; Madrid, 11 et 5 ; Moscou, 6 et -8 ; New-York, 13 et 11 ; Palma-de-Majorque, 12 et 5 ; Rome, 19 et 11 ; Stockholm, 9 et 5.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 17 et 18 novembre 1975 :

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux dispositions prises en application de l'article 18 de l'arrêté du 28 octobre 1974 pris en exécution des articles 3, 5, 6, 10, 11 et 15 du décret n° 75-998 du 28 octobre 1975 portant application des dispositions de l'article 14-1 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

DES TABLEAUX

● Des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1974 (revenus de 1974).

A PROPOS DE... L'évolution de la population parisienne

On commence à « monter » en province...

Le mythe du provincial qui « monte » à la capitale a vécu. Paris et la région parisienne ne semblent plus être aujourd'hui ce pôle attirant irrémédiablement population, emploi et équipement au détriment du « désert » français. Il semble maintenant que les rôles soient inversés.

Les chiffres fournis par la direction régionale de l'I.N.S.E.E. sont éloquentes : entre 1964 et 1962, il se sont écoulés quarante mille à quitter chaque année la province pour s'installer en région parisienne. Entre 1962 et 1968, on en dénombrait dix mille. Entre 1968 et 1975, selon les résultats encore provisoires du dernier recensement, ils sont plus de vingt mille à quitter Paris et les départements de la couronne pour s'installer en province. Les causes du phénomène sont connues : décentralisation des emplois, en particulier industriels, vers la province, baisse des loyers, durées de transport de plus en plus longues.

Pour continuer à s'étendre, la région parisienne, qui comprend 9,8 millions d'habitants, ne peut plus compter que sur son propre « dynamisme démographique ». Tous les croissances doit donc venir de l'excédent des naissances sur les décès, qui devrait être de l'ordre de soixante-quinze mille par an (entre 1962 et 1966, l'agglomération enregistrait chaque année cent trente mille âmes de plus, soit l'équivalent d'une ville de l'importance de Rouen).

A la lumière de ces chiffres, les hypothèses du schéma directeur, qui sont la « règle du jeu », de l'aménagement en région parisienne, paraissent optimistes, même après avoir été révisées en baisse. La région parisienne ne devrait guère représenter plus de 10,7 millions d'habitants en 1985, au lieu des 11 millions prévus dans la dernière mouture du schéma. Pour l'an 2000, on ne devrait pas

dépasser les 11 à 12 millions. Les résultats provisoires du recensement font également apparaître un deuxième phénomène : Paris se dépeuple à une vitesse inquiétante. Entre 1962 et 1968, la capitale a perdu trente-trois mille habitants par an, entre 1968 et 1975, quarante-cinq mille ; 2,8 millions d'habitants en 1962, 2,6 en 1968, 2,3 en 1975 et l'exode a même tendance à s'accroître.

Les arrondissements du centre (Bourse, Opéra, Marais, Louvre) sont les plus touchés, et le record appartient au premier arrondissement, qui a perdu près de 30% de ses habitants entre les deux derniers recensements. Tous les autres arrondissements sont concernés (y compris le quinzième, pourtant en pleine rénovation), et seul le treizième a vu le nombre de ses habitants augmenter.

Et la banlieue ? Les départements de la petite couronne (Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Seine-Saint-Denis) ont une croissance presque nulle. Les communes résidentielles de la « ceinture » commencent, à des degrés divers, les mêmes problèmes que Paris : saturation de l'espace, hausse des loyers, désindustrialisation, ce qui aboutit à un balaiage sensible de la population dans de nombreuses localités. Mais la grande banlieue se développe très fortement. Ainsi l'Essonne obtient le « ruban bleu » de la croissance démographique en France avec une augmentation de population de trente-cinq mille par an.

Où, le spectre d'une « mégapole » de 15 à 20 millions d'habitants a bien disparu.

● L'AMÉNAGEMENT DES HALLES. — Le conseil d'administration de la Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMHAH) a approuvé au cours de sa réunion du lundi 17 novembre le plan masse d'aménagement de l'ancien carreau des Halles, élaboré par les trois architectes, MM. Emile Allaud,

Ricardo Bofill et Bernard de la Tour d'Arvergny (le Monde, daté 9-10 novembre 1975).

Toutefois, le conseil d'administration a proposé un certain nombre de modifications. Il s'agit en particulier de l'église Saint-Eustache, soit mieux mise en valeur, et que la colonnade prévue dans le Jardin soit mieux exploitée.

● L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE USAGERS DU TÉLÉPHONE ET DE COMMUNICATIONS (A.F.U.T.T.). — L'Association française de usagers du téléphone et de communications (A.F.U.T.T.) a posé, le 14 novembre, la proposition de loi qui propose P.T.T. et qui, d'après elle, doit augmenter de 20 à 30 recettes, tout en réduisant le montant de certaines taxes téléphoniques.

Le projet des P.T.T. de passer la taxe téléphonique base de 0,35 à 0,40 F, voire, semble dangereux à l'A.F.U.T.T. (le Monde du 26 septembre). Et l'administration des postes che 3 milliards de francs financer le budget 1976 des services financiers. L'A.F.U.T.T. n'approuve pas le budget général et l'Association de combler un trou par l'Etat.

L'Association estime la hausse des tarifs téléphoniques des abonnés d'illuminer l'économie et d'entraîner un à gagner. Elle préconise l'instauration d'une politique de tarifs incitative et dynamique pour attirer d'apporter elle, à chaque année 5 milliards de recettes supplémentaires.

● Tarifs heures creuses. — Les tarifs préférentiels aux heures creuses (au lieu de semaine) augmentent le trafic national et entraînent un surp 1 milliard de francs.

● Meilleur fonctionnement réseau. — Le manque à gagner suite des appels qui parvient pas à destination évalué à 3 milliards de francs.

● Installation massive cabines publiques. — La planification des postes téléphoniques sur la voie publique pourrait rapporter 0,5 milliard de francs.

● Réhabilitation du réseau téléphonique. — A l'extérieur, les P.T.T. ont introduit de la publicité les annuaires et obtenir (hors de France) le téléphone français est des plus chers du monde, un budget mensuel type français dépense 114,25 le téléphone, les Suédois dépense 51,33 F, l'A.F.U.T.T. donc la baisse d'un certain base de taxes, et notamment de la taxe de 1100 F à actuelle, et de la taxe de port (300 F aujourd'hui, la reprise d'un compteur ne coûte que 26,75 F).

P.T.T. LES USAGERS DEMANDENT LA LIMITA! DE CERTAINES TAXES TELEPHONIQUES

L'Association française de usagers du téléphone et de communications (A.F.U.T.T.) a posé, le 14 novembre, la proposition de loi qui propose P.T.T. et qui, d'après elle, doit augmenter de 20 à 30 recettes, tout en réduisant le montant de certaines taxes téléphoniques.

Le projet des P.T.T. de passer la taxe téléphonique base de 0,35 à 0,40 F, voire, semble dangereux à l'A.F.U.T.T. (le Monde du 26 septembre). Et l'administration des postes che 3 milliards de francs financer le budget 1976 des services financiers. L'A.F.U.T.T. n'approuve pas le budget général et l'Association de combler un trou par l'Etat.

L'Association estime la hausse des tarifs téléphoniques des abonnés d'illuminer l'économie et d'entraîner un à gagner. Elle préconise l'instauration d'une politique de tarifs incitative et dynamique pour attirer d'apporter elle, à chaque année 5 milliards de recettes supplémentaires.

● Tarifs heures creuses. — Les tarifs préférentiels aux heures creuses (au lieu de semaine) augmentent le trafic national et entraînent un surp 1 milliard de francs.

● Meilleur fonctionnement réseau. — Le manque à gagner suite des appels qui parvient pas à destination évalué à 3 milliards de francs.

● Installation massive cabines publiques. — La planification des postes téléphoniques sur la voie publique pourrait rapporter 0,5 milliard de francs.

● Réhabilitation du réseau téléphonique. — A l'extérieur, les P.T.T. ont introduit de la publicité les annuaires et obtenir (hors de France) le téléphone français est des plus chers du monde, un budget mensuel type français dépense 114,25 le téléphone, les Suédois dépense 51,33 F, l'A.F.U.T.T. donc la baisse d'un certain base de taxes, et notamment de la taxe de 1100 F à actuelle, et de la taxe de port (300 F aujourd'hui, la reprise d'un compteur ne coûte que 26,75 F).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1307

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								
XII								

Solution du problème n° 1306

Horizontalement
I. Assurance. II. C. III. Cu. Adrés. IV. B.B.E. — V. Bisibles. — VI. OI. — VII. Ets. Cours. — VIII. Denes. — IX. Moss. Soins. R.G. — XI. Hâteit.

Verticalement
1. Accordeurs. — 2. So. Or. — 3. Su. — 4. Sus. — 5. M. — 6. Ag. — 7. Idons. — 8. Us. — 9. R. — 10. Essore. — 11. G. — 12. Ussé.

GUY BROU

Le Monde

Service des Abonnements
12427 PARIS - CEDEX 1
C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.
COMPTES D'ABONNEMENTS (hors Alg.)
30 F 100 F 230 F 360 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIES NORMALES
144 F 272 F 400 F 528 F

ÉTRANGER
PAR MESSAGERIES
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
FAVRE-BAS - SUISSE
115 F 215 F 325 F 435 F

II - TUNISIE
125 F 235 F 345 F 455 F

Par voie aérienne
TOUT SUR DEMANDE

Les abonnés qui paient
chèque postal (trois virements
dront bien pointer ce chèque
leur demande

Changements d'adresse
avant ou provisoires
doivent être indiqués sur
demande écrite, semaine au
moins, avant leur départ.

Toutefois la dernière us
d'envoi à toute correspondance
vérifier avec l'administrateur
rédiger tous les noms pro
en caractères d'imprimerie.

سنة ١٩٧٥

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

LE CHOIX POUR M. MARCEL BOUSSAC

ouvrir 150 millions de F ou accepter le démantèlement de son groupe textile

M. Marcel Boussac sera-t-il en mesure de remettre dans six semaines à venir 150 millions de francs d'argent frais dans son empire textile ? De sa réponse à cette question dépend l'avenir du groupe. Les dirigeants du groupe exigent en effet cet effort de l'ex-roi du coton pour appuyer financièrement le plan de restructuration mis au point par M. Jean-Claude Boussac, qui, désigné par son oncle, préside aux destinées du groupe depuis son décès.

Le premier objectif du plan : reculer les ventes qui ont chuté de volume d'un tiers environ depuis cinq ans et, pour cela, réorganiser l'appareil industriel en lançant de nouvelles lignes de production conformes aux goûts du marché (ce qui était d'être le cas). Le choix des produits à développer a été fixé sur la base d'une étude faite en coopération avec Pont de Nemours et Rhône-Poulenc. Le point des produits de haute transformation (filés, tissus) sera limité. On cherchera, à l'inverse, à développer les seconds comme les tissus d'ameublement (volants, velours, etc.), linge de maison, l'éponge (on se rappelle l'affaire Jalla), le billard (on peut doubler ou tripler la production de l'usine d'Elmerville, qui fabriquait les remarquables Billards). Ces seconds, moins exposés à la concurrence des pays en voie de développement que les tissus de coton classiques, permettent aussi une rotation plus rapide du capital.

La restructuration de la production du groupe n'est cependant pas aisée. « Il y a, en gros, trois axes de développement », dit M. Jean-Claude Boussac. Elle sera sans doute financièrement soutenue par le personnel : « Les salariés seront reconvertis dans d'autres secteurs et vingt-deux employés dans une société qu'il s'apprête à créer à Rupp-sur-Moselle.

Il s'agit d'effets de siège social et de diverses filiales (les établissements Bilet, Rousseau, etc.), qui ont entraîné près de mille licenciements. Le C.I.T.F., abandonné par Luederich à Rupp-sur-Moselle, racheté en 1968 par Marcel Boussac dans un état de débâcle avancé, qui employait quatre cent sept salariés dans la filature et le tissage de coton (1), et l'usine de confection de Bohin, dans l'Alsace, qui employait trois cents personnes environ. Dans la plupart des cas, M. Jean-Claude Boussac promet de limiter l'impact immédiat des licenciements en reclassant une partie du personnel. Il s'engage à créer à Rupp-sur-Moselle une nouvelle filiale qui devra réemployer la majeure partie du personnel, et il essaie de négocier la reprise de l'unité de Bohin par une entreprise du secteur. Reste qu'au bout du compte l'addition sera sans doute amère pour les salariés.

En comptant sur les mises en préretraites (quatre cent cinquante environ), les départs à l'échelle, et l'arrêt de l'embauche, les licenciements réels, l'objectif serait de ramener à un douzaine les effectifs à cause mille personnes environ dans deux ou trois ans, contre plus de quarante mille au début de cette année.

Cet étagement correspond à la seconde orientation du plan : la réduction des charges. Dans ce but, également, M. Jean-Claude Boussac a déjà entrepris de liquider les stocks énormes (près de 900 millions de francs) soit plus de la moitié du chiffre d'affaires : 900 millions de francs) qui gélaient une part importante des capitaux.

Enfin, dernière orientation du plan : améliorer la productivité.

Il) M. Jean-Claude Boussac a annoncé la fermeture, le 17 novembre, au comité d'entreprise de Luederich, près de cinquante et un salariés seront mis en préretraites, vingt-quatre seront reconvertis dans d'autres secteurs et vingt-deux employés dans une société qu'il s'apprête à créer à Rupp-sur-Moselle.

dans la filature et le tissage notamment. On utilisera les évolutions techniques récentes comme la filature à bouts libérés ou les métiers à tisser sans navettes (le groupe en possède déjà trois cent quarante-huit jusqu'alors sans usage qui devaient assurer la moitié de la production future de tissés). Au total, l'ensemble de ces mesures de redressement correspondent à un plan d'investissement de 150 millions de francs.

Mises à part la liquidation des stocks et la réduction des effectifs, le plan de M. Boussac ne pourra être appliqué sans injections considérables d'argent frais. Il faut, avant tout, restaurer la trésorerie évanouie du C.I.T.F. et surtout améliorer la structure de son endettement, déséquilibré par le poids des dettes à court terme. Les banques et les pouvoirs publics ont accepté d'y participer moyennant un nouvel effort financier de M. Marcel Boussac. Celui-ci s'engageait à verser 150 millions de francs, dont 80 serviront à rembourser l'avance consentie en juin dernier par le pool bancaire et seraient consolidés en prêts à moyen terme pour le C.I.T.F. Les 70 millions restants seraient dirigés vers le pool bancaire, et 70 millions de francs, dont 80 serviront à rembourser l'avance consentie en juin dernier par le pool bancaire et seraient consolidés en prêts à moyen terme pour le C.I.T.F. Les 70 millions restants seraient dirigés vers le pool bancaire, et 70 millions de francs, dont 80 serviront à rembourser l'avance consentie en juin dernier par le pool bancaire et seraient consolidés en prêts à moyen terme pour le C.I.T.F.

fait — hormis les licenciements, bien qu'un accord de principe ait été conclu. Le fil manquant qui soutient toute la trame, est l'appui personnel de M. Marcel Boussac. Si on affiche, rue de Grenelle, un bel optimisme quant aux possibilités financières de l'ancien roi du coton, il n'en va pas de même dans son entourage.

Depuis plusieurs années, M. Boussac capitaliste d'un autre âge, n'a pas hésité à écorner largement sa fortune personnelle pour soutenir son groupe et résister aux attaques de bord. Résultat : certes de beaux bénéfices et de sa fortune passée, les journaux d'Alsace et Paris-Tour, des terrains, des chevaux. Il ne s'agit pas de la vente des haras de Jardy peut atteindre d'un coup les 150 millions nécessaires. M. Marcel Boussac parviendra-t-il à les négocier bien que, classés espaces verts, ils ne puissent être commercialisés ? De son succès dépendra actuellement l'avenir du plan Boussac. « Nous avons fait ce que nous pouvions faire », affirme-t-il. « Il y a de la marge, la balle est maintenant dans le camp Boussac ».

VERONIQUE MAURIS.

TERRAINS INCONSTRUCTIBLES

Le ministre de l'équipement confirme sa décision de 1971 (« le Monde » du 29 septembre 1971) selon laquelle les 97 hectares des haras de Jardy (Hauts-de-Seine) sont inconstructibles.

Le groupe Boussac, propriétaire de terrain, avait projeté en 1970 d'y construire deux mille logements. M. Alain Chalandon, alors ministre de l'équipement, s'appuyant sur le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, avait alors décidé de conserver les espaces verts du haras. Il avait, d'entre part, déclaré : « Les haras de Jardy seront presque sûrement acquis par la collectivité publique ». L'achat des terrains devait compenser la destruction des forêts entravées par le passage de la rocade A 86.

Le tracé de l'autoroute A 86 n'est toujours pas arrêté dans cette zone. Le ministre de l'équipement n'a pas changé depuis 1971 : et les terrains sont inconstructibles, les promoteurs privés n'ont pas de raison d'y intervenir, seule la collectivité publique serait susceptible de l'acquiescer.

ÉNERGIE

LE KOWEÏT ET L'IRAK POLÉMIQUE SUR LA FAÇON D'APPLIQUER LES DÉCISIONS DE L'OPEP

Le Koweït a répliqué, lundi, à la note publiée dimanche par l'Irak déplorant la décision koweïtienne d'abaisser de dix cents le prix de son pétrole. M. Abdal Wahab Nassif, ministre par intérim du pétrole, a déclaré à la presse que la baisse de 0,10 dollar du prix du brut n'a pas été dictée par le désir de rendre le pétrole koweïtien plus compétitif « ni dans le but de satisfaire des clients à l'étranger », mais répond aux « considérations économiques qui ont amené plusieurs pays à réduire leur prix, depuis octobre dernier ».

Dimanche, l'Irak avait formulé ses regrets et devant la décision koweïtienne, qu'il jugeait contraire aux décisions de l'OPEP. La note irakienne demandait la convocation d'une conférence extraordinaire des ministres du pétrole de l'OPEP pour examiner la décision du Koweït.

Cette note révisait en outre qu'un cours des discussions au sein de la conférence de l'OPEP l'Irak a avait proposé une classification des prix des pétroles selon leur qualité et leur teneur en soufre, mais cette proposition s'était heurtée au refus catégorique du Koweït. Regrettant « la réponse négative du Koweït aux diverses propositions irakiennes », la note ajoutait : « La partie koweïtienne a affirmé pouvoir facilement vendre son pétrole sans résister ses prix via la Bourse teneur en soufre du pétrole koweïtien, et qu'il fallait en conséquence écarter les propositions de l'Irak. Le gouvernement irakien s'interroge maintenant sur le brusque revirement unilatéral du Koweït ».

Cependant, à Vienne, les ministres des finances de l'OPEP poursuivent leurs discussions sur leurs projets d'aide aux pays pauvres. À Genève débutait, mardi, une conférence consultative des ministres du pétrole de la même organisation, en vue de préparer le dialogue Nord-Sud. (A.F.P.)

EMPLOI

Nouvelle dégradation de la situation

- Le cap du million de chômeurs est dépassé
- Dix demandes pour une offre au lieu de cinq il y a un an

Un vif mal de « stagnation » fait-il désormais admettre celui de « stagnation », c'est-à-dire de stabilisation d'un chômage dans une situation de l'emploi qui demeure très dégradée ? Selon les statistiques que le ministère du travail vient de publier, le nombre des demandes d'emplois non satisfaites s'est encore accru en octobre, mais à un rythme plus faible qu'il y a un an à la même époque, alors que le nombre des offres d'emplois est en diminution, ce qui constitue une évolution plutôt inquiétante. Relative stabilisation sans doute, mais dégradation certainement, puisque l'on compte désormais près de dix demandes pour une offre, au lieu de un peu plus d'une et demi pour une offre il y a deux ans.

Le nombre des demandes d'emplois au dossier observées fin octobre a, pour la première fois, dépassé le cap du million : 1 015 000 en lieu de 845 000 fin septembre, soit une augmentation de 7,7 %, alors qu'en octobre 1974 la hausse était de 12,7 % ; en un an, l'accroissement du chômage est de 61 %. Le nombre des offres d'emplois non satisfaites, qui avait recommencé à augmenter en septembre, est à nouveau en baisse en octobre : 104 800 au lieu de 114 700 (- 8,3 %) alors qu'il y a un an la baisse était beaucoup plus importante : - 34 %.

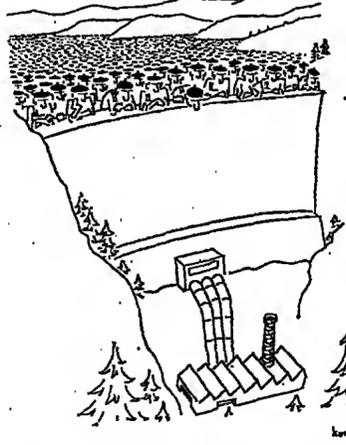
En données corrigées des variations saisonnières, les demandes passent de 822 400 en septembre à 980 000 en octobre (+ 1,99 %) au lieu de 556 500 il y a un an (+ 61,72 %). Les offres, elles, passent de 105 300 en septembre à

101 200 en octobre (- 2,89 %) au lieu de 151 000 il y a un an (- 34,28 %).

« Quand on regarde les chiffres de près (on constate) qu'il y a effectivement une certaine stabilisation », a déclaré M. Michel Durafour, ministre du travail, à R.T.L. Certes, le nombre des demandes d'emplois non satisfaites a diminué alors que pareille évolution n'avait été constatée, en 1974, qu'en novembre ; certes, le nombre des demandes « plébiscites » ou « amarrées » a atteint le niveau le plus élevé jamais connu : 1 223 700 au lieu de 1 174 100 en septembre, mais ce phénomène ne s'explique-t-il pas déjà par les résultats d'une vaste enquête menée par l'Agence ? (Voir ci-dessous.)

Toutefois est-il que le nombre des demandes d'emplois non satisfaites est en augmentation et qu'il y a moins d'offres que jamais. Et le ministre lui-même admet qu'il n'y aura pas de chute brutale du nombre des chômeurs, une diminution progressive à pouvoir être « raisonnablement » attendue au printemps prochain.

Et encore n'est-il question que d'un chiffre officiellement recensé par l'Agence. Selon les récentes études de l'INSEE, il faut majorer de 2 % les statistiques officielles : le minimum est de chômeurs serait, en conséquence, d'un million 1 197 000 et vraisemblablement 1 200 000 dans la mesure où l'INSEE, lors de son enquête, n'a pas retenu les 85 000 personnes qui n'avaient pas effectué une recherche d'emploi en cours du mois précédent l'enquête, mais en avaient fait auparavant, sans succès.



CONFLITS ET REVENDICATIONS

Dactylos et révoltes

Plus de cinq mille employés d'assurances ont manifesté le lundi 17 novembre à Paris à l'appel de la C.F.D.T. et de la C.F.P.T., dans le quartier de l'Opéra, pour protester, notamment contre l'action des forces de l'ordre à l'encontre des grévistes de la Paternelle (Assurances du groupe de Paris).

La Paternelle : rue de Châteaubriant, dans le neuvième arrondissement. Neuf étages de marbre rose et beige, de bureaux luxueux. Au sixième, les dactylos sont en révolte.

Pour la première fois dans l'histoire de l'établissement, des employés ont occupé les locaux de cette vénérable société financière créée au dix-neuvième siècle avant d'être délogée le 13 novembre.

Ce mouvement, très catégorique, dure depuis plus d'un mois. C'est en effet le 10 octobre dernier qu'une trentaine de jeunes filles, soit plus de la moitié de l'un des services du central dactylographique qui emploient au total cent trente salariés, ont commencé une série de débrayages avec l'appui des délégués C.F.T. et C.F.D.T. Ce qu'elles voulaient ? De meilleures conditions de travail, l'intégration des primes de rendement dans leur salaire. Dans une lettre au directeur des relations sociales, elles dénonçaient « le poids d'un règlement intérieur absolument arbitraire : interdiction de parler, interdiction de fumer, minutage pour aller aux toilettes, port obligatoire de la blouse à l'extérieur du service, certificat médical pour vingt-quatre heures d'absence, etc. ».

L'une d'elles montre son bulletin de salaire : dactylo de niveau A, trois ans d'ancienneté, 1 447 francs net. Ce commence à 1 380 francs. Pour compenser, il y a les primes. Un maximum de 150 francs

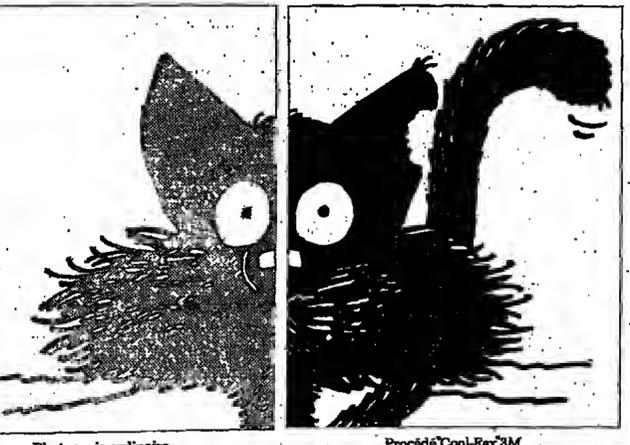
par mois, à condition de rédiger cinquante-sept lettres par jour (le minimum exigé est de trente-deux lettres), ou de tirer cent quatre-vingt pièces par jour au duplicateur (le minimum est de cent trente pièces). Nous sommes, nous aussi, des O.S. en col blanc. Les locaux de cette vénérable société financière créée au dix-neuvième siècle avant d'être délogée le 13 novembre.

La direction, qui trouve cette grève « plutôt curieuse », invoque les accords d'entreprise, le troisième mois, les nécessités de la discipline, les horaires « larges » : moins de huit heures de travail journalier, trois quarts d'heure pour le repas de midi, un quart d'heure l'après-midi. Elle admet d'attribuer la prime de rendement en fin de mois et mais uniquement pour le soldé supérieur à 50 francs. Mais que faire devant l'obédience passive de ces jeunes filles qui, brusquement, remettent en cause les vieilles méthodes et la hiérarchie ?

Ce conflit, qui pourrait sembler artificiel, est peut-être plus important qu'il n'en a l'air. Il rejoint les luttes syndicales entamées ailleurs, notamment dans d'autres compagnies et dans certaines banques, contre le rendement et l'autoritarisme, en fin de compte pour le temps de vivre. C'est peut-être une sorte de signal pour les mois à venir.

En attendant une issue, le délégué C.F.D.T. de la Paternelle s'est vu adresser un diplôme pour « violence psychologique contre le personnel ». J. B.

En photocopie, tous les chats étaient gris.



Photocopie ordinaire. Procédé Cool-Fax 3M.

Pas seulement les chats d'ailleurs. Les caractères aussi, et les dessins, et les photos, quand ils ne disparaissent pas purement et simplement. Aujourd'hui, on peut trouver des chats et des caractères toujours noirs sur des photocopies ; celles du copieur 357 Cool-Fax de 3M.

Avec le procédé Cool-Fax 3M vous gardez des photocopies aussi, ou même plus contrastées que l'original, et une première copie qui arrive immédiatement sans préchauffage.

Le 357 Cool-Fax, automatique, est l'un (parmi beaucoup d'autres) des photocopieurs à sec 3M. Ils sont distribués par un très important réseau de véritables spécialistes en mécanographie.

357 Cool-Fax. Les photocopies contrastées, maintenant ça existe.

Je désire recevoir de plus amples renseignements sur le photocopieur à sec 357 Cool-Fax.
Nom _____
Adresse _____

Dept. revendeurs Reprographes.
3M FRANCE - 3, RUE DES CHÊNES POURPRES - 95001 CERSEY - TÉL. (1) 030.51.55 L.M.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Après le « sommet » des S

La « déclaration de Rambouillet »

Voici le texte de la déclaration que les six chefs d'État et de gouvernement ont adoptée à Rambouillet.

1) Pendant ces trois jours, nous avons procédé à un échange de vues approfondi et positif sur la situation économique mondiale, les problèmes économiques communs à nos pays, leurs conséquences humaines, sociales et politiques et les programmes d'action destinés à les résoudre.

2) Nous nous sommes rémis parce que nous partageons les mêmes convictions et les mêmes responsabilités. Nous sommes chacun pour notre part responsables de la conduite d'une société ouverte, démocratique, profondément attachée à la liberté individuelle et au progrès social. Notre succès

renforcera, et cela de façon décisive, l'ensemble des sociétés démocratiques. Chacun d'entre nous a la responsabilité d'assurer la prospérité de l'économie d'un pays industriel important. La croissance et la stabilité de nos économies aideront à la prospérité de l'ensemble du monde industriel et des pays en développement.

3) Pour atteindre ces objectifs dans un monde marqué par une interdépendance croissante, nous sommes décidés à assumer pleinement nos responsabilités et à développer nos efforts en vue d'une coopération internationale accrue et d'un dialogue constructif entre tous les pays, dépassant les frontières de leur développement économique. Nous n'en reculerons pas moins le besoin de rester vigilants et de garder à nos politiques la capacité d'adaptation nécessaire. Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous l'accueillerons par une nouvelle flambée d'inflation.

4) Les démocraties industrielles sont décidées à venir à bout du haut degré de chômage, de l'inflation continue et des graves problèmes de l'énergie. Le but de notre réunion a été d'examiner les problèmes que nous avons communs, d'identifier plus précisément les problèmes que nous devons résoudre et de fixer la direction que nous aurons à suivre à l'avenir.

5) La tâche la plus urgente consiste à assurer le redressement de nos économies et à réduire le passage de ressources humaines que provoque le chômage. En conjonction avec ce redressement, il est essentiel d'éviter le déclenchement de nouvelles forces inflationnistes qui menacent en danger le succès de cette reprise. L'objectif doit être une croissance stable et durable.

La tâche la plus urgente

6) Nous avons la conviction que nos politiques actuelles sont compatibles et complémentaires et que le redressement est bien engagé. Nous n'en reculerons pas moins le besoin de rester vigilants et de garder à nos politiques la capacité d'adaptation nécessaire. Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous l'accueillerons par une nouvelle flambée d'inflation.

7) Nous nous sommes aussi attachés à définir les nouveaux efforts qui sont nécessaires dans les domaines du commerce international, des questions monétaires et des matières premières, y compris l'énergie.

Un système d'échanges ouvert

8) Au fur et à mesure des progrès de la reprise et du nouveau développement des économies nationales, nous devons chercher à rétablir l'augmentation du volume des échanges commerciaux. Maintenir un système d'échanges ouverts renforce la croissance et la stabilité des prix, au moment où des pressions en vue d'un retour au protectionnisme se développent, il est essentiel que les principales nations commerçantes confirment leur fidélité aux principes de l'engagement sur le commerce de l'O.C.D.E. et qu'elles évitent de recourir à des mesures dont l'intention serait de leur apporter la solution de leurs problèmes au détriment d'autres pays, avec des effets préjudiciables dans les domaines économique, social et politique. Tous les pays, surtout ceux dont la position en matière de balance des paiements est forte et ceux qui ont des déficits des paiements courants, portent la responsabilité de mettre en œuvre des politiques qui permettent l'expansion du commerce mondial à leur avantage mutuel.

Le « rapprochement franco-américain » sur la monnaie

11) En ce qui concerne les problèmes monétaires, nous affirmons notre intention d'ouvrir en faveur d'une plus grande stabilité. Ceci implique des efforts en vue de restaurer une plus grande stabilité dans les conditions de base de l'organisation économique et financière mondiale. Six semaines, nous nous sommes attachés à la réforme du système monétaire international et nous nous sommes attachés à la réforme du système monétaire international.

12) Des rapports de coopération et une meilleure compréhension entre les pays en développement

13) L'expansion économique mondiale est manifestement liée à la disponibilité croissante de sources d'énergie. Nous sommes résolus à assurer l'économie des ressources énergétiques nécessaires à leur croissance. Nos intérêts communs rendent nécessaire que nous continuions de coopérer dans les intérêts de toutes les parties de l'énergie importée par la conservation et le développement de sources alternatives. Par ces mesures, ainsi que par une coopération internationale entre producteurs et consommateurs conformes à leurs intérêts à long terme, nous n'épargnerons aucun effort pour assurer des conditions plus équilibrées et un développement harmonieux et régulier du marché énergétique mondial.

14) Nous nous félicitons de la conclusion de la conférence sur la coopération économique internationale. Nous conduisons ce dialogue dans un esprit positif afin d'assurer que les intérêts de toutes les parties soient sauvegardés et promus. Nous sommes convaincus qu'il est de l'intérêt vital des pays industrialisés et des pays en développement que l'économie mondiale se développe avec succès et qu'elle soit fondée sur des relations politiques de coopération.

15) Nous sommes décidés à intensifier notre coopération sur tous ces problèmes au sein des institutions existantes aussi bien que de toutes les organisations internationales appropriées.

16) Nous recherchons un développement régulier et fructueux de nos relations économiques avec les pays socialistes en tant qu'élément important du progrès dans la détente, ainsi que de la croissance économique mondiale. Nous accentuerons également nos efforts pour parvenir à une conclusion rapide des négociations actuellement en cours au sujet des crédits à l'exportation.

M. Giscard d'Estaing : l'important est que cette réunion ait eu lieu à un moment où l'économie traverse une

Parlant chacun dans sa langue nationale (tant le chancelier Helmut Schmidt, qui s'est exprimé en anglais), chaque chef d'État ou de gouvernement a fait un bref commentaire de la déclaration, finale qu'a présentée M. Giscard d'Estaing. Cette réunion de presse a eu lieu dans une salle de l'hôtel de ville de Rambouillet, ornée d'un tableau de Napoléon III à 3 heures de l'après-midi, après le déjeuner dans le château.

« Le plus important, a dit le président de la République française, est que cette réunion ait eu lieu à un moment où l'économie traverse une crise. » Cette crise, a-t-il ajouté, n'est pas une crise de l'économie occidentale, mais une crise de l'économie mondiale qui affecte tous les pays, les plus touchés étant les plus pauvres.

Le président de la République française a vanté « l'esprit de coopération et de responsabilité internationale », et dont le but est de faire en sorte que l'économie mondiale retrouve la croissance régulière et durable qui est nécessaire à la prospérité de tous les peuples.

Le président Ford pour sa part s'est félicité de la rencontre qui s'est révélée « fructueuse ». « Nous avons approfondi, a-t-il dit, notre compréhension mutuelle, harmonisée nos divers points de vue

quant aux questions-clés. Et ce qui est le plus important, nous avons pu réaffirmer la confiance que nous avons tous en un redressement complet et durable de l'économie. »

Le chancelier Schmidt a également parlé du haut degré de compréhension entre les Six, et

le premier ministre britannique a insisté sur la nécessité de tenir compte du chômage. Le président du conseil M. Aldo Moro, ainsi que le Miki ont salué l'accord franco-américain qui a vu la mise en œuvre d'un système de

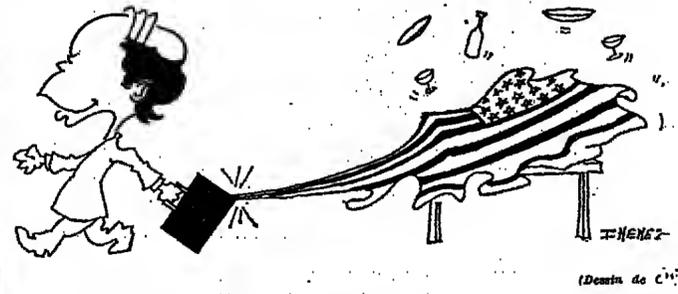
M. Wilson : la Grande-Bretagne tient à représentée en tant que telle à la conférence Nord-Sud

M. Harold Wilson a réaffirmé, au cours du « sommet », que la Grande-Bretagne tenait à être représentée à titre individuel à la conférence entre producteurs et consommateurs de pétrole et de matières premières (dite « Nord-Sud ») le mois prochain à Paris, écrit l'agence britannique Reuters.

Le premier ministre a déclaré que la Grande-Bretagne ne pouvait être représentée par la délégation du Marché commun, non seulement en raison de son nouveau rôle de pays producteur de pétrole, mais aussi parce qu'elle a un rôle particulier à jouer dans toutes les autres questions qui seront débattues. Il a fait remar-

quer qu'en 1980 la Grande-Bretagne produira à elle seule 30 % du pétrole pour l'ensemble des pays C.E.E. et 25 % de son pétrole plus, la Grande-Bretagne deuxième importateur mondial de matières premières (le Japon) et elle possède M. Wilson, une plus grande expérience que quiconque pour qui touche aux problèmes mondiaux.

Le premier ministre a encore fait remarquer que la Grande-Bretagne avait le centre financier et les discussions tiennent lieu de débats de décembre



LES RÉACTIONS DE LA PRESSE EN FRANCE...

LE FIGARO : la preuve par six. « On ne saurait reprocher à la conférence de Rambouillet de révéler pour une certaine part de la politique de spectacle. Elle a donné la preuve, la preuve par six, de la volonté de solidarité et de tolérance des démocrates industriels. » (ALAIN VERHAY.)

LES ECHOS : le programme commun de tout le monde occidental.

« La charte de Rambouillet sera dans les mois à venir la base de références pour toutes les grandes décisions internationales. Malgré la modestie déguisée de ses promoteurs, qui entendent s'appliquer ses principes qu'à eux-mêmes, il ne fait pas de doute qu'il sera le programme commun de tout le monde occidental. » (MICHEL CARBAL.)

...ET A L'ÉTRANGER

LIBÉRATION : la méthode Coué. Sous le titre « La méthode Coué », ce quotidien écrit : « Devant un tel tapage publicitaire, on peut se demander si la conférence de Rambouillet n'a pas été l'œuvre d'un complot pour faire face à la crise économique. »

L'HUMANITÉ : tous derrière Ford. Sur huit colonnes à la une, l'organe du parti communiste français titre : « Rambouillet : tous derrière Ford. »

Pour Jack Dion, M. Giscard d'Estaing a tenu « de dédoubler le grand capital et de faire coup double, dédoubler les transferts des pays capitalistes (pour lutter à la crise est « mondiale ») ; isoler les pays du tiers monde les plus progressistes (pourquoi augmenter le prix des matières premières si ce sont les « plus pauvres » qui en supportent les conséquences ?) »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : les stratagèmes du passé. « Dans ce flot de discours, il n'y a pas une trace de volonté réformatrice. Le mieux-être annoncé pour l'an prochain, c'est avec les stratagèmes du passé (pour les « riches » comme s'il n'était pas évident que les malheurs du moment nous viennent, pour leur plus grande part, des contradictions du système, et qu'au lieu d'essayer celui-ci on ferait mieux de le modifier. » (RICHAUD LUSCIA.)

LA LETTRE DE LA NATION : drôle. « De deux choses l'une : ou le président de la République pense, comme nous et comme il l'a dit, que la crise actuelle est d'origine monétaire, ou il ne le pense pas. Dans le premier cas, il ne tient pas à traverser les textes diffusés sur le sommet de Rambouillet, comment Valéry Giscard d'Estaing peut espérer une solution. Je le suis seulement : « Nous affirmons notre détermination d'ouvrir en faveur d'une plus grande stabilité économique, nous nous sommes attachés à la réforme du système monétaire international et nous nous sommes attachés à la réforme du système monétaire international. »

LA RHÉNANNE : le monde à l'envers. « C'est quand même étrange, au qu'on pense-t-on que seraient les « autorités monétaires » ? » (PIERRE CHARPY.)

N'attendons pas de miracle

La presse étrangère commente avec modération et un certain scepticisme les résultats du « sommet » de Rambouillet.

EN GRANDE-BRETAGNE, le Times (indépendant) écrit : « L'histoire jugera peut-être que la conférence de Rambouillet a été utile parce que ses participants ont eu la prudence de prendre aussi peu de décisions au lieu d'avoir la témérité d'en prendre trop. »

Pour le Financial Times (organe des milieux de la City), « il est à espérer que le recours limité aux contrôles des importations dans des cas spéciaux, tels que ceux que notre propre gouvernement est actuellement en train d'adopter, sera strictement surveillé de manière à assurer que les cas sont spéciaux et les contrôles temporaires. »

Pour le Daily Telegraph (conservateur) : « Nous félicitons tout particulièrement de cette réunion. Mais ce doit être de telle manière que la croissance et plein emploi puissent être maintenus à long terme. Nous ne voulons pas d'un boom qui sera suivi d'une nouvelle crise encore pire. »

Enfin, le Daily Express (droite) ironise : « Cela aurait pu être pire. Avant le concours de Miss Monde, c'est à tous ces grands hommes qu'échoit le prix 1975 du non-écroulement de l'année. »

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, la Süddeutsche Zeitung (libéral de gauche) craint que chaque participant à la conférence de Rambouillet compte un peu sur l'aide des autres, au lieu de mobiliser ses propres forces. « Il est certain, poursuit le journal, qu'un accord sur la poursuite d'une ligne d'action commune dans le domaine de la politique économique serait déjà un résultat respectable, étant donné une conjoncture dont la marque principale est de comporter quinze millions de chômeurs. On ne doit pas s'attendre à quelque chose de trop ambitieux ou de miraculeux, comme la création d'un nouvel ordre économique mondial. Celui-ci nécessiterait un renouveau des Six à une partie de leur souveraineté nationale. »

La Rheinische Post (conservateur) estime que « le plus important reste qu'un collège international, autonome, prenne conscience de ses responsabilités et entreprenne les premiers pas

S.E.M.P.A.C.

pour tenter de supprimer les causes du désordre économique mondial. »

EN ITALIE, le M. (centre gauche) écrit « charte » aura de l'importance dans l'histoire du capital des sociétés industrielles et qu'elle sera sur les prochains mois, par conséquent (...). C'est un soulagement pour ceux qui ont la possibilité de déposer des réserves divergentes des plus récents divergents de la conférence. »

Pour l'Unità (communiste), le « sommet » a été « une crise s'est terminée sans succès » et les faits d'optimisme sans raison.

AUX ÉTATS-UNIS, le New York Times commente : « La proposition de Rambouillet a été émise dans un moment où les relations entre les partenaires ont pointé une méthode de coopération internationale qui a été adoptée par les chefs de gouvernement, mais n'est pas devenue une réalité. »

« La proposition d'élargir pour une suite bouillie a été émise par les chefs de gouvernement, mais n'est pas devenue une réalité. »

TASS : de profon divergences.

« A MOSCOW, l'agence écrit dans une dépêche Paris : « Les formules énoncées par les participants n'ont pas pu leur permettre de répondre sur les questions les plus importantes, notamment monétaire internationale. Les déclarations officielles que les participants ont présentées à l'occasion de la conférence ont été comprises avec les pays en développement, mais en ce qui concerne Rambouillet qu'une tentative de plus de grands pays occidentaux de créer un front uni contre le monde en développement, nous sommes convaincus que les premières et l'énergie.

PHARFRANCE
Anatomie de l'industrie PHARMACÉUTIQUE, vétérinaire, et de vos chimiques en France.

- ANALYSE INDIVIDUELLE DE 350 SOCIÉTÉS, dirigeants - actionnaires - C.A. - bénéfices.
- PRINCIPAUX GROUPES, structures détaillées - filiales.
- INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS REELS.

Étude multiclient, 380 pages - 2.000 F. h.t.

DYNAFORM, 25, rue d'Hauteville 75010 PARIS - Tél. : 770-50-53.

Le 1^{er} calculateur de poche programmable à cartes magnétiques, le HP-65 de Hewlett-Packard, est en vente à 'la Règle à Calcul'

bibliothèque de programmes dans tous les domaines d'applications.

la Règle à Calcul

65, bd Saint-Germain 75005 Paris
Tél. : 033 02.63/033 34.61.

« Distributeur agréé France des calculateurs de poche électroniques HP démonstration - vente sur stock. crédit Cetelem »

HEWLETT PACKARD

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

LA VIE ÉCONOMIQUE

des sur la coopération économique et monétaire

LA RÉUNION DES « NEUF » A BRUXELLES

Dans six mois on pourra apprécier les résultats de l'accord franco-américain

estime M. Jean-Pierre Fourcade

Bruxelles. (Communauté européenne). — Au cours de la réunion des ministres des finances des pays de la zone, qui s'est tenue lundi à Bruxelles, M. Emilio Colombo, le ministre italien du Trésor, qui préside actuellement les travaux des Neuf, et M. Jean-

Pierre Fourcade, ont informé leurs collègues qui n'étaient pas présents à Rambouillet des résultats de cette rencontre. M. Fourcade a déclaré dans le détail le double accord monétaire auquel sont parvenus Français et Américains.

De notre correspondant

« serpent » monétaire. C'est dire qu'il était nécessaire d'obtenir l'approbation des Etats de la C.E.E. participant à l'Allemagne et à la France, n'étaient pas représentés à Rambouillet, à savoir les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et le Danemark. M. Fourcade considère leur accord comme acquis.

L'objectif du premier accord est d'atténuer les fluctuations erratiques des taux de change, grâce des interventions concertées des banques centrales de la communauté des Etats-Unis et du Japon. Cet accord peut entraîner l'application de manière quasi immédiate. Il vise à réduire les mouvements de change aberrants (ce, d'une part, le dollar, d'autre part, le groupe des monnaies européennes flottant de façon indépendante, ce qu'on appelle le

Une consultation à trois niveaux

serait pas d'accord dans leur appréciation du caractère erratique du mouvement de change enregistré par le marché et, par conséquent, divergeraient sur l'opportunité et l'ampleur des interventions à accomplir.

● Une concertation périodique — au moins trimestrielle — entre les ministres des finances. Grâce à ces interventions transatlantiques concertées on devrait rapidement aboutir à des relations de change « qui ne seraient plus que le révélateur des tensions profondes de l'économie ». Le succès de cette « concertation réaliste » des banques centrales implique, bien évidemment, qu'il n'y ait pas de divergences sérieuses entre les deux rives de

La France reste opposée à l'association du franc suisse au « serpent »

Il n'était pas question pour le conseil de se prononcer de façon formelle sur ce projet. Cependant, les partenaires de la France l'ont

apparemment accueilli de façon favorable. Les Neuf en reparleront dans le détail au cours d'une réunion informelle qui tiendra lieu le 15 décembre à Bruxelles afin d'aboutir à une position commune avant la session du groupe des Vingt chargé de préparer la version du système monétaire international.

Une association rapide du franc suisse au bloc monétaire européen est-elle désirable ? M. Fourcade répondit que la position de la France « restait inchangée ». Le système de contrôle existant en Suisse ne permet pas, selon lui, aux autorités helvétiques de maîtriser leur marché des changes ; il a rappelé que depuis le printemps dernier le franc suisse était apprécié de 6 % par rapport aux monnaies du « serpent » (alors que l'écart maximum autorisé entre celles-ci est de 2,25 %).

« On ne peut prendre le risque de mettre en péril un système qui fonctionne bien », a poursuivi le ministre français, précisant qu'il s'agissait là « d'un problème technique et non pas d'un problème politique ». Il a également précisé la position française : l'association du franc suisse au « serpent » sera peu opportune tant que les autorités de Berne n'auront pas arrêté les mesures permettant d'atténuer la pression exercée par les opérateurs sur le marché des changes, à savoir essentiellement un contrôle des mouvements de capitaux s'appliquant non seulement comme aujourd'hui aux non-résidents, mais également aux résidents et notamment aux grandes sociétés internationales installées en Suisse et y détenant des fonds importants. Ce problème de l'éventuelle association du franc suisse sera repris par les ministres des finances le 15 décembre.

PHILIPPE LEMAITRE.

Pour un dollar plus stable

(Suite de la première page.)

La phrase qui suit celle qui vient d'être citée est, ainsi rédigée : « Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée d'inflation. » Un peu plus haut, on pouvait déjà lire : « En confortant le redressement, il est essentiel d'éviter le détachement de nouvelles forces inflationnistes qui mettraient en danger le succès de cette reprise. L'objectif doit être une croissance stable et durable. » Ainsi, les chefs d'Etat et de gouvernement se débattent-ils aussi déterminés à lutter contre la récession que contre l'inflation. Cependant, ce balancement de leurs préoccupations serait plus convaincant si, après la cure sévère administrée à l'économie par une récession profonde et qui n'est pas terminée, le taux d'inflation ne demeurait pas si élevé. Bien qu'il diminue, le rythme de hausse des prix reste encore, dans le meilleur des cas, égal à 6 ou 7 % (Allemagne fédérale et Etats-Unis) ou 9 et 10 % en France. C'est beaucoup.

cet engagement ? Seule l'expérience permettra de le dire. — Selon M. Giscard d'Estaing, on peut considérer comme « fluctuation erratique » toute variation de change qui ne correspond pas à une modification réelle dans le pouvoir compétitif d'une économie. Une telle interprétation, prise à la lettre, signifierait que les banques centrales devraient intervenir très fréquemment. Les variations de change deviendraient progressivement insensibles avec le temps puisque, en fonction de la situation économique par rapport à une autre ne change pas du jour au lendemain (sauf lorsqu'on assiste à une soudaine dégradation de la situation politique ou sociale).

temps du moins, le marché sera forcément influencé par l'existence de l'accord, ce qui, dans les circonstances actuelles, pourra être un facteur favorable à la conjoncture. La France obtient donc une satisfaction certaine, en échange de quoi elle a renoncé à obtenir que les nouveaux statuts du Fonds monétaire prévoient le rétablissement par étapes (assurées de dates) d'un système de taux de change fixes. Les statuts en question se contenteront de faire référence au retour à la stabilité comme à un « objectif » à atteindre dans un avenir indéterminé, étant entendu que le rétablissement d'un système de parités « fixes mais ajustables » requerra un vote à la majorité de 85 % (ce qui permettra aux Etats-Unis d'exercer leur veto).

Pas de marge de fluctuation

L'accord en tout cas ne comporte la fixation d'une marge de fluctuation et encore moins d'un taux de change, comme s'est plu à le souligner le secrétaire du Trésor. Le président de la République française a précisé lui-même qu'il s'agissait d'éviter que la spéculation, comme on l'a vu si souvent dans le passé, ne concentre tous ses efforts pour faire sauter le faible verrou posé par les banques centrales. Mais, d'un autre côté, si le niveau auquel les mécanismes d'évaluation sont décidés à intervenir n'est pas rendu public, cela donne aux autorités monétaires une grande latitude pour interpréter le degré de leur responsabilité.

« La France préfère ne pas fixer d'échéance pour un retour à des taux de change « stables » mais ajustables, plutôt qu'à légaliser le flottement des monnaies », a dit M. Fourcade. Mais pendant longtemps, elle avait cherché à obtenir à la fois une telle stabilité et que les échanges flottants soient considérés comme une pratique provisoire, non un régime « légal ». Les changes flottants ne sont peut-être pas légalisés, mais ils sont maintenus pour une période indéterminée. La différence risque d'échapper aux peuples qui n'ont pas la même tradition juridique que la nôtre.

A quoi s'ajoute un autre argument, peut-être encore plus fondamental : aussi longtemps qu'existera une masse énorme de dollars sur le marché, les autorités monétaires risquent d'être débordées par des mouvements « erratiques », et il sera difficile de distinguer les fluctuations liées à des phénomènes économiques de celles qui sont dues à des déplacements purement spéculatifs de capitaux à court terme.

Ajoutons que le nouvel engagement pris de ne pas recourir au protectionnisme est lui-même lié au succès de la politique monétaire. Les fluctuations trop brusques de taux de change ressemblent en effet souvent à des famines dévastatrices, mais elles ne sont pas évitables, car elles ont pour cause des mouvements de capitaux qui ne sont pas sous le contrôle des autorités monétaires. Les fluctuations trop brusques de taux de change ressemblent en effet souvent à des famines dévastatrices, mais elles ne sont pas évitables, car elles ont pour cause des mouvements de capitaux qui ne sont pas sous le contrôle des autorités monétaires.

En venant à l'esprit de Rambouillet, les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas mesuré d'une vaine expression politique leur responsabilité à permis de trouver une solution au dossier monétaire, et cela malgré le climat défavorable qui avait régné lors de la réunion préparatoire des 11 et 12 novembre à Londres.

« Le différentiel franco-américain est réglé », a déclaré aux journalistes M. Giscard d'Estaing. Le président de la République n'est pas le seul à estimer que c'est là un point essentiel. Le chancelier de l'Echiquier britannique, bien que son pays reste en dehors de l'accord, a lui-même souligné qu'il s'agissait là d'un résultat important. La réunion de Rambouillet sera sans doute jugée sur l'évolution des taux de change du dollar à Francfort et à Paris au cours des prochains mois.

PAUL FABRA.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

S.N. S.E.M.P.A.C.
6, BOULEVARD ZIROUT-YOUCÉF - ALGER

AVIS DE PRÉCONSULTATION INTERNATIONALE

Dans le cadre d'opérations d'importation de farines et semoules envisagées par la Société nationale des semouleries, meuneries, fabriques des pâtes alimentaires et couscous, les entreprises susceptibles de fournir ces produits sont priées de se faire connaître auprès de la S.N. SEMPAC, boulevard Zirout-Youcef, Alger, avant le 30 novembre 1975.

Il est instamment recommandé de fournir les éléments d'information suivants :

- nom et raison sociale, numéro de télex ;
- siège social et références de la société ;
- nature de l'activité.

A découvrir au moins une fois dans sa vie Le massage thaïlandais à Paris

Dès son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais. Un massage très raffiné, pratiqué dans un bain d'eau tiède et parfumée, avec relaxation et cérémonial du thé au jasmin. Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités du merveilleux massage thaïlandais.

L'Institut vous propose également l'ionisation, l'aromage, les traitements spéciaux et tous les autres types de massages, sportifs ou de relaxation, avec massagers et massages expérimentés.

Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25-261.27.26

UN INVESTISSEMENT RENTABLE

Tout ce qui représente une charge improductive pour l'entreprise doit être éliminé. Comment le déterminer ? Avec la comptabilité de gestion OBBO, qui fournit rapidement des renseignements précis, vous gèrerez mieux.

OBBO, spécialiste de la comptabilité de gestion manuscrite ou informatisée, intégrée adaptée à la taille de votre entreprise.

Je désire recevoir une documentation complète sur la comptabilité OBBO.
Nom
Adresse
Tél.
OBBO, 2, rue Montpensier, PARIS (2^e)
Tél. : 878-25-50 et 29-06

Voulez-vous savoir cette année ce que vous coûtera votre parc auto l'année prochaine ?

Cette facture mensuelle, il ne vous reste plus qu'à multiplier par 12 et à ajouter l'essence et les lavages. Comme quoi, précision et précision peuvent se rejoindre.

Une seule facture mensuelle, toujours la même, couvre la mise à disposition d'une Simca, d'une Chrysler ou d'une Matra (neuves) son entretien dans tout le réseau Chrysler-France (2200 points service) et son assurance, prise d'ordre et pour votre compte.

Location longue durée **Locasim** Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92000 Neuilly Tél. 747.56.00.

Vous avez deux solutions. La première c'est d'essayer de le faire vous-même. En supposant que vous teniez compte de tout : amortissement, entretien, réparations, dépannages, assurance, vous n'obtiendrez jamais qu'une prévision très approximative. En revanche, la formule location longue durée Locasim vous évitera bien des mauvaises surprises.

20% d'escompte sur les **SALONS** CANAPE 3 places fixes. **DUCHESSE** (dosiers hauts) Le FAUTEUIL assorti. **VACHETTE** pleine peau de qualité supérieure. Coloris au choix. **Fabrique de sièges - 67 rue de la Roquette, XI^e, 805.23.92 (imp Bastille, Voltaire) (ouvert du Lundi au Samedi inclus)**

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉ

LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE gérées par la caisse des dépôts et consignations

44,48 % Obligations françaises (dont 29,25 convertibles participatives indexées)	Obligations françaises 88,78 % (dont 78,52 convertibles participatives indexées)
7,78 % Obligations étrangères	Obligations étrangères 4,88 %
23,87 % Actions françaises	Actions françaises 1,88 %
11,82 % Actions étrangères	Liquidités et autres éléments d'actif 4,88 %
2,27 % Liquidités et autres éléments d'actif	

Situation au 30 septembre 1975

F: 1.000.000.000 — ACTIF NET — F: 1.000.000.000
 F: 17,25 — VALEUR LIQUIDATIVE — F: 17,25
 F: 10,27 + 1,44 — DIVIDENDE NET + ANCIEN — F: 12,28 + 2,13

INTERCROISSANCE SICAV

Situation au 30 septembre 1975

INTERCROISSANCE a obtenu son exercice au 30 septembre 1975. A cette date, la valeur liquidative s'établissait à 128,43 F contre 109,27 F le 30 septembre 1974. Si l'on tient compte du coupon détaché au cours de l'exercice, la performance annuelle ressort à 34 %.

Au cours de cet exercice, l'actif net est passé de 128 millions de francs à 154,1 millions de francs, soit une augmentation de 21,9 %.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes au 30 septembre 1975. Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 6,88 F (4,73 F net), au lieu de 6,78 F (5,91 F net) au titre de l'exercice précédent. Ce coupon global, rapporté à la valeur au 30 septembre 1975, déduction faite du coupon net, déterminerait un rendement annuel de 4,39 %.

INTERSELECTION SICAV

Situation au 30 septembre 1975

INTERSELECTION a obtenu son exercice au 30 septembre 1975. A cette date, la valeur liquidative s'est établie à 122,64 F contre 102,30 septembre 1974. Si l'on tient compte du coupon détaché au cours de l'exercice, la performance annuelle ressort à 32 %.

Au cours de cet exercice, l'actif net est passé de 94,9 millions de francs à 117,2 millions de francs, soit une augmentation de 23,7 %.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes au 30 septembre 1975. Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 6,34 F (5,30 F net), de 5,95 F (5,12 F net) au titre de l'exercice précédent. Ce coupon global, rapporté à la valeur au 30 septembre 1975, déduction faite du coupon net, déterminerait un rendement annuel de 5,40 %.

FILIALE IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL

Fabriquant et distributeur en France, depuis plus de dix ans, des produits de grande consommation non alimentaires sous marque internationalement connue étudièrent

TOUTE FORMULE DE COLLABORATION avec Société ou personne physique qui lui permettrait d'accélérer et d'accroître son implantation

- dans les grandes surfaces
- auprès des grossistes et détaillants
- des branches professionnelles suivantes : HORLOGERIE - BIJOUTERIE - PHARMACIE D'OFFICINE - DROGUERIE - BUREAUX DE TABAC

Ecrire **COMAP**, 174, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transm.

BIS

Le chiffre d'affaires, hors taxes, des neuf premiers mois de l'exercice 1975, s'est élevé à 381.233.933 F contre 408.758.444 F pour la même période de l'exercice 1974, ce qui représente une baisse de 11,17 %.

Nous prévoyons que le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 1975 sera supérieur à celui de la même période de 1974, ce qui nous permet de continuer pour l'ensemble de l'exercice 1975 — l'amélioration des résultats annoncée au mois d'octobre 1975.

ARTHUR D. LITTLE Inc.

Résultats consolidés 1975

Cumul des neuf premiers mois de l'exercice (en millions de dollars)

	1975 (9 mois)	1974 (9 mois)
Chiffre d'affaires	57,50	68,29
Résultats nets après impôts	2,24	1,88

Soit une progression en 1975 par rapport à la même période de l'année précédente de : + 17 % pour le chiffre d'affaires ; + 13 % pour les résultats nets.

MOTEURS LEROY-SOMER

Dans le cadre de la poursuite de sa diversification et du renforcement de ses activités dans le domaine des pompes, le groupe Motopump Leroy-Somer vient de prendre le contrôle à 80 % du groupe italien Lovara, créé en 1968 par M. Enzo Ghio. Cet ensemble est devenu très rapidement, grâce au dynamisme de son fondateur et à sa technologie très avancée, un des premiers fabricants européens de pompes à usage domestique et agricole de grande série.

Les projets d'harmonisation des fabrications et de développement conjugué des ventes à l'échelle mondiale ouvrent les perspectives les plus favorables à l'ensemble du groupe Motopump Leroy-Somer.

A noter que l'opération effectuée par échange de titres du portefeuille, n'entraîne aucun décaissement pour le groupe.

IMMOBANQUE

Le conseil d'administration s'est réuni le 13 novembre et a informé qu'au terme du semestre tous les travaux de crédit-bail ont été achevés, ainsi à quatre-vingt-deux le des immeubles en exploitation qui représentent un montant d'immobilisations de 480,7 millions de francs contre 310,000 millions une année plus tôt.

Au titre des six premiers mois de l'année 1975, IMMOBANQUE a réalisé une progression de 25 recettes locales, dont le total s'est élevé à 42.844.341 F sans compter, contre 34.084.366 F au titre de la même période de l'année 1974. A ce chiffre on ajoutera les recettes de location, et ce qui concerne le p... destinée à la location simple s'élève à 10 millions de francs.

En ce qui concerne le p... au cours du semestre, et ce qui concerne le p... ont pour objet 2.000 mètres bureaux à Montparnasse et trois carrés d'entrepôts à M... Le président a indiqué que les sociétés pourvu non dév... dans les limites fixées par... mention du crédit avec la... qu'exige le contexte économi... et que, sans évincement... s'agit, le dividende devrait... augmentation par rapport... qui avait été distribué au... l'exercice 1974 (12,50 F par... 100 F nominal).

Un avantage fiscal (lois des 29 mai et 13 septembre 1975)

jusqu'au 31 décembre 1975, la Société Générale vous donne la certitude de bénéficier de cet avantage, à votre gré, grâce à son crédit spécial d'équipement



Le mécanisme en est simple : si avant le 31 décembre 1975, vous passez commande d'un bien d'équipement amortissable selon le mode dégressif, en versant un acompte, vous bénéficiez d'une remise égale au montant de cet acompte dans la limite de 10 % du prix de revient H.T. du bien d'équipement.

Cette remise vous est accordée sous forme d'une réduction du montant mensuel ou trimestriel de TVA, dont vous êtes redevable.

Autre avantage, ce bien d'équipement peut vous être livré à la date de votre choix dans un délai de 3 ans.

Pour que vous puissiez profiter de ce prêt à taux direct de l'Etat, la Société Générale a mis au point le **crédit spécial d'équipement** que vous pouvez obtenir très rapidement.

Alors, si vous avez besoin de machines-outils, d'un ordinateur, d'un camion, de matériels spécialisés de l'industrie textile, de machines électro-comptables... vous pouvez, dès maintenant, avancer votre décision et gagner jusqu'à 10 %.

La Société Générale est toujours attentive aux problèmes des entreprises. Elle sait y apporter des solutions : après le crédit de restructuration de trésorerie, elle vient de créer le **crédit spécial d'équipement**.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Une banque, des hommes, des solutions.

MORRIS

LIVRAISON IMMÉDIATE
GRAND CHOIX D'OCCASIONS
Mécanique - Tôlerie - Peinture
Mise au point par spécialistes

FRANÇOIS & CIE
6 rue St-Ferdinand - PARIS 17^e
ETD. 00-57

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETR
(Subsidière d'ELETRONAS)

AMÉNAGEMENT HYDRO-ÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSELECTION
aux Fabricants de vannes, guides et treuil pour le déversoir

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - TROSUL lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection objet de cette notice, pour le projet, fabrication, livraison et supervision de montage des équipements suivants pour l'aménagement référencé ci-dessus, si sur le fleuve Iguacu, dans l'État de Paraná, Br...

- Huit (8) ensembles de vannes à segment 15,30 m x 20,00 m y compris les vannes, tols, radiers et guides.
- Huit (8) ensembles de treuils y compris treuils, câbles de suspension et appareillage du trôle.
- Huit (8) ensembles de guides et seuils y compris les «stoplogs».
- Un (1) ensemble de « stoplogs ».

Pour le paiement des équipements mentionnés ci-dessus l'ELETROSUL compte utiliser des fonds de la Banque Interaméricaine de Développement (IAD) au moyen d'un emprunt actuellement en négociation.

De cette présélection pourront participer seulement les fabricants ayant leur siège dans un pays membre du BID et/ou des pays qui puissent être considérés par l'entité financière.

Les « instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues jusqu'au 16 décembre 1975 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. ELETROSUL - DEPARTAMENTO DE SUPRIMENTOS
Rua de Alfândega, 80 - 2^o andar
20.000 - Rio-de-Janeiro - R.J.
Telex 02122971 - BRÉSIL.

150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 17 NOVEMBRE

Calmé et irrégulier

Aucun changement notable n'est paru en ce début de semaine sur le comportement de la bourse. Les affaires sont restées extrêmement calmes et les valeurs ont fluctué de façon irrégulière, mais sans écart notable de leurs mouvements. En fin de séance, usées et basses s'équilibrent, sans être à la cote, si bien que différents indices n'ont guère varié. Au dehors de la construction, les affaires ont peu varié, orientées vers le quinquennal, mais sans écart notable sur la cotation de Prêt à terme. Les affaires ont peu varié, orientées vers le quinquennal, mais sans écart notable sur la cotation de Prêt à terme. Les affaires ont peu varié, orientées vers le quinquennal, mais sans écart notable sur la cotation de Prêt à terme.

LONDRES

Nouveaux progrès. De nouveaux progrès sont enregistrés en ce début de semaine sur le comportement de la bourse.

NEW-YORK

Soutenu. Le marché a poursuivi lundi ses lenteurs, mais avec un volume d'affaires plus élevé qu'en clôture.

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Cours, Dernier cours. Lists various stock prices.

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Cours, Dernier cours. Lists various stock prices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

IPOLIN GEORGET-FRETAG. En prévision d'une opération financière, la cotation des actions de la société a été suspendue le 17 novembre. Rappelons que les plus gros actionnaires de la firme sont P.P.S. (16,33%), Omnium Parisien (12,08%), etc.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for Tokyo with columns: Valeurs, Cours précéd., Cours, Dernier cours.

VALEURS

Large table of stock market values with multiple columns: Valeurs, Cours précéd., Cours, Dernier cours. Includes various international and domestic stocks.

COURSE DE PARIS - 17 NOVEMBRE - COMPTANT

Table of Paris stock market closing prices for various sectors and companies.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

VALEURS SOUVENIR LIÉES A DES OPERATIONS FERMEES SEULEMENT. Les valeurs ci-dessous sont liées à des opérations fermées et ne sont pas cotées.

